



Initiative de Paix au Sahel

Des Pas vers la Paix

Évaluation des conflits dans la zone du Liptako-Gourma
au Burkina Faso, au Mali et au Niger



REMERCIEMENTS

Ce rapport a été rédigé par Sheldon Gellar, avec des contributions substantielles de Robert Groelsema (conseiller technique principal de CRS pour la justice et la construction de la paix) et Patrick Williams (chargé de programme de CRS pour l'Initiative de paix au Sahel). L'équipe a reçu un soutien et des conseils supplémentaires de Jennifer Overton (directrice régionale de CRS pour l'Afrique de l'Ouest), Abigail Johnson (conseillère technique régionale de CRS pour l'égalité entre les sexes), Caritas Burkina Faso (OCADES), Caritas Development Niger (CADEV), Caritas Mali et l'équipe de CRS pour l'Afrique de l'Ouest. Cette évaluation et ce rapport n'auraient pas pu être achevés sans un soutien innovant et une collecte de données de haute qualité par les équipes Suivi, évaluation, responsabilisation et apprentissage (MEAL) de CRS au Burkina Faso, au Mali et au Niger.



Catholic Relief Services est l'agence humanitaire internationale officielle de la communauté catholique des États-Unis. CRS mène son action de secours et de développement par le biais de programmes variés : intervention en cas d'urgence, VIH, santé, agriculture, éducation, microfinance et édification de la paix. CRS soulage les souffrances et fournit une assistance aux personnes dans le besoin dans plus d'une centaine de pays, sans considération de race, de religion ni de nationalité.

Droits d'auteur 2016 Catholic Relief Services. Toute reproduction, traduction, version dérivée, distribution ou autre utilisation de ce document est interdite sans l'autorisation expresse de Catholic Relief Services (« CRS »). Pour toute demande d'autorisation, s'adresser à pqpublications@crs.org ou écrire à :

Catholic Relief Services
228 West Lexington Street
Baltimore, MD 21201-3443 É.-U.
1.888.277-7575
www.crs.org

Ouagadougou, le 13 novembre 2019

À :

Monsieur Seal L Callahan

Président de l'agence Catholic Relief Services

Baltimore, É.-U.

Estimé Monsieur le Président,

Nous venons d'achever un atelier qui a réuni des évêques délégués des conférences du Burkina-Niger et du Mali qui a connu la participation de deux délégués du Ghana et de Côte d'Ivoire.

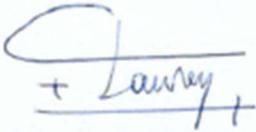
Comme vous le savez, la réflexion a porté sur la situation d'insécurité au Sahel, les causes et les conséquences du phénomène qui dépassent le Sahel. Nous voudrions vous remercier d'avoir recueilli ce projet qui, grâce à l'engagement de tout CRS, est devenu une réalité.

Alors que les travaux qui se sont bien déroulés s'achèvent, nous voudrions vous demander encore d'user de ce qui est en votre pouvoir pour accompagner le processus déclenché par cet important atelier afin que les actions retenues et planifiées puissent se concrétiser en vue de provoquer les changements souhaités en matière de cohésion sociale, de sécurité et de paix au Sahel.

Veuillez féliciter votre équipe de CRS Afrique de l'Ouest pour la fructueuse collaboration que nous avons eue dans l'organisation et la tenue de cette rencontre interconférence sur la sécurité au Sahel.

Persuadés que la bonne collaboration nous réunira toujours autour des défis auxquels l'Église fait face en Afrique de l'Ouest en général et au Sahel en particulier, nous vous assurons de nos prières et de notre disponibilité.

Monseigneur Laurent B. DABIRE



Président de la Conférence Episcopale

Burkina-Niger



Monseigneur Jonas DEMBELE



Président de la Conférence Episcopale

du Mali

AVANT-PROPOS

Nos sœurs et nos frères du Sahel vivent une période sans précédent. Des communautés du Burkina Faso, du Mali et du Niger sont directement attaquées par des factions violentes qui cherchent à aggraver et à exploiter les griefs et les tensions communautaires pour leur propre profit. Le nombre, la gravité et l'ampleur croissants de ces attaques contre les civils, les personnes déplacées et les familles sont choquants. Des millions d'innocents ont besoin d'une aide immédiate et vitale et la région a besoin d'une solution pour une paix durable à long terme.

L'Église catholique est unie contre cette violence et travaille sans relâche pour répondre aux besoins humanitaires et de développement de la région. Travaillant dans les trois pays, parmi les personnes déplacées ainsi que les familles qui les accueillent, Catholic Relief Services (CRS) a assuré des distributions d'argent, d'eau, de nourriture et d'abris au cours de l'année écoulée. Nous poursuivons également notre travail de fourniture de soins de santé, d'éducation et d'assistance agricole, ainsi que nos activités d'édification de la paix. Ces efforts sont menés et soutenus par l'Église catholique d'Afrique de l'Ouest et reposent sur une priorité absolue accordée à la justice et à la paix dans la région. CRS soutient fortement cet appel qui est essentiel à sa vision que toute personne doit pouvoir réaliser tout son potentiel humain donné par Dieu. Nous sommes fiers d'être les témoins des efforts surhumains entrepris en réponse à cette crise et qui doivent être célébrés.

Mais nous sommes également alarmés par la demande croissante d'aide qui dépasse de loin les ressources disponibles. Les gouvernements ont reconnu l'importance cruciale d'investir dans le Sahel, mais nous appelons les bailleurs de fonds, les décideurs politiques, les avocats et les intervenants humanitaires à redoubler d'efforts pour faire de la paix une réalité dans la région.

En réponse, l'Église catholique sahélienne mène un effort dans plusieurs pays, l'Initiative de paix au Sahel, pour sensibiliser à ces conflits violents et plaider en faveur d'un changement positif. À cette fin, nous présentons Steps Toward Peace (« Des pas vers la paix »), une évaluation multiniveau du conflit dans la crise actuelle au Sahel. Son message final est clair : dans la recherche de la paix, il faut se concentrer sur le renforcement de la cohésion sociale, verticale et horizontale, tout en impliquant les dirigeants locaux et la société civile dans toutes les interventions, activités et politiques.

Les constatations et les recommandations de ce rapport sont le reflet du travail mené par Caritas Burkina Faso (OCADES), Caritas Niger (CADEV), Caritas Mali et CRS et sont le fruit de la collecte directe intensive de données primaires, de leur analyse et de leur étude. Notre équipe intégrée a contacté des centaines de personnes issues des communautés les plus vulnérables et les a écoutées afin de comprendre leurs difficultés et leur réalité et de mieux coordonner une réponse unifiée.

Nous vous invitons à réfléchir à comment vous pouvez soutenir activement l'application de ces recommandations afin d'assurer le développement humain intégral de toutes les personnes qui vivent au Sahel. De même, nous nous engageons à adopter ces recommandations pour promouvoir une nouvelle ère d'édification de la paix intégrée et collaborative qui vise à unir les communautés de la région et nous vous invitons à vous joindre à nous. Même si nous sommes inquiets de la gravité de la crise, nous sommes optimistes et croyons en un avenir plus radieux, plus juste et plus sûr pour le Sahel.

Nous vous remercions pour vos efforts inlassables pour construire la paix dans la région.

Monseigneur Laurent B. Dabire
Président de la Conférence
épiscopale Burkina-Niger

Monseigneur Jonas Dembele
Président de la Conférence
épiscopale du Mali

Sean Callahan
Directeur général
Catholic Relief Services

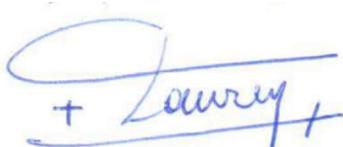


Table des matières

| | |
|--|----|
| Remerciements | i |
| AVANT-PROPOS..... | 1 |
| Résumé | 1 |
| <i>Objet de ce rapport</i> | 1 |
| <i>Méthodologie</i> | 1 |
| <i>Résumé de l'analyse et des principaux résultats</i> | 2 |
| <i>Conclusion</i> | 6 |
| <i>Recommandations</i> | 6 |
| Introduction | 8 |
| <i>Initiative de paix au Sahel</i> | 8 |
| Raison d'être..... | 8 |
| La réponse unifiée de l'Église..... | 9 |
| But et objectifs..... | 10 |
| Zone d'intervention : triangle frontalier | 10 |
| <i>Objectif de l'évaluation</i> | 13 |
| Conception et méthodologie | 14 |
| <i>Conception de l'évaluation :</i> | 14 |
| <i>Étude documentaire</i> | 14 |
| <i>Échantillonnage</i> | 16 |
| <i>Entretiens avec des informateurs clés (EIC) et discussions de groupe</i> | 18 |
| <i>Minibaromètre de la cohésion sociale</i> | 18 |
| <i>Logistique sur le terrain</i> | 19 |
| <i>Analyse des données/limites</i> | 19 |
| Conclusions | 20 |
| <i>Profil</i> | 20 |
| Le contexte politique | 20 |
| Le contexte externe | 22 |
| Le contexte socioculturel..... | 23 |
| Le contexte économique | 25 |
| Le genre | 26 |
| Estimation de la cohésion sociale | 27 |
| Genre et Baromètre de la cohésion sociale | 32 |
| <i>Problème</i> | 36 |
| Insécurité | 36 |
| Économie | 37 |
| Insuffisance des réponses humanitaires et de développement | 38 |
| Défiance croissante à l'égard des autorités nationales et perte de légitimité..... | 39 |
| <i>Population</i> | 39 |
| Auteurs de violence | 41 |
| Principaux mobilisateurs pour la gouvernance..... | 45 |
| Mobilisateurs pour la construction de la paix et la cohésion sociale | 46 |
| <i>Processus</i> | 49 |

| | |
|---|-----------|
| Facteurs d'escalade des conflits..... | 49 |
| Facteurs contribuant à la paix et à la cohésion sociale..... | 53 |
| Facteurs déclenchants | 55 |
| Tendances | 55 |
| Trajectoires | 56 |
| Détérioration de la situation actuelle | 56 |
| Progrès modérés..... | 56 |
| Meilleur cas..... | 57 |
| Nuances pour chaque pays | 57 |
| Mali | 57 |
| Niger..... | 59 |
| Burkina Faso | 61 |
| Recommandations..... | 62 |
| Renforcer les groupes de travail interconfessionnels pour la construction de la paix (GTCP) | 63 |
| Renforcer et diversifier les mécanismes traditionnels de gestion des conflits et de cohésion sociale..... | 63 |
| Associer les femmes comme actrices directes dans la construction et la gestion de la paix | 64 |
| Améliorer les options humanitaires pour les pauvres de la région du triangle frontalier | 65 |
| Connecter les acteurs étrangers de la paix à la société civile nationale pour tirer parti de l'innovation indigène | 65 |
| Conclusions | 68 |
| Annexe A : Ouvrages consultés | 70 |
| Annexe B : Mini-baromètre de la cohésion sociale | 77 |
| Annexe C : Matrice d'échantillonnage. | 80 |
| Données démographiques sur les répondants | 82 |

RESUME

OBJET DE CE RAPPORT

Ce rapport résume les constats, conclusions et recommandations d'une évaluation des conflits commandée par Catholic Relief Services (CRS) et l'Église catholique de l'Afrique de l'Ouest. L'évaluation des conflits accompagne [l'Initiative de paix au Sahel](#) (IPS), lancée en novembre 2019 par CRS en coopération avec des partenaires locaux au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Ghana, au Mali et au Niger¹. L'IPS a pour but d'aider l'Église et d'autres acteurs de la société civile à concevoir et à mettre en œuvre des réponses d'initiative locale face à la spirale de la violence et à la crise humanitaire et de développement qui ne cesse de s'aggraver dans la zone des trois frontières du Liptako-Gourma, l'épicentre de la violence. Bien que cette étude reconnaisse le rôle du pouvoir de contraindre pour protéger et sécuriser, elle choisit plutôt de se concentrer sur les forces de la société civile et met l'accent sur les solutions non violentes aux conflits. À cette fin, les auteurs appellent les organisations gouvernementales régionales et internationales à contrebalancer les interventions militaires avec un engagement égal en faveur de l'aide humanitaire, du développement et de la construction de la paix, car, comme l'a montré la dernière décennie, les causes profondes et les ressorts des conflits ne sauraient être adéquatement traités par des interventions armées à elles seules.

Plus précisément, cette évaluation a été commandée pour répondre aux objectifs suivants : 1) générer de nouvelles connaissances et des approches efficaces pour atténuer la crise sahélienne ; 2) trouver des moyens d'intégrer la construction de la paix, la cohésion sociale et la gouvernance dans les programmes humanitaires et d'aide au développement ; et 3) déterminer les points d'entrée et les stratégies pour que l'Église et la société civile répondent à la crise sahélienne en mettant l'accent sur les approches de plaidoyer et de communication qui soutiennent les besoins, les priorités et les initiatives des communautés locales et fassent entendre leur voix.

Questions de recherche

L'évaluation des conflits a donné la priorité aux questions de recherche suivantes :

- Quelles sont les causes sous-jacentes de la violence, qui en sont les auteurs et quels sont leurs motifs, motivations, intérêts et griefs ?
- Qui sont les principales victimes de la violence et quelles sont leurs capacités de résilience ?
- Quelles ont été les répercussions et les conséquences de la violence sur les économies locales, les services gouvernementaux, la stabilité politique et la cohésion sociale ?
- Quelles sont les options possibles pour l'avenir ?

METHODOLOGIE

L'évaluation a utilisé des méthodes qualitatives et quantitatives mixtes comprenant des entretiens avec des informateurs clés (EIC), des discussions de groupe (DG), un examen de la littérature, l'observation directe et une enquête d'opinion sur la cohésion sociale. Les EIC et les DG ont été menés en utilisant des questionnaires semi-structurés, et l'enquête a été réalisée sur la base d'une version adaptée du [mini-baromètre de la cohésion sociale](#) (le Baromètre) de CRS, qui contient 18 indicateurs regroupés dans des sphères socioculturelles, économiques et politiques. Le cadre d'évaluation a combiné le cadre 4P de CRS (profil, problème, personnes et processus)² et le [cadre d'évaluation des conflits de l'USAID \(CAF\) 2.0](#)³. Le

¹ L'étude a été réalisée entre avril et juin 2020 et le rapport a été rédigé avant le coup d'État d'août 2020 au Mali.

² CRS. 2018. [Les fondamentaux de la construction de la paix : Guide des participants](#). CRS.

³ USAID. 2012. *Conflict Assessment Framework (CAF) Version 2.0*. June 2012. Washington D.C.: USAID.
USAID. 2012. *Conflict Assessment Framework Application Guide*. June 2012. Washington D.C.: USAID.

*guide de CRS Évaluations de la consolidation de la paix, de la gouvernance, des questions de genre, de la protection et des jeunes : Guide de base pour praticiens occupés*⁴ de CRS a fourni des orientations supplémentaires. L'accent mis par le CAF 2.0 sur les griefs et les capacités de résilience et le cadre analytique des 4P se sont révélés parfaitement complémentaires pour déterminer les facteurs permettant d'éclairer des recommandations aux niveaux macro et micro.

L'échantillonnage a été effectué dans neuf zones du triangle du Liptako-Gourma qui s'étend entre les frontières du Burkina Faso, du Mali et du Niger. Six de ces zones ont connu de graves conflits. Des discussions de groupe et des entretiens ont été organisés avec les personnes les plus touchées par la violence ou les plus impliquées dans cette violence : femmes, jeunes, personnes déplacées dans leur propre pays (PDIP), rapatriés, groupes d'autoprotection, groupes ethniques marginalisés, artisans de la paix, responsables de l'administration et de la sécurité, chefs traditionnels et autorités religieuses. Dans l'ensemble de la zone d'étude, l'équipe d'évaluation a tenu 45 discussions de groupe et entretiens. De plus, l'équipe a effectué 90 enquêtes auprès des fonctionnaires, des chefs traditionnels et des membres des communautés.

Les concepteurs de l'évaluation ont sélectionné les participants au moyen d'un échantillonnage ciblé et en boule de neige⁵. Cet échantillonnage reposait sur des références du personnel de Caritas, des maires, des chefs spirituels et d'autres parties prenantes travaillant dans les zones cibles. Le déclenchement de la pandémie de COVID-19 et les restrictions aux déplacements qui ont suivi ont obligé les enquêteurs d'effectuer par téléphone certaines activités au Mali et toutes les activités au Niger⁶.

L'équipe a traité les données qualitatives manuellement par le biais d'une analyse de contenu relationnel matricielle, qui s'appuie sur la co-occurrence et l'identification des concepts appréhendés dans les discussions de groupe et les entretiens avec les informateurs. Cette méthode a permis à l'équipe d'évaluation d'examiner plus à fond la dynamique des conflits, les composantes clés des principaux problèmes, les liens et les relations entre les acteurs des conflits, ainsi que le contexte agissant sur la crise et en subissant les répercussions. Pour renforcer l'analyse du contenu relationnel, l'équipe a désagrégé et résumé les données du Baromètre quantitatif à l'aide de statistiques descriptives.

Comme nous l'avons mentionné, l'équipe d'évaluation a rencontré des limites telles que la COVID-19. En outre, l'échantillonnage de proximité en boule de neige a entraîné un suréchantillonnage des membres des groupes ethniques principaux, en particulier les hommes. Les résultats du mini-baromètre de la cohésion sociale n'étaient pas représentatifs, car l'étude n'a pas atteint une taille d'échantillon suffisante. Pour des raisons de sécurité, les combattants actifs et les membres de groupes extrémistes n'ont pas été interrogés. Pour atténuer ces défauts, CRS et ses partenaires ont délibérément contacté les femmes et les groupes ethniques minoritaires, lorsque c'était possible, et ont organisé deux ateliers virtuels de validation au cours desquels les partenaires et les répondants clés ont critiqué, corrigé et confirmé les résultats et les recommandations⁷.

RESUME DE L'ANALYSE ET DES PRINCIPAUX RESULTATS

Comme indiqué ci-dessus, la méthodologie d'évaluation s'appuyait sur le cadre d'évaluation des conflits (CAF) 2.0 de l'USAID et sur la méthodologie emblématique des 4P de CRS (profil, problème, personnes et

⁴ CRS. 2015. *Évaluations de la consolidation de la paix, de la gouvernance, des questions de genre, de la protection et des jeunes : Guide de base pour praticiens occupés*. CRS.

⁵ L'échantillonnage en boule de neige est une technique non aléatoire dans laquelle les participants connus recrutent de futurs participants au sein de leur réseau social. Naderifar, Mahin & Goli, Hamideh & Ghaljaei, Fereshteh. (2017). Snowball Sampling: A Purposeful Method of Sampling in Qualitative Research. *Strides in Development of Medical Education*. In Press. 10.5812/sdme.67670.

⁶ Vous trouverez une liste complète des participants à l'annexe C.

⁷ À l'avenir, CRS associera continuellement les communautés dans les discussions de groupe tout en réalisant régulièrement le mini-baromètre de la cohésion sociale pour informer la communication et le partage réguliers des données représentatives.

processus). Le CAF 2.0 offrait des avantages au niveau macro en raison de son accent sur les acteurs nationaux et internationaux, et de sa conceptualisation des institutions, qui étaient des notions familières pour les bénéficiaires de l'éducation d'inspiration occidentale. Le cadre des 4P a complété ces atouts en mettant l'accent sur les perspectives historiques, la dynamique au niveau micro et en formulant les questions et les concepts d'une manière facilement compréhensible par diverses cultures et personnes sans éducation formelle. La superposition de ces cadres a favorisé une analyse contextuelle exhaustive et a abouti à six principaux résultats.

1. *L'insuffisance et l'inégalité de l'accès à la richesse, aux moyens de subsistance et aux ressources naturelles sont les facteurs à l'origine de la détérioration du tissu social et de la reprise des conflits violents, en particulier pour les jeunes issus de milieux pastoraux traditionnels. Les personnes émigrent, rejoignent des groupes violents ou perpétuent la violence pour échapper à la pauvreté et à l'injustice.*

Le manque de perspectives économiques est une des causes majeures de la détérioration du tissu social et de la montée des conflits violents. La quasi-totalité des groupes de discussion a désigné le chômage des jeunes et l'absence de possibilités économiques pour les jeunes comme les principales cause et conséquence des conflits violents. Ces résultats ont été triangulés avec le mini-baromètre de la cohésion sociale de CRS pour obtenir une vue transversale de la cohésion sociale dans chaque zone d'évaluation. Les résultats du Baromètre montrent clairement que les contextes économique et politique sont étroitement liés comme étant les facteurs contribuant le plus à un manque de cohésion sociale. Les résultats de cette évaluation sont conformes aux travaux de recherche précédents, qui ont démontré que la pauvreté n'est pas la seule cause ni le seul moteur des conflits. La mauvaise gestion et l'accès inégal et limité aux ressources, essentiellement agricoles au Sahel, sont également des facteurs déterminants. Le manque d'emplois ainsi que le sentiment de désespoir ont incité les jeunes ruraux à abandonner l'agriculture et à chercher leur fortune ailleurs en se joignant à des mouvements extrémistes violents ou en se tournant vers le crime et le banditisme pour gagner leur vie.

2. *L'ampleur et la portée de la violence dépassent la capacité de l'État et des dirigeants locaux de coordonner une réponse unifiée et efficace.*

De multiples facteurs corrélés contribuent aux conflits. Il s'agit notamment de la concurrence pour le contrôle des routes commerciales transsahariennes, les réponses fortement sécuritaires aux conflits, les conflits sur le contrôle et l'accès aux ressources naturelles, l'échec de la mise en œuvre complète de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali de 2015, et une confiance quelque peu mal placée dans les dirigeants nationaux pour résoudre les conflits localisés et régionalisés. En outre, tous les répondants ont cité le nombre des acteurs violents comme un obstacle majeur à la résolution des conflits, car il est souvent impossible de déterminer quel acteur violent est responsable d'attaques ou d'actes de malveillance spécifiques. Les conséquences politiques et économiques négatives de la pandémie de COVID-19 et le nombre croissant de personnes ayant besoin d'aide humanitaire exacerbent également les conflits et augmentent la pression sur les ressources limitées de l'État.

La portée des facteurs de conflit dépasse la capacité de tout pays ou acteur à y répondre. L'examen de la littérature et les discussions de groupe ont indiqué que les programmes de développement et de lutte contre l'extrémisme violent ont été largement fragmentés et inefficaces en raison du peu d'attention accordée aux conditions locales et de l'insuffisance des consultations avec les communautés. Alors que

les donateurs ont consacré des ressources importantes à l'aide humanitaire, de larges pans de la population restent mal desservis et dans le besoin.

3. Les conflits ont des répercussions différentes sur les hommes et les femmes, les femmes étant les moins impliquées dans la gestion des conflits aux niveaux national et local.

Au sein de leurs ménages et de leurs communautés, les femmes jouent un rôle important dans le renforcement de la cohésion sociale. Elles renforcent les valeurs familiales, participent aux associations de femmes formelles et informelles et défendent les services sociaux. Ils sont rarement les autrices de violence physique, mais elles peuvent indirectement encourager des attitudes et des comportements violents lorsqu'elles transmettent des préjugés implicites aux enfants ou agissent ouvertement selon leurs préjugés. Les discussions de groupe ont révélé que certaines femmes servent d'informatrices pour les groupes violents.

Les femmes sont les victimes indirectes de la violence et en supportent les effets à long terme. Lorsque des villages sont attaqués, des hommes fuient ou sont tués. La conséquence est que les femmes et leurs familles sont abandonnées à leur sort après les attaques. Elles sont confrontées à de multiples facteurs de stress : prix élevés du marché, recherche ou achat de bois de chauffage, entretien des champs, recherche de nourriture pour leurs familles, prise en charge des enfants non scolarisés et traitement équitable en vertu de la loi.

Alors qu'au niveau national, la voix des femmes se fait progressivement mieux entendre, les structures d'autorité aux niveaux infranationaux relèvent généralement des hommes plus âgés et ne favorisent pas les femmes. Cela est particulièrement vrai pour les chefferies et les systèmes traditionnels de gestion communautaire. Par exemple, les systèmes fonciers traditionnels interdisent aux femmes de posséder la terre. Les normes commencent à évoluer. Les imams et les maîtres coraniques interrogés se sont félicités de la participation et de l'engagement des filles et des femmes dans leurs écoles et leurs mosquées. Malgré cette ouverture, les femmes consultées dans l'étude ont indiqué se sentir marginalisées et sans influence hors du ménage.

4. Les chefs traditionnels et spirituels locaux sont attachés à la paix et à la cohésion sociale. Ils commandent le respect de leurs communautés pour leur objectivité et leur neutralité. Les communautés attachent de l'importance aux mécanismes traditionnels de gestion des conflits et les considèrent comme des ressources essentielles.

Les chefs traditionnels et spirituels locaux sont de fervents partisans de la résolution non violente des conflits, de la cohésion communautaire et de la construction de la paix. Ils s'opposent uniformément à l'extrémisme violent et dénoncent la mauvaise gouvernance tout en promouvant activement les mécanismes locaux de gestion des conflits. Les villageois, en particulier les plus de 35 ans, font preuve d'une grande confiance dans les autorités traditionnelles et les chefs spirituels. Tous les répondants à l'enquête ont indiqué qu'ils étaient fermement convaincus de l'importance des pratiques traditionnelles de médiation et de résolution des conflits pour prévenir, atténuer et transformer la violence à la base. Ils se sont également dits attachés à une réponse nationale forte à la présence d'extrémistes violents et de provocateurs externes. Trois obstacles principaux ont limité l'efficacité des chefs traditionnels et spirituels : 1) le manque d'inclusion des femmes et des jeunes, 2) la désresponsabilisation des dirigeants locaux par les autorités nationales et 3) l'assassinat ciblé des dirigeants locaux par des groupes armés non étatiques (GANE).

5. *Les groupes d'autodéfense sont bien établis dans tout le Sahel, mais ils sont moins respectés en tant qu'artisans de la paix au Mali. Les groupes d'autodéfense ne rendent pas nécessairement leurs communautés plus sûres ; de fait, ils peuvent perpétuer la violence.*

La prolifération de la violence extrémiste et du banditisme généralisé a donné naissance à un nouveau type de groupe d'autodéfense qui diffère des polices villageoises traditionnelles, historiquement peu nombreuses, luttant contre la petite délinquance et les vols de bétail. Les nouveaux groupes sont lourdement armés. Ils exercent des représailles pour une coopération présumée avec les extrémistes et expulsent tout concurrent pour le contrôle des terres et des ressources. En raison de l'anonymat des acteurs extérieurs et du manque de fiabilité de la protection de l'État, les habitants dépendent de plus en plus des groupes d'autodéfense locaux. Au Mali, 46 % des répondants du Baromètre connaissaient quelqu'un ou avaient eux-mêmes été recrutés dans un groupe violent. Au Burkina Faso, ce chiffre était de 87 %.

Les groupes d'autodéfense sont les auteurs et les victimes de la violence contre les civils. Pour citer un aîné malien : « il n'y a pas de gagnants dans un conflit où chaque camp fait du tort à l'autre ». Au Burkina Faso, les communautés ont vivement appuyé ces groupes, comme les milices koglwego. Toutefois, les Burkinabés ont également reconnu que les groupes armés localement pouvaient attirer la violence. Au Mali, les groupes d'autodéfense étaient très répandus, mais moins considérés comme des garants de la paix que comme un mal nécessaire. Au Niger, ces groupes étaient généralement plus petits et moins bien armés en partie en raison de la dépendance des communautés à l'égard des forces gouvernementales pour leur sécurité et leur protection physiques. Contrairement au Burkina Faso et au Mali, les groupes d'autodéfense du Niger sont le miroir d'allégeances géographiques plutôt qu'ethniques.

6. *L'indifférence et l'irresponsabilité des dirigeants politiques, en particulier au niveau national, ont érodé la foi dans la démocratie et la participation civique. Dans le triangle frontalier, les défaillances de la gouvernance affaiblissent les liens déjà fragiles avec les systèmes économiques et politiques modernes.*

Les répondants à l'étude étaient catégoriques sur le fait que les citoyens font davantage confiance aux autorités locales que nationales. Les politiques de décentralisation par le haut, mal conçues et mal exécutées ont entravé le développement et ébranlé la foi dans les administrations locales. Le fossé entre la population et le gouvernement est plus évident dans les zones rurales, négligées et appauvries.

Les personnes interrogées ont largement exprimé leur préoccupation au sujet de la sécurité. Pour les communautés, la paix est un état moral où les gens peuvent se sentir protégés, faire confiance à leurs voisins et travailler dans l'harmonie pour améliorer leur vie. Au Mali, 70 % des répondants du Baromètre ont estimé qu'il était impossible d'envoyer des enfants à l'école dans la situation actuelle. Il ressort clairement des EIC et des discussions de groupe que pour alimenter les griefs, les groupes extrémistes exploitent la corruption politique, la mauvaise gouvernance, les privations économiques et les divisions sociales et ethniques.

CONCLUSION

Un mélange d'incitations a conduit des acteurs extérieurs à faire la guerre contre les communautés sahéniennes et leurs protecteurs. Certains semblent motivés par la cupidité et la volonté de contrôler le commerce illicite lucratif transsaharien. D'autres motivations ont des racines profondes dans l'idéologie religieuse, les griefs et les interprétations propagandistes de l'hégémonie mondiale et de la marginalisation. Diverses théories expliquent le comportement djihadiste manipulateur. Cependant, des décennies de mauvaise administration et d'incurie au Sahel ont favorisé ces mouvements et accru leur attrait idéologique, en particulier pour les jeunes marginalisés, sans emploi et privés de perspectives meilleures pour l'avenir. Du côté positif, peu de gens dans le Liptako-Gourma partagent les objectifs et les idéologies djihadistes.

Les résultats de cette évaluation montrent que pour les Sahéliens et leurs gouvernements le compte à rebours a déjà commencé : **les Sahéliens doivent revoir un contrat social aujourd'hui caduc**, et avec l'aide de leurs alliés, rétablir l'ordre, réconcilier les parties en conflit et renforcer la cohésion sociale. Les réformes doivent viser le chômage chronique, l'inégalité de l'accès à la terre et l'irresponsabilité des dirigeants politiques. La construction de la paix doit devenir le mandat et la responsabilité des gens ordinaires, y compris des chefs traditionnels et spirituels, des femmes et des jeunes. Les acteurs de la paix peuvent faire la différence. S'ils reconnaissent l'importance des savoirs autochtones et mettent en œuvre des solutions d'initiative locale, ils peuvent renforcer la cohésion sociale verticale et horizontale en mobilisant les dirigeants locaux et la société civile, en permettant ainsi aux populations du Sahel de se faire entendre, en leur ouvrant des perspectives et en leur apportant un soutien.

RECOMMANDATIONS

Les recommandations du rapport appuient les solutions et mécanismes locaux pour atténuer la violence et promouvoir la résilience communautaire et la cohésion sociale. Le rapport n'offre pas de recommandations toutes faites, car les contextes, les principales parties prenantes et les griefs diffèrent selon la communauté, la commune, la région et le pays. Les communautés peuvent ne pas disposer des moyens nécessaires pour faire face à des acteurs violents, mais elles peuvent présenter un front uni contre ceux qui cherchent à exploiter les divisions. Ces recommandations sont conçues pour être exploitables et sont développées plus avant dans la section *Recommandations* du rapport.

- *Renforcer les groupes de travail sur la construction de la paix (en réponse aux conclusions 4 et 6).*

Les groupes de travail sur la construction de la paix (GTCP) déjà en place devraient rassembler des chefs spirituels au niveau national afin de préconiser l'adoption de politiques réalistes, justes et humaines pour surmonter les souffrances causées par les crises actuelles et pour mettre fin à la polarisation politique et religieuse, à l'extrémisme violent et aux troubles sociaux. Les GTCP nationaux de chaque pays peuvent nouer des relations plus étroites avec les membres de la base pour promouvoir la collaboration interconfessionnelle dans leurs communautés locales et s'assurer que les voix des communautés locales sont entendues au niveau national.

- *Renforcer et diversifier les mécanismes traditionnels de gestion des conflits et de cohésion sociale (en réponse aux conclusions 2, 3, 4, 5 et 6).*

Les acteurs de la paix devraient chercher à renforcer et à diversifier les mécanismes de gestion des conflits tout en évitant la création de plateformes parallèles qui entraînent des doubles emplois et jettent la confusion. Tirer parti des savoirs locaux sur les mécanismes traditionnels de gestion des conflits, soutenir les dirigeants locaux et encourager l'inclusion des femmes et des jeunes dans la prise de décision permettra aux chefs, maires et gouverneurs de diriger tout en renforçant la participation civique inclusive en faveur de la gouvernance et la responsabilité locales démocratiques.

- *Associer les femmes en tant qu'actrices directes dans la construction et la gestion de la paix (en réponse aux conclusions 1, 3, 4 et 6).*

Les femmes doivent être associées et mobilisées pour jouer un rôle plus direct dans les processus de paix et de renforcement de la cohésion sociale. La participation des femmes s'est améliorée au niveau national, mais les efforts doivent être intensifiés pour accroître leur contribution dans les communautés rurales, les villes et les districts du triangle frontalier. Des protocoles permettant d'inclure les femmes dans les questions civiques au-delà de la famille doivent être mis en place. Le rehaussement du statut des femmes en tant qu'artisanes de la paix doit respecter les normes et les pratiques culturelles locales, mais les progrès dans ce domaine traditionnellement dominé par les hommes pourraient améliorer considérablement la responsabilité et renforcer le tissu social à long terme.

- *Améliorer les options humanitaires pour les pauvres (en réponse aux conclusions 1, 2 et 3).*

Les plus grandes ressources inexploitées du Sahel sont ses habitants, dont la plupart vivent en dessous du seuil de pauvreté, et dont beaucoup n'ont reçu aucune éducation formelle et ne disposent pas des compétences qui pourraient leur permettre de gravir l'échelle sociale et économique. Les parties prenantes qui apportent leur soutien aux efforts de paix devraient redoubler d'efforts pour cibler les populations les plus vulnérables à la violence et à ses causes et veiller à ce que les ressources de développement soient affectées à leur sécurité, leur résilience et leur droit d'être protégées contre l'exploitation et la marginalisation par les gouvernements prédateurs et les extrémistes. La priorité doit aller à la recherche et à l'application de solutions locales susceptibles de relancer les économies rurales, de mettre à niveau les compétences et de protéger les femmes et les enfants.

- *Promouvoir les solutions de la société civile, en particulier en ce qui concerne les moyens de subsistance (en réponse aux conclusions 1, 4, 5 et 6).*

Les acteurs de la paix devraient faciliter la collaboration entre les réseaux d'apprentissage reliant les acteurs de la paix externes à la société civile sahélienne et en leur sein. Les acteurs de la paix devraient tirer parti de l'expertise des populations autochtones essentielle au sein des universités paysannes⁸ et l'appliquer de manière globale à l'aide d'urgence et au développement. La société civile sahélienne s'est attaquée avec succès à la plupart des causes profondes des conflits indigènes ; elle a maintenant besoin de ressources politiques et financières pour les mettre en œuvre à grande échelle.

⁸ Les universités paysannes sont des écoles informelles destinées à partager l'apprentissage sur les meilleures pratiques agricoles.

INTRODUCTION

Cette évaluation des conflits a été commandée par le Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest de Catholic Relief Services et a été menée du 10 février au 28 avril 2020 par un consultant indépendant. Elle intervient à un moment où la région du Sahel, en Afrique de l'Ouest, connaît des niveaux de violence sans précédent. À ce propos, la Conférence épiscopale catholique régionale a déclaré :

« Nous réaffirmons notre engagement de collaborer avec tous, de mettre fin aux meurtres et aux déplacements de populations. L'Église réaffirme en outre que les causes de la violence doivent être éradiquées, en veillant à ce que les victimes ne soient pas abandonnées à leur sort, mais que des soins matériels, physiques, psychosociaux et spirituels leur soient assurés, et qu'un travail soit engagé pour prévenir efficacement les conflits et garantir une paix et un mode de vie durables »⁹.

Cette évaluation reconnaît l'importance de la sécurité pour la paix et le développement dans le Sahel, mais les conclusions plaident en faveur d'une réponse plus équilibrée et nuancée aux menaces externes et internes. Les observations laissent penser que les manifestations quotidiennes de violence liées au radicalisme et à l'extrémisme masquent les causes profondes des conflits qui sont fortement enracinées dans la société sahélienne. Des décennies de gouvernance défailante, par exemple, ont érodé la foi dans les pouvoirs publics et ont sapé les relations fructueuses entre les citoyens et l'État. Un contrat social bien défini reste hors de portée. Mais les conclusions semblent aussi apporter une note d'espoir : si les causes profondes et immédiates de la violence qui s'enracine dans les systèmes économiques et politiques sahéliens sont clairement établies, mieux comprises et pleinement prises en compte, les clivages qui divisent les politiques et les peuples peuvent être surmontés par une nouvelle vision communautaire, la restructuration et la transformation des constructions sociales.

Cette affirmation repose sur l'examen de l'abondante littérature en constante évolution consacrée au Sahel et sur tous les témoignages de centaines de femmes, d'hommes et de jeunes vivant à l'épicentre de la violence. Les réactions, les idées et les observations franches et directes recueillies dans les discussions de groupe et les enquêtes traduisent un fait révélateur : la société civile sahélienne, dont une multitude d'organisations communautaires dynamiques constitue le fondement, est largement sous-estimée au niveau régional et international. Si l'histoire, les institutions sociales, les traditions religieuses et les systèmes de croyances du Sahel reçoivent l'attention et le respect qu'ils méritent, ils peuvent être exploités au service de la paix et de la stabilité. En solidarité avec la famille humaine mondiale, les Sahéliens doivent pouvoir se repositionner pour donner la pleine mesure de leur créativité et réaliser leur potentiel de changement transformateur.

INITIATIVE DE PAIX AU SAHEL

RAISON D'ÊTRE

Depuis plus de dix ans, le Sahel connaît des bouleversements sans précédent. Des incidents violents se produisent chaque jour, déplaçant des centaines de milliers de familles, détruisant des propriétés et des biens, forçant les écoles à fermer et tuant aussi bien des civils que des militaires et des soldats de la paix. Les communautés éprises de paix ont vu le nombre d'attaques violentes multiplier par cinq depuis 2016. Les conflits se jouent à plusieurs niveaux : attentats extrémistes, affrontements ethniques, conflits

⁹ Message commun des évêques, prêtres et délégués séculiers des conférences épiscopales du Burkina Faso, du Niger, du Mali, de la Côte d'Ivoire et du Ghana. Atelier interconférence sur la sécurité au Sahel. 12-13 novembre 2019.

pastoraux/fermiers, querelles religieuses, et un fossé grandissant entre la société civile et l'État¹⁰. Le Mali, le Niger et le Burkina Faso sont particulièrement touchés et, comme le montre cette analyse, le Ghana, la Côte d'Ivoire et d'autres États côtiers sont vulnérables à des menaces similaires.

La violence affecte la santé et le bien-être social à long terme. Les agriculteurs sont incapables de planter et de récolter, une génération d'enfants ne va pas à l'école et les familles vont se coucher le ventre vide quand les organismes humanitaires ne sont pas en mesure de les atteindre. La pauvreté chronique dans la sous-région est omniprésente depuis des années, mais la mauvaise gouvernance, l'insécurité alimentaire, le chômage des jeunes, un accès limité aux services de base et les récents événements climatiques extrêmes ont rendu les sols et les terres fragiles du Sahel fertiles aux extrémistes. Les migrations incontrôlées, le trafic d'êtres humains et le commerce illicite d'armes de petit calibre, de drogues et d'autres biens illicites prospèrent le long de routes commerciales millénaires. Si la marginalisation sociale et économique du Sahel se poursuit à ce rythme, si les gens ne peuvent plus se faire confiance, si les gouvernements et les citoyens n'œuvrent pas en faveur de l'intérêt commun, alors l'espoir d'un avenir meilleur pourrait être abandonné et perdu. L'unité, la prospérité, la liberté et la justice pour des millions de personnes pourraient devenir un rêve lointain.

LA REPONSE UNIFIEE DE L'ÉGLISE

L'Initiative de paix au Sahel (IPS) représente la réponse de l'Église catholique de l'Afrique de l'Ouest à la crise. Lors de la troisième assemblée plénière de la Conférence épiscopale régionale de l'Afrique de l'Ouest (RECOWA), qui s'est tenue à Ouagadougou en mai 2019, un petit groupe de hauts dirigeants de l'Église dirigé par l'archevêque de Ouagadougou, le Cardinal Philippe Ouédraogo, a entamé d'intenses discussions autour de l'impact dévastateur de la crise sur la vie sahélienne et ses implications pour l'avenir de la sous-région. Par la suite, les représentants de pays de CRS pour l'Afrique de l'Ouest ont mené des consultations avec ces dirigeants afin de mieux comprendre le point de vue de l'Église sur la crise et son rôle en tant qu'actrice de paix. Plus précisément, CRS a examiné les interventions et les mesures de plaidoyer possibles susceptibles d'influer sur les principales parties prenantes et de conduire à des réponses constructives. Pour bénéficier d'autres perspectives, CRS a rencontré des donateurs et des responsables gouvernementaux de la sous-région.

L'IPS est une initiative à laquelle participent plusieurs pays et divisions et dont le but est de réduire la violence et de rétablir la paix au Sahel et dans les pays voisins. Elle comprend quatre axes prioritaires : 1) communications ; 2) influence ; 3) levée de fonds ; et 4) programmes de développement et d'aide humanitaire. L'IPS donne la priorité au Mali, au Burkina Faso et au Niger, qui sont à l'épicentre de la violence, mais inclut également leurs voisins : la Côte d'Ivoire et le Ghana. L'approche de l'IPS est globale et complète. Elle intègre la justice et la construction de la paix avec et à travers les réseaux de l'Église et les partenaires locaux. Elle vise à aider les communautés, les sociétés et les régimes politiques d'Afrique de l'Ouest à redresser une situation déstabilisante et à établir une paix durable.

En septembre 2019, les dirigeants de CRS se sont réunis à Baltimore pour développer une approche « à l'échelle de l'organisation » pour faire face à la crise dans la sous-région. Cette réunion a permis d'harmoniser les efforts collectifs de CRS pour apporter une réponse multidirectionnelle entre les départements afin d'assurer la collaboration et la coordination des efforts.

Par la suite, en novembre 2019, les conférences épiscopales des pays cibles ont organisé un atelier de trois jours pour concevoir une réponse stratégique commune à la crise. Présidé et accueilli par le Cardinal Philippe Ouédraogo, l'atelier a bénéficié de la participation des présidents de la conférence

¹⁰ USAID. Novembre 2014. *Assessment of Risk of Violent Extremism in Niger* (Washington, DC: The Mitchell Group). Augustin Loada et Peter Romaniuk. 2014. *Prévention de l'extrémisme violent au Burkina Faso : vers une résilience nationale dans un contexte d'insécurité régionale*. Global Center on Cooperative Security.

épiscopale du Mali et du Burkina-Niger, de 11 évêques du Burkina Faso, de représentants des conférences épiscopales du Ghana et de la Côte d'Ivoire, d'un membre de l'USCCB et de représentants de CRS du siège et des bureaux de terrain. Les participants ont réitéré leur engagement à mettre fin au déplacement forcé des populations, à fournir des soins matériels, physiques, psychosociaux et spirituels aux victimes, à œuvrer à la prévention des conflits violents et à assurer une paix durable par le dialogue, la justice et la réconciliation. Les évêques ont publié une déclaration commune ; CRS a publié un [communiqué de presse](#) et l'USCCB a publié des lettres appelant les États-Unis d'Amérique à soutenir la fin de la violence dans la région.

L'Église catholique d'Afrique de l'Ouest a un héritage de justice sociale et de résolution des conflits, mais jamais les conférences nationales n'ont répondu ensemble à une crise ou à une question de cette ampleur. Bien que les catholiques représentent un petit pourcentage de la population totale du Sahel, l'Église catholique est une voix respectée et est largement considérée comme une actrice neutre, objective et apolitique dans toute la région. En outre, l'Église a joué un rôle déterminant dans la convocation d'un dialogue interreligieux et intergroupe partout au Sahel. Compte tenu de ces atouts et de sa capacité organisationnelle, l'Église catholique sahéenne est bien placée pour influencer des personnes de tous horizons, depuis la base jusqu'aux milieux internationaux.

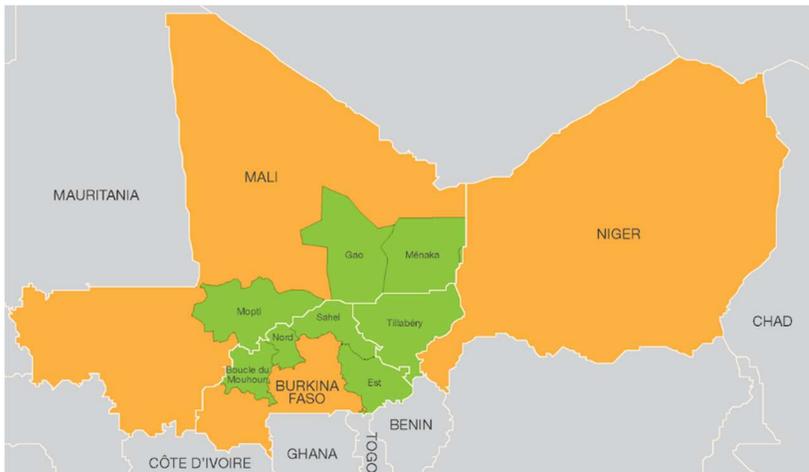
BUT ET OBJECTIFS

L'IPS a été lancée pour promouvoir la paix, la cohésion sociale et la résilience. L'Église et CRS cherchent à œuvrer au centre des efforts humanitaires, de développement et de paix, ou « triple lien », en établissant et en traitant les causes profondes des conflits en cours tout en répondant aux besoins humanitaires émergents au Sahel.

L'objectif de cette évaluation est de fournir une analyse approfondie des conflits et de formuler des recommandations concrètes susceptibles d'éclairer des activités sensibles au genre de justice et de construction de la paix dans la région, en mettant l'accent sur la cohésion sociale, la gouvernance et le développement. Plus précisément, cette évaluation a été commandée pour répondre aux objectifs suivants : 1) générer de nouvelles connaissances et des approches efficaces pour atténuer la crise sahéenne ; 2) trouver des moyens d'intégrer la construction de la paix, la cohésion sociale et la gouvernance dans les programmes humanitaires et d'aide au développement ; et 3) déterminer les points d'entrée et les stratégies pour que l'Église et la société civile répondent à la crise sahéenne en mettant l'accent sur les approches de plaidoyer et de communication qui soutiennent les besoins, les priorités et les initiatives des communautés locales et fassent entendre leur voix.

ZONE D'INTERVENTION : TRIANGLE FRONTALIER

L'IPS est centrée sur cinq États du Sahel : le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Mali et le Niger. La Côte d'Ivoire et le Ghana sont classés en *zones de prévention* tandis que les trois autres pays constituent des *zones d'intervention*. Les zones d'intervention ont été réduites dans le triangle qui s'étend aux frontières du Burkina Faso, du Mali et du Niger, connu sous le nom de région du Liptako-Gourma.



SOURCE : [THE DEFENSE POST](#)

Cette analyse se concentre sur le Liptako-Gourma. Les habitants du triangle frontalier entre le Mali, le Burkina Faso et le Niger partagent des liens culturels forts et une histoire commune d'incurie et de pauvreté sous des régimes coloniaux et postcoloniaux. Plus récemment, au cours des cinq dernières années, ils ont connu une augmentation massive de la violence qui a forcé des millions de personnes à fuir leurs villages, détruit les économies locales et accru le besoin de protection et d'aide humanitaire.

L'équipe d'évaluation, le personnel local de Caritas et de CRS ont en outre choisi trois sites dans chaque pays pour participer à l'évaluation des conflits. Ce choix s'est fait en fonction des personnes déplacées, des réfugiés, de l'exposition aux conflits violents, de l'accessibilité et de l'importance stratégique. Ces critères ont identifié les personnes les plus vulnérables, par CRS et par le personnel de terrain de Caritas.

L'équipe d'évaluation a choisi Kaya, Kongoussi et Ouahigouya au Burkina Faso, Ansongo, Koro et Tominian au Mali et Ayorou, Ouallam et Torodi au Niger.

Burkina Faso

Kaya est la capitale de la province du Sanmatenga dans la région du Centre-Nord du Burkina Faso. Kaya se trouve à 100 km au nord de la capitale, Ouagadougou, et compte officiellement 66 851 000 habitants, population qui s'accroît rapidement à mesure que les personnes déplacées cherchent à se mettre à l'abri des groupes armés non étatiques (GANE). La ville et ses environs sont surtout des centres agricoles de mil et de coton. La région du Centre-Nord a été gravement touchée par des conflits violents, la plupart des personnes déplacées cherchant refuge à Kaya. Cette étude a fait appel à des répondants de la ville et du village de Barsalago.

Kongoussi est la capitale de la province du Bam dans la région du Centre-Nord du Burkina Faso. Kongoussi est situé à 110 km au nord de Ouagadougou et est l'épicentre d'une grande partie des conflits violents dans la région du Centre-Nord. La ville compte 18 400 000 habitants et fait vivre plusieurs villes agricoles plus petites. La terre y est relativement fertile et bénéficie d'un accès fiable à l'eau.

Ouahigouya est la capitale de la province du Yatenga et de la région du nord du Burkina Faso. Ouahigouya est à 185 km au nord de Ouagadougou, a des liens commerciaux étroits avec le Mali et se trouve sur la route nationale reliant les deux pays. Ouahigouya dépend fortement des canaux d'irrigation qui permettent la culture des fruits et légumes toute l'année. La ville compte

122 000 habitants et a accueilli un grand nombre de personnes déplacées et de réfugiés de la région. La région du Nord a été durement touchée par des conflits violents. Cette étude a fait appel à des répondants de la ville et du village de Bogouya.

Mali

Ansongo est situé dans la région de Gao, dans l'est du Mali. Cette commune de 181 391 habitants sur le fleuve Niger est à 1 283 km de la capitale, Bamako. L'économie locale est organisée autour de l'élevage, de l'agriculture, de la pêche et du commerce, qui sont tous liés à l'emplacement de la ville sur les rives du fleuve Niger. L'insécurité et les conflits violents ont affecté la commune depuis le début du conflit malien en 2012.

Koro est situé dans la région du Mopti au Mali. La commune compte 498 435 habitants représentant principalement les ethnies dogon et peule. La ville se trouve sur la route nationale qui relie le Mali et le Burkina Faso, à 721 km de Bamako. L'économie repose en grande partie sur l'agriculture et l'élevage, tandis que le commerce est plutôt limité. La commune est devenue une zone de conflits extrêmement dangereuse, car des GANE, des bandits et des groupes d'autodéfense opèrent dans la région.

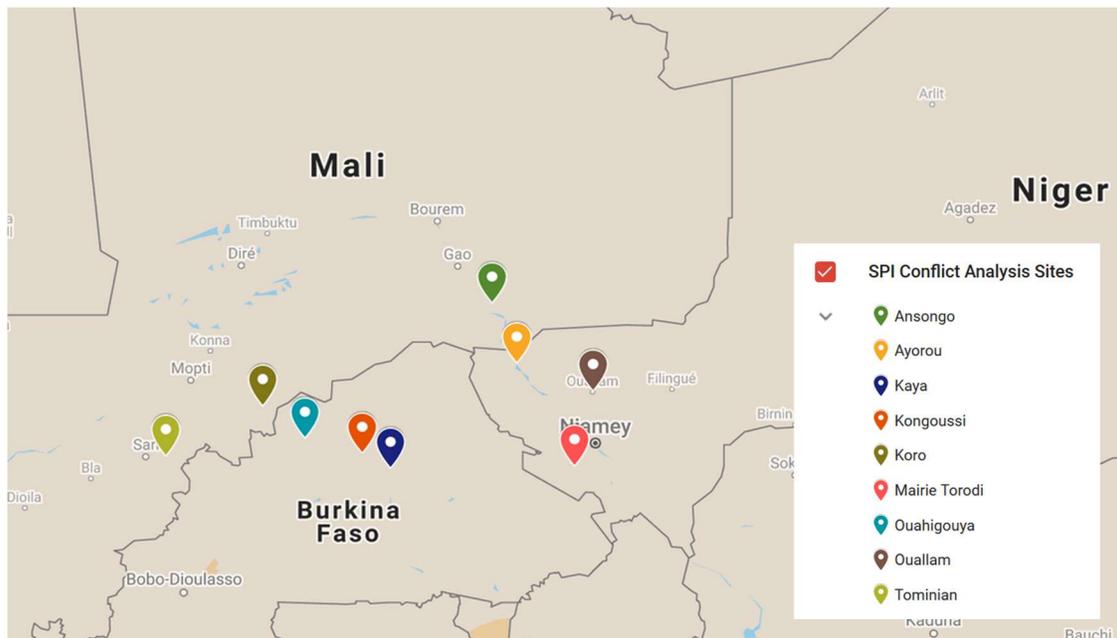
Tominian est la seule communauté majoritairement chrétienne étudiée. La commune est située à la frontière du Mali et du Burkina Faso et compte 303 978 habitants. Elle se trouve à 460 km de Bamako. L'économie dépend fortement des produits agricoles et abrite un nombre croissant de personnes déplacées ayant fui la violence. Malgré l'histoire relativement pacifique de la commune, l'insécurité devient de plus en plus préoccupante, les assassinats ciblés et le harcèlement des GANE commençant à affecter les communautés.

Niger

Le département d'**Ayorou** comprend deux communes de 80 000 habitants, représentant les ethnies djerma, touarègue, peule et haoussa. Le département est à 200 km de la capitale, Niamey. L'économie et la communauté sont agropastorales ; Ayorou accueille l'un des plus grands marchés de bétail d'Afrique de l'Ouest, attirant des marchands de toute la région. Le département a connu une augmentation marquée de la violence liée aux GANE, au banditisme et aux conflits communautaires.

Le département de **Ouallam** compte 400 000 habitants des ethnies djerma, touarègue et peule. Le département est à 102 km au nord de Niamey et est un centre pour le bétail et les pasteurs. Le département de Ouallam abrite un camp de réfugiés maliens dans le village de Mangaize et a été la cible de plusieurs attaques menées par des GANE.

Le département de **Torodi**, qui a pour chef-lieu la localité du même nom, est une région riche en ressources naturelles qui se trouve à 65 km au sud-ouest de Niamey. On ne connaît pas exactement les chiffres de la population, mais les ethnies peule, gourmantché, djerma, haoussa et touarègue y sont représentées. Les habitants de cette région vivent d'activités agropastorales, bien que l'extraction de l'or s'y pratique également de manière formelle et informelle. Les conflits violents autrefois intercommunautaires de la région ont été exacerbés par la recrudescence du banditisme et des GANE.



OBJECTIF DE L'ÉVALUATION

L'évaluation des conflits visait à identifier les principaux auteurs et victimes de la violence, les principales causes et conséquences des conflits violents, l'efficacité des politiques actuelles pour prévenir, apaiser et résoudre les conflits et le niveau de cohésion sociale et de résilience des victimes. Les données suggèrent des mesures concrètes pour transformer la crise. Par exemple, dans quelle mesure la cupidité plutôt que les griefs explique-t-elle les motivations des auteurs de violence, et quel rôle les priorités économiques jouent-elles dans le déclenchement et la poursuite des conflits dans le triangle frontalier ?

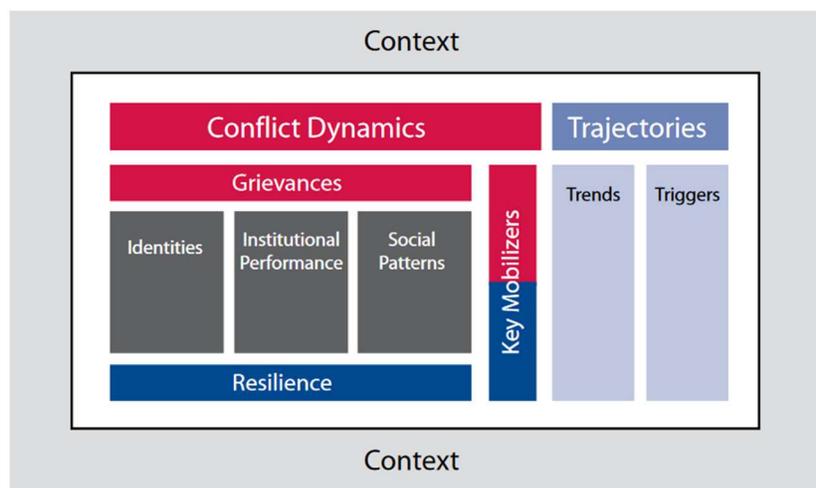
- Qui perpète la violence et pourquoi (extrémistes violents, groupes ethniques, organisations d'autodéfense, forces militaires et de sécurité, bandits et réseaux criminels) ?
- Qui souffre de la violence (communautés locales, groupes d'identité marginalisés, responsables des forces militaires et de sécurité, responsables gouvernementaux, chefs spirituels et traditionnels) ?
- Quelle est l'ampleur de la violence (griefs, incitations, intérêts, valeurs) ?
- Comment les auteurs de violence perpètrent-ils leurs actes (soutien d'alliés et de sympathisants, source et nature des ressources, stratégies et tactiques) ?
- Quelles sont les conséquences de la violence (destruction des économies locales, réduction de la prestation des services, instabilité politique) ?
- Qui sont les gagnants et qui sont les perdants ?
- Quel est l'impact de la violence sur la cohésion sociale et la résilience des communautés locales ?

CONCEPTION ET METHODOLOGIE

CONCEPTION DE L'EVALUATION :

La méthodologie d'évaluation s'inspire du cadre d'évaluation des conflits (CAF) 2.0 de l'USAID¹¹, du guide de CRS, *Évaluation de la consolidation de la paix, de la gouvernance, du genre, de la protection et des jeunes : Guide de base pour praticiens occupés*¹² et de la méthodologie emblématique des 4P (profil, problème, personnes et processus) de CRS. CRS a choisi le CAF 2.0, car il fournit un cadre rigoureux pour équilibrer les griefs avec les capacités de résilience, pour décrire les trajectoires des conflits et projeter des scénarios à venir¹³. Les principaux éléments du CAF 2.0 incluent la dynamique des conflits, les griefs, les identités, la performance institutionnelle, les schémas sociaux, la résilience, les déclencheurs de conflits et les principaux mobilisateurs. De l'avis de l'équipe d'évaluation, le CAF 2.0 offrait des

avantages au niveau macro en raison de son accent sur les parties nationales et internationales, les notions et la formulation familières aux locuteurs d'une langue européenne, et de sa compréhension commune des institutions occidentales. Le cadre des 4P a complété ces atouts en mettant l'accent sur les perspectives historiques, la dynamique au niveau micro et en formulant les questions et les concepts d'une manière facilement compréhensible par diverses cultures et personnes sans éducation formelle. La superposition de ces cadres a favorisé une analyse contextuelle exhaustive.



USAID'S CONFLICT DIAGNOSIS. USAID (2012) CAF 2.0. PAGE 15.

ÉTUDE DOCUMENTAIRE

Il existe une abondante littérature sur les conflits et la violence au Sahel. L'étude documentaire, qui a abouti à un rapport de 25 pages, a permis de parcourir toute une gamme de sujets, notamment les conflits violents, les migrations, les réfugiés et les personnes déplacées dans l'intérieur de leur propre pays (PDIP), les pratiques agricoles et pastorales, les questions relatives aux jeunes, au genre et aux moyens de subsistance, ainsi que l'histoire, l'ethnicité, la religion, l'économie et la politique. L'étude a porté sur les rapports des Nations Unies, des agences gouvernementales américaines, des organisations régionales africaines, des groupes de réflexion, des chercheurs universitaires et des organisations non gouvernementales. Les documents examinés dataient de 1960 à nos jours, la plupart ayant été publiés entre 2015 et 2020¹¹. Pour restreindre encore le champ d'exploration, l'étude a privilégié les documents analysant et évaluant les conflits dans le triangle frontalier entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger ces dix dernières années.

L'étude a mis en évidence un changement dans l'orientation des donateurs vers une approche plus globale de l'examen des relations complexes entre les différentes formes d'aide, notamment un accent mis sur le lien entre construction de la paix, développement et programmation humanitaire : le *triple lien*. Elle a en outre révélé que les ONG et les organismes donateurs privilégiaient les consultations

¹¹ USAID. 2012. *Conflict Analysis Framework (CAF) Version 2.0*. Washington, D.C.: USAID.
USAID. 2012. *Conflict Assessment Framework Application Guide*. Washington D.C.: USAID.

¹² CRS. 2015. *Évaluations de la consolidation de la paix, de la gouvernance, des questions de genre, de la protection et des jeunes : Guide de base pour praticiens occupés*. CRS.

¹³ CRS. 2016. [Social Cohesion Analysis: Cameroon](#). CRS.

avec les communautés locales pour mieux comprendre leurs besoins et leurs priorités, et les solutions à leurs problèmes. L'étude a également décelé chez les donateurs une tendance à « africaniser » les équipes d'évaluation des conflits et à collaborer avec les ONG et les organisations sahéliennes. Cette évolution a produit des micro-analyses très utiles qui décrivent les réalités locales plus précisément et avec plus de nuance. Les dynamiques de base avaient été largement négligées par des analyses macro-régionales et nationales trop sommaires¹⁴.

L'étude documentaire a relevé quatre grandes lacunes dans la littérature : 1) l'absence d'analyse approfondie des victimes de la violence, ainsi que des activités et des motivations des principaux auteurs de violence, 2) l'insuffisance des perspectives historiques aux niveaux macro et micro, 3) la désagrégation inadéquate des données en parties constitutives et 4) l'insuffisance des enquêtes sur les liens entre pauvreté et conflit. Par exemple, la littérature n'offre aucune conclusion sur ceux qui tuent au Sahel et ceux qui protègent les communautés et civils sahéliens de la violence. Le manque de spécificité des acteurs complique les interventions militaires et sociales. Les données primaires recueillies dans le cadre de cette évaluation des conflits ont également révélé une grande ambiguïté parmi les entretiens concernant l'identité des auteurs de violence et de ceux et celles qui en sont le plus souvent les victimes.

L'étude documentaire a également souligné que nombre d'analyses et de cadres d'évaluation des conflits négligeaient le poids des antécédents historiques dans la mise en évidence des tendances actuelles et futures. Le CAF 2.0, par exemple, met l'accent sur les trajectoires qui suivent les événements du présent vers l'avenir. Des prévisions négligeant l'impact proportionnel du précédent historique laisseraient échapper en effet les antécédents politiques, économiques, sociaux et culturels préhistoriques et coloniaux essentiels qui nous aident à comprendre les racines des conflits sahéliens.

L'étude documentaire a également révélé que les études et les rapports ne ventilaient généralement pas certaines catégories comme « les populations rurales », « les structures villageoises », « les jeunes, les femmes et les groupements paysans », « les étudiants » et « les forces militaires et de sécurité ». À quelques exceptions près¹⁵, de nombreuses études reposaient davantage sur les résultats au niveau national que sur les connaissances locales. Un poids disproportionné accordé aux acteurs aux niveaux national et régional éloignés des conflits serait vraisemblablement le reflet de leurs préjugés.

Enfin, l'étude documentaire a noté que le lien entre le manque de possibilités de subsistance et la détérioration des conditions économiques et l'impact qui en résulte sur la multiplication et l'aggravation des conflits violents n'avaient pas été suffisamment étudiés. Le manque de moyens de subsistance est plus prononcé dans les zones rurales privées d'hommes et de garçons partis à la recherche d'un emploi vers les centres urbains et périurbains. Les jeunes hommes sans emploi ou sous-employés et peu qualifiés risquent le plus de tomber dans le banditisme, la criminalité et l'extrémisme.

¹⁴ Voir par exemple Gellar, S. « Conseils ruraux et gestion décentralisée des ressources naturelles au Sénégal : le défi. Comment transformer ces concepts en réalité » in Philippe Tersiguel et Charles Becker, éd. *Développement durable au Sahel* (Paris : éditions Karthala, 1997), 44-69, qui examine les perspectives des donateurs, de l'État et de la population rurale dans un pays sahélien, depuis l'indépendance des années 1960 jusqu'à la fin des années 1990. Les modèles des donateurs changent constamment d'approches et de priorités, les autorités nationales sahéliennes ont accepté les modèles des donateurs pour obtenir de l'aide étrangère, et les populations rurales n'ont participé ni à la conception, ni la mise en œuvre ni au suivi-évaluation des programmes des donateurs et des pouvoirs publics. Ce schéma persiste encore aujourd'hui. Mettre l'accent sur le « triple lien » de l'intégration de la gouvernance, du développement et de l'évaluation des conflits est relativement nouveau. Il reste à voir dans quelle mesure cette approche sera mise en œuvre. Pour une critique du triple lien dans un pays sahélien reposant sur l'incapacité des donateurs à intégrer les perspectives locales, voir Emmanuel Tronc, Rob Grace et Anaïde Nahkian, *Realities and Myths of the "Triple Nexus": Local Perspectives on Peacebuilding, Development, and Humanitarian Action in Mali*. Harvard Humanitarian Initiative, juin 2019.

¹⁵ Deux exceptions méritent d'être notées : l'activité de l'USAID Peace through Evaluation, Learning and Adapting (PELA) et le travail mené par International Crisis Group. L'un et l'autre sont de plus en plus composés d'universitaires francophones ayant une vaste expérience sur le terrain et des contacts personnels avec des représentants de l'État, des médias, des ONG et des communautés locales.

USAID. 2019. [Peace Through Evaluation Learning and Adapting Activity \(PELA\)](#).

International Crisis Group. 12 octobre 2017. *The Social Roots of Jihadist Violence in Burkina Faso's North*. Africa Report No. 254.

ÉCHANTILLONNAGE

En réponse à la troisième lacune relevée dans l'étude documentaire (désagrégation inadéquate des données en parties constitutives), l'équipe d'évaluation a échantillonné un large éventail de membres de la communauté par le biais d'entrevues avec des informateurs clés (EIC) et de discussions de groupes au niveau des villages. L'équipe a conçu un échantillon stratifié de jeunes hommes et femmes, d'hommes adultes et de femmes adultes. Les discussions de groupe étaient divisées par sexe quand il y avait lieu. Les enquêtrices n'ont pas été incluses dans les prises de contact avec les groupes d'autodéfense entièrement masculins, et les groupes composés de femmes devaient avoir au moins une enquêtrice. Au total, 326 personnes (122 femmes) ont participé à des groupes de discussion et à des entretiens, et 90 personnes ont répondu aux enquêtes du Baromètre de la cohésion sociale (voir les critères d'échantillonnage à l'annexe C).

Les groupes échantillonnés étaient les suivants :

- Aînés de plus de 65 ans ;
- Groupes d'autodéfense ;
- Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays ;
- Communautés d'accueil des personnes déplacées ;
- Jeunes hommes et femmes entre 18 à 35 ans ;
- Jeunes pauvres et sans emploi ;
- Chefs spirituels communautaires (imam ou maître coranique) ;
- Chefs de village ;
- Préfets ;
- Adultes participant à des activités de gouvernance.

L'organisation Caritas locale et le CRS ont conjointement sélectionné des zones d'évaluation. Six des neuf sites se trouvaient dans des zones de conflit intense ayant besoin d'aide humanitaire. Pour des raisons de sécurité, les zones contrôlées par des groupes armés non étatiques (GANE) ou déclarées zones interdites par les autorités n'ont pas été sélectionnées. Les communautés ayant un grand nombre de PDIP et de réfugiés ont également reçu la priorité. Pour rendre compte d'une diversité d'expériences, l'équipe a choisi Tominian au Mali, où l'insécurité et la violence sont plus faibles qu'ailleurs. En outre, dans chacune des autres zones d'évaluation, un village relativement sûr a été choisi. Des chefs-lieux ont été choisis comme sites de recrutement de répondants clés dans les neuf zones.

L'équipe a sélectionné les participants à l'évaluation par un échantillonnage reposant sur des références du personnel de Caritas. Les maires, les chefs spirituels et les participants de projets précédents ont également proposé des personnes à interroger. L'équipe d'évaluation a utilisé une méthode d'échantillonnage en boules de neige pour atteindre les groupes isolés¹⁶. Au niveau local, les personnes interrogées et les répondants à l'enquête incluaient des représentants des pouvoirs publics, des chefs traditionnels et spirituels et des membres de la communauté. Au niveau national, il s'agissait soit de spécialistes du domaine, soit d'experts ayant une connaissance approfondie de la politique nationale, notamment des chercheurs et les membres d'ONG spécialisés dans les questions de gouvernance et de conflit et possédant une connaissance approfondie des auteurs de violence (annexe C). En tout, l'équipe

¹⁶ L'échantillonnage en boule de neige est une technique non aléatoire dans laquelle les participants connus recrutent de futurs participants au sein de leur réseau social. Naderifar, Mahin & Goli, Hamideh & Ghaljaei, Fereshteh. (2017). Snowball Sampling: A Purposeful Method of Sampling in Qualitative Research. *Strides in Development of Medical Education*. In Press. 10.5812/sdme.67670.

a élaboré 19 protocoles avec 15 questions clés encadrées pour chaque groupe (annexe D) ; elle a mené 45 entretiens et discussions de groupe et 90 enquêtes. En raison de la pandémie de COVID-19, certains entretiens au Mali et tous les entretiens au Niger ont été réalisés par téléphone.

TABLEAU 1 SUR LES DONNEES DEMOGRAPHIQUES DES REpondANTS

| Pays | Zone | Hommes > 35 ans | Hommes < 35 ans | Femmes > 35 ans | Femmes < 35 ans |
|---------------------|------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| Burkina Faso | Kaya | 18 | 1 | 16 | 11 |
| | Kongoussi | 33 | 12 | 2 | 0 |
| | Ouahigouya | 6 | 6 | 17 | 6 |
| Mali | Ansongo | 17 | 5 | 4 | 5 |
| | Koro | 25 | 7 | 17 | 14 |
| | Tominian | 19 | 11 | 14 | 2 |
| Niger | Ouallam | 8 | 3 | 0 | 6 |
| | Ayorou | 11 | 6 | 2 | 0 |
| | Torodi | 13 | 3 | 2 | 4 |

TABLEAU 2 SUR L'APPARTENANCE ETHNIQUE DES REpondANTS

| Pays | Zone | Minorités ethniques | Majorité ethnique |
|---------------------|------------|---------------------|-------------------|
| Burkina Faso | Kaya | 2 | 44 |
| | Kongoussi | 3 | 44 |
| | Ouahigouya | 3 | 32 |
| Mali | Ansongo | 4 | 6 |
| | Koro | | 1 |
| | Tominian | 6 | 1 |
| Niger | Ouallam | 3 | 14 |
| | Ayorou | 12 | 6 |
| | Torodi | 14 | 8 |

ENTRETIENS AVEC DES INFORMATEURS CLES (EIC) ET DISCUSSIONS DE GROUPE

Les entretiens avec les informateurs clés et les discussions de groupe ont eu recours à des questionnaires semi-structurés présentant les principales questions de recherche. Les groupes de discussion étaient composés de deux à sept participants, regroupés par âge, sexe, profession et structures de gouvernance (annexe C). Les participants aux groupes de discussion incluaient des réfugiés, des personnes déplacées, des rapatriés, des membres de groupes d'autodéfense, les autorités locales et des chefs traditionnels, ainsi que des membres d'organisations confessionnelles. Plusieurs discussions de groupe ont porté sur la gouvernance pour produire des informations sur les performances institutionnelles, le régime foncier, la corruption et la protection.

MINIBAROMETRE DE LA COHESION SOCIALE

Le minibaromètre de la cohésion sociale (le Baromètre) de CRS est une enquête qui évalue les perceptions du niveau de cohésion sociale dans une population ou une région spécifique. Il se compose de 18 indicateurs regroupés par catégories d'activités socioculturelles, politiques et économiques. Lorsqu'ils sont agrégés, les indicateurs fournissent un instantané de la façon dont tel ou tel groupe perçoit les forces et les faiblesses du tissu social de sa communauté ou de sa société¹⁷.

Pour cette évaluation des conflits, le Baromètre a permis d'obtenir une vue transversale des perceptions de la cohésion sociale dans chaque zone d'étude. Les données ont été triangulées avec les résultats des EIC et des discussions de groupe pour nuancer l'analyse, comparer les résultats et confirmer les conclusions. Des membres de la communauté (maires, chefs, agriculteurs, marchands et pasteurs) ont été interrogés.

¹⁷ La réalisation du Baromètre s'est inspirée du Baromètre de la réconciliation en Afrique du Sud (SABR) développé par l'Institut pour la justice et la réconciliation (IJR), des recherches effectuées par le Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC) et du guide méthodologique du Conseil de l'Europe sur le développement concerté d'indicateurs de la cohésion sociale. Le Baromètre de CRS peut être utilisé dans des ateliers dans un format prétest et post-test et comme moyen d'obtenir une vue transversale du niveau de cohésion sociale horizontale et verticale. En République centrafricaine, le personnel de CRS l'a appliqué pour établir des indicateurs de référence et de fin de projet afin d'évaluer les changements dans les perceptions de la cohésion sociale dans des populations plus importantes. Au Bangladesh, le Baromètre a servi de base à une évaluation préalable à la conception.

LOGISTIQUE SUR LE TERRAIN

Les protocoles de collecte des données étaient légèrement différents en fonction des conditions de sécurité et de la logistique. Les maîtres formateurs¹⁸ ont été formés par le consultant principal et se sont entraînés à l'utilisation des outils avec le personnel de suivi-évaluation de CRS. Les maîtres-formateurs ont mené des formations de deux jours, y compris des séances pratiques pour les enquêteurs. Ils ont aussi participé à la conception des outils, à la formulation des questions et à la mise au point des protocoles. Les enquêteurs ont reçu de l'information sur le consentement, le langage corporel et la gestion des données.

Chaque groupe de discussion comptait trois enquêteurs et chaque EIC en comptait deux. Un animateur et deux observateurs ont noté les données démographiques, les réponses et le langage corporel des participants, et ont élaboré des résumés concis pour chaque activité. Quand cela était possible, les réponses ont été attribuées à des personnes spécifiques. Les activités ont été menées dans les langues locales. L'équipe a enregistré les discussions de groupe au Burkina Faso et au Niger.

| Répondant | Âge | Sexe | Emploi | Ethnique minoritaire / majoritaire | Autre ¹ |
|-----------|-----|------|-----------------------------------|---|--------------------|
| 1 (mossi) | 49 | f | Agriculture et maréchaiculture | Majoritaire Mossi/ Minoritaire Dogon | |
| 2(mossi) | 45 | f | | | |
| 3(mossi) | 40 | f | | | |
| 4(mossi) | 39 | f | | | |
| 5(mossi) | 45 | f | | | |
| 6(mossi) | 46 | f | | | |

EXEMPLE DE FORMULAIRE DE SAISIE DES DONNEES
DEMOGRAPHIQUES DES PARTICIPANTS

| Réponses | Observations |
|---|--|
| <p>1. Qui sont les personnes séjournant dans les camps? D'où viennent-ils? Pourquoi sont-ils ici?</p> <p>N°1 : Il s'agit de déplacés internes qui ont fui des troubles dans leur localité. Ils sont venus jusqu'ici à cause des attaques qu'ils subissent ;</p> <p>N°2 : Ce sont des déplacés internes et composés en majorité de femmes, de vieilles personnes et d'enfants. Ils sont venus ici parce qu'ils sont à la recherche de la paix.</p> <p>N°5 : Ils sont venus de plusieurs localités telles que Barga, Rimassa et Tiou. ils sont venus à cause des conflits ;</p> <p>N°3 Certains d'entre eux sont venus également de Ingaré. D'autres ont simplement eu peur de ce qui se passe chez leurs voisins, raison pour laquelle ils ont fui leurs localités.</p> <p>N°6 : Yen a même dont nous ne savons d'où exactement ils viennent, nous savons seulement qu'ils ont fui des attaques. ils sont venus ici à cause de la crainte d'être attaqués</p> <p>N°4 : Certains sont venues des localités comme Mounoug-Boko.</p> | <p>D'une manière générale, les six(6) répondantes étaient inspirées quant aux réponses aux différentes questions posées. Il y avait de l'engouement et l'ambiance du groupe était au beau fixe. Une d'entre elles s'est illustrée par des paroles comiques qui ont contribué à détendre l'atmosphère. Cependant, au début du focus, elles voulaient toutes parler à la fois à chaque</p> |

TOUTES LES REPONSES ONT ETE ATTRIBUEES A DES INDIVIDUS.

En raison des protocoles régissant les déplacements pendant la pandémie, les équipes de collecte de données au Niger et au Mali ont dû modifier les procédures de collecte pour tenir compte de la distanciation physique et des restrictions à la liberté de mouvement, et inclure dans leurs activités des sensibilisations en matière d'hygiène. Le personnel de terrain malien était doté de trousse de d'hygiène tandis qu'au Niger, l'équipe a adopté une approche par téléphone. Après chaque discussion de groupe ou entretien, les équipes ont tenu des comptes rendus et ont résumé leurs notes dans des notes de terrain plus élaborées. Le Burkina Faso a terminé sa collecte de données avant la mise en place des restrictions touchant les déplacements.

ANALYSE DES DONNEES/LIMITES

L'équipe a traité les données qualitatives par le biais d'une « analyse de contenu relationnel matricielle », qui met en évidence la co-occurrence des concepts appréhendés dans les discussions de groupe et les entretiens, et les regroupe en catégories. Cette approche a permis une analyse structurée des relations entre les différents types de conflits, les questions de gouvernance, les moyens d'existence et la pauvreté, ventilées par génération et par sexe.

Les données quantitatives recueillies par le Baromètre ont été résumées et compilées pour produire des statistiques descriptives. L'équipe n'a pas effectué d'analyse statistique inférentielle en raison de la taille

¹⁸ CRS a formé deux maîtres-formateurs au Burkina Faso, trois au Niger et cinq au Mali.

limitée de l'échantillon. L'étude ayant eu recours à un échantillonnage de proximité en boule de neige, la majorité des groupes ethniques ont été suréchantillonnés ; certains groupes ethniques minoritaires n'ont même pas été inclus. En outre, la conduite d'entretiens et de discussions de groupe par téléphone a eu pour conséquence qu'il était impossible d'observer directement le langage corporel et que les personnes sans accès à un téléphone (par exemple, les femmes et les jeunes marginalisés) ont été sous-échantillonnées.

Enfin, après l'expérience acquise en République centrafricaine, l'équipe admet que les répondants du Baromètre tendent à surestimer la solidité du tissu social de leur communauté. L'équipe n'a pas non plus été en mesure de mener d'enquête aléatoire avec le Baromètre en raison des restrictions liées à la pandémie de COVID-19. Pour compenser ces limites, l'équipe a invité les principales parties prenantes à des ateliers de validation virtuelle avant de finaliser le rapport.

CONCLUSIONS

Les conclusions sont regroupées en catégories : profil, problème, personnes et processus. Dans la catégorie « Profil », le rapport examine les contextes politique, externe, socioculturel et économique, le genre et une estimation des niveaux locaux de cohésion sociale. Dans la catégorie « Problème », le rapport considère l'insécurité, l'économie, l'insuffisance des réponses et la légitimité des autorités nationales. La section sur les personnes est organisée en auteurs de violences, mobilisateurs pour la gouvernance et mobilisateurs pour la paix et la cohésion sociale. La discussion sur les processus porte sur les facteurs d'escalade et de désescalade des conflits. La section sur les conclusions se termine par une analyse des trajectoires potentielles suivant l'évolution des conflits.

PROFIL

LE CONTEXTE POLITIQUE

L'héritage précolonial a encore un impact sur les valeurs et le comportement des personnes vivant en Afrique sahélienne. Le modèle de gouvernance qui se trouve dans la Charte Mandé élaborée par Soundiata Keita, le fondateur de l'Empire du Mali au XV^e siècle¹⁹, est particulièrement important. La Charte offrait un modèle fédéré de gouvernance accordant une large autonomie politique et une grande liberté religieuse aux diverses entités politiques de l'empire du Mali et aux règles de maintien de l'harmonie interethnique²⁰. Les empires sahéliens et d'autres empires préindustriels étaient régis par des modes patrimoniaux de gouvernance²¹.

La domination coloniale française a remplacé l'ordre politique précolonial, en particulier les États musulmans résistant à la conquête française, par des structures administratives françaises centralisées, tout en permettant aux petits villages de conserver leurs structures traditionnelles d'autorité, toujours

¹⁹Pour plus de détails sur l'Empire du Mali et son héritage, voir : Nehemia Levtzion. 2000. *Ancient Ghana and Mali* (London: Methuen). Cheibane Coulibaly. 2016. *Crise politico-institutionnelle au Mali : Essai de philosophie mandingue* (Paris : Harmattan).

²⁰ Par exemple, voir Ousmane Sy, Ambroise Dakouo et Kadari Traoré. 2016. *National Dialogue in Mali: Lessons from the 1991 National Conference for the Nascent Conference of National Understanding* (Berghof Foundation) pour des références sur l'importance des traditions mandingues en opposition au concept français d'État centralisé laïque ne respectant pas l'autonomie locale et les traditions religieuses.

²¹ Les dirigeants sahéliens des pays pauvres encore en situation essentiellement préindustrielle gouvernent comme des dirigeants patrimoniaux. Voir S.N. Eisenstadt. 1962. *The Political Systems of Empires* (New York: Free Press of Glencoe) et Sheldon Gellar « State-Building and Nation-Building in West Africa », dans *Building States and Nations*, vol. II édité par S.N. Eisenstadt et Stein Rokkan (Beverly Hills, Sage Publications), 384-426 pour une application extensive du concept de néopatrimoine au Sahel et à d'autres États d'Afrique de l'Ouest.

**« C'est comme le médecin se rendant
au chevet du malade après qu'il est
déjà mort ! »**

Un pasteur peul faisant référence à la réponse des
autorités à l'insécurité dans la région.

fortes aujourd'hui dans le triangle frontalier²². Les frontières territoriales rigides ont séparé les groupes ethniques qui vivaient auparavant ensemble et ont divisé les groupes entre différents États, tandis que la fermeture des frontières limitait la mobilité des pasteurs et stimulait la contrebande.

Les Français ont créé une petite élite auxiliaire africaine basée sur l'éducation française qui est devenue une « élite successorale »²³ qui a pris le pouvoir au moment de l'indépendance et le contrôle sur les institutions coloniales françaises héritées sans les ressources humaines, militaires et financières qui permettaient à la France de régner sur ses millions de sujets coloniaux. Le modèle français de

décentralisation adopté par les États francophones sahéliens postcoloniaux fixe unilatéralement la taille, les limites et le nombre des unités administratives locales sur en fonction de critères uniformes établis par le pouvoir central sans consulter les communautés locales. Ce modèle a aussi imposé les mêmes règles uniformes pour les unités administratives locales sans tenir compte des différences de taille, de structure économique, de capacité de fournir des services, des liens traditionnels avec d'autres communautés et des structures d'autorité locale²⁴. Cette pratique s'est poursuivie après l'indépendance.

De manière générale, la politique postcoloniale (1960-2020) a été marquée par de longues périodes de régimes autocratiques et militaires, tandis que des élections multipartites libres et transparentes sont une évolution récente. Les politiques nationales reposent en grande partie sur le clientélisme et le favoritisme et sont dominées par une classe politique vieillissante qui est en train de perdre sa légitimité. L'incapacité de l'État à fournir des services publics adéquats a accru la méfiance envers les autorités nationales, les partis politiques et les dirigeants nationaux. En outre, l'exclusion des jeunes, des femmes et d'autres groupes marginalisés a encore désengagé la population en général, qui voit considérer que les autorités répondent aux besoins d'une petite minorité.

Tout comme l'État colonial, les États postcoloniaux ont largement concentré les services financiers et publics dans les capitales, tout en négligeant la périphérie. Les États n'investissent pas dans les infrastructures, l'agriculture, l'éducation et les établissements de santé. La présence minimale de l'État à la périphérie des villes, combinée à la détérioration des conditions environnementales, à l'explosion démographique des jeunes et à un chômage élevé des jeunes, a favorisé le banditisme et multiplié les conflits et interethniques et intercommunautaires. En retour, l'incapacité de l'État à entrer dans le triangle frontalier et à résoudre ces problèmes ouvre la voie aux extrémistes violents. Au lieu de lutter pour protéger les populations contre le banditisme, les réseaux criminels et les attentats extrémistes, l'État a fui ses responsabilités et laissé le triangle frontalier devenir une zone ingouvernable de conflit intense, un foyer d'activité antigouvernementale livré au chaos.

Au Mali, un pasteur peul a déclaré à propos de la réponse des autorités à l'insécurité dans la région : « C'est comme le médecin visitant le patient après qu'il est déjà mort. » Cette sombre vision de la prestation des services et du contraste entre le centre et la périphérie est étayée par les enquêtes de

²² Robert Delavignette. 1950. *Freedom and Authority in French West Africa* (London: Oxford University Press). L'auteur met à l'honneur et salue les autorités villageoises traditionnelles, qui sont restées inchangées sous le régime colonial. Elles survivent aujourd'hui dans les régions des trois frontières négligées sur le plan économique où les structures coloniales et postcoloniales françaises étaient largement absentes.

²³ Pour plus de détails sur le concept de l'élite héritée, voir J.P. Nettl et Roland Robertson. 1968. *International Systems and the Modernization of Societies: The Formation of National Goals and Attitudes* (London: Faber and Faber).

²⁴ Pour une critique précoce des modèles d'États centralisés, voir *The Failure of the Centralized State: Institutions and Self-Governance in Africa*. 1995. Édité par James S. Wunsch et Dele Olowu (San Francisco: ICS Press).

Pour une critique des politiques de décentralisation plus actuelles et des faiblesses des États centralisés en Afrique, voir *Decentralization in Africa: The Paradox of State Strength*. 2014. Édité par J. Tyler Dickovick et James S. Wunsch (Boulder, Co: Lynne Rienner Publishers).

l'Afrobaromètre. L'Afrobaromètre de 2019²⁵ montre un déclin continu du soutien populaire en faveur de la démocratie et un plus grand respect à l'égard des dirigeants et des chefs spirituels locaux. Selon l'Afrobaromètre (2016, 2018), les Africains de l'Ouest font plus confiance à leurs dirigeants locaux que toute autre forme d'autorité, 72 % des Burkinabés interrogés indiquant faire confiance à ces institutions (68 % au Niger et 63 % au Mali). La localisation et la décentralisation de la confiance fracturent encore chaque État en zones autonomes de contrôle distinctes. De même, la violence s'est localisée ; ainsi, les conflits et la violence qui affectent l'ensemble d'un pays proviennent de l'intérieur, plutôt que d'éclater entre des forces formalisées soutenues par des États.

LE CONTEXTE EXTERNE

Les forces extérieures au Sahel continuent de jouer un rôle dans l'élaboration du paysage culturel, économique et politique du triangle frontalier. D'abord, il existe une longue tradition d'influence religieuse sur la sous-région depuis le Moyen-Orient par le biais des routes commerciales transsahariennes qui relient le Mali et le Niger à l'Afrique du Nord et au monde musulman.

Les dirigeants des mouvements extrémistes d'origine sahélienne ont des liens à la fois idéologiques et économiques avec ISIS et Al-Qaïda au Moyen-Orient. L'Arabie saoudite et d'autres États arabes sunnites du Golfe ont encouragé les doctrines wahhabites en finançant la construction de mosquées, en offrant des bourses d'études dans les pays arabes et en attaquant avec un certain succès le soufisme et d'autres formes tolérantes d'islam en Afrique sahélienne. Des mouvements extrémistes violents fondés sur des principes salafistes, comme Al-Qaïda et ISIS au Moyen-Orient et AQIM en Afrique du Nord, cherchent à créer un État islamiste mondial. Ces mouvements ont influencé l'idéologie religieuse, la stratégie et les tactiques des mouvements extrémistes violents affiliés en Afrique du Nord et au Sahel opérant dans la zone du triangle frontalier.

Ensuite, la France, ancienne puissance coloniale, a collaboré avec les²⁶ forces du G5 Sahel pour combattre les organisations extrémistes, mais ses critiques lui reprochent de ne pas avoir fait plus pour les vaincre²⁷. Les États-Unis et l'Allemagne sont d'autres puissances extérieures qui ont de petits contingents de forces spéciales et de bases au Sahel. De puissants donateurs internationaux continuent de façonner des politiques économiques et financières sahéliennes qui ne représentent pas toujours les communautés et les personnes les plus marginalisées.

Enfin, la Libye de Mouammar Kadhafi avait l'ambition de devenir le chef d'une Union panafricaine d'États, et exerçait une influence majeure en Afrique sahélienne. Kadhafi entretenait des liens étroits avec de nombreux présidents sahéliens. Il s'était fait le défenseur des Touaregs dans les années 1980 et 1990 et avait invité des milliers de Touaregs à venir en Libye pour y travailler ou comme soldats mercenaires tout en opprimant la minorité toubou²⁸. Sa chute et sa mort en 2011 ont conduit des milliers de Touaregs lourdement armés à

Il existe une longue tradition d'influence religieuse sur la sous-région depuis le Moyen-Orient par le biais des routes commerciales transsahariennes qui relient le Mali et le Niger à l'Afrique du Nord et au monde musulman.

²⁵ L'[Afrobaromètre](#) est une institution de recherche panafricaine non partisane qui mène des enquêtes publiques à intervalles réguliers sur la démocratie, la gouvernance, l'économie et la société dans plus de 30 pays.

²⁶ Le G5 Sahel est un cadre institutionnel pour la coordination de la coopération régionale en matière de politiques de développement et de sécurité. Ses membres sont le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad.

²⁷ Au Mali, les manifestations massives organisées par Mahmoud Dicko à Bamako en juin pour réclamer la démission du président ont également critiqué la France et appelé au retrait de ses troupes. De leur côté, les extrémistes violents ont exigé le départ des troupes françaises et étrangères comme condition préalable aux négociations avec le gouvernement. Après trois mois de manifestations persistantes, le 18 août 2020 à minuit, le président Ibrahim Boubacar Keita, à la télévision d'État, a annoncé sa démission après un coup d'État militaire.

²⁸ Les Toubous étaient une minorité de pasteurs opprimée dans le sud de la Libye jusqu'à la chute de Kadhafi. Voir Christophe Boisbouvier. 2012. « [Libye : Quand les Toubous se réveillent](#) » *Jeune Afrique*, 12 mai 2012. Les Touaregs et les Toubous représentent 85 % de la population du Sahara. Ils ont été alliés et ennemis des Touaregs. Les Toubous ont rejoint la rébellion touarègue au début des années 1990. Sur la présence des Toubous au Niger, voir Ressortissants toubou, *Note d'information sur la communauté toubou-teda du Niger*. Niamey : mai 2012.

retourner au Mali, dont beaucoup ont rejoint la rébellion touarègue ou des groupes violents extrémistes et d'autodéfense dirigés par des Touaregs.

Enfin, l'Algérie est un acteur important en tant que bénéficiaire de marchandises illicites arrivant du Mali par la route commerciale transsaharienne et comme source d'armes et de biens de consommation à destination du Mali. La frontière Sud du désert algérien a également servi de sanctuaire et de zone de lancement pour AQIM et d'autres groupes djihadistes d'Afrique du Nord. En juin 2020, Abdelmalek Droukdel, le chef de AQIM, a été tué par des commandos français à quelques kilomètres seulement au sud de la frontière algérienne.

LE CONTEXTE SOCIOCULTUREL

L'islam est la religion majoritaire au Mali (90 %), au Niger (98 %) et au Burkina Faso (60 %), mais le Burkina Faso est le plus pluraliste du point de vue religieux, car il abrite également des communautés importantes de catholiques, de protestants et d'adeptes de religions traditionnelles représentant 40 % de la population. Lors de la conversion initiale à l'islam, les dirigeants africains n'ont pas tenté d'imposer l'islam à leurs sujets et ont continué à maintenir les rites religieux traditionnels africains tout en accueillant des dignitaires religieux musulmans à leurs cours²⁹. De leur côté, les dignitaires religieux musulmans étaient de tradition souwarienne, qui croyaient à la séparation du politique et du religieux, rejetaient le recours à la force et le prosélytisme et considéraient la conversion à l'islam comme le résultat de leur piété³⁰. Les discussions de groupe ont indiqué que la plupart des musulmans continuent de pratiquer le respect et la coexistence avec les autres religions. Les organisations musulmanes affiliées à la confrérie tijânî sont les organisations soufies les plus fortes au Niger, au Mali et au Burkina Faso³¹. Les pratiques religieuses africaines traditionnelles et l'influence de l'Église catholique sont les plus fortes au Burkina Faso.

Les pratiques et doctrines religieuses wahhabites modernes ont pris de l'ampleur après l'indépendance et ont permis aux pays sahéliens de renouveler et de renforcer leurs liens avec les États musulmans d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient. Ces relations avaient été fortement limitées et contrôlées par l'administration coloniale française. La présence wahhabite la plus forte se trouve dans les capitales nationales comme Bamako et Niamey et dans les grands centres urbains. Les wahhabites ont critiqué les pratiques religieuses soufies et souwariennes, comme visiter les tombes des grands chefs spirituels, célébrer la naissance de Mahomet comme une fête religieuse et l'application laxiste de la charia³². Les dirigeants wahhabites ont attiré les jeunes hommes en leur offrant des prêts, en organisant des mariages à faible coût et en établissant des institutions d'apprentissage musulmanes³³. Ils critiquent les défaillances des États laïques et des dirigeants politiques occidentalisés et proposent l'Islam comme une solution alternative. Malgré des différences de doctrine, les chefs religieux wahhabites et soufis du Mali et du Niger se sont opposés vigoureusement aux lois du Code de la famille qui violent les principes traditionnels de la charia, y compris celles qui feraient progresser les droits des femmes³⁴.

²⁹ Voir Lamin Sanneh. 1996. *Piety and Power: Muslims and Christians in West Africa* (New York: Orbis Books).

³⁰ Salim Suwari est un dignitaire religieux sahélien influent du XIII^e siècle qui a formulé une justification théologique pour l'acceptation par les musulmans des autres religions et la coexistence avec des dirigeants non musulmans qui remontent à la disparition des empires malien et songhaï.

³¹ Diverses branches de la confrérie tijânî sont apparues comme les principales confréries soufies au Mali, au Niger et au Burkina Faso. Les dirigeants de la branche niassène de la Tijâniyya originaire du Sénégal ont des millions de fidèles au Nigeria et au Niger. Les chefs religieux de la Tijâniyya ont également une grande influence au Mali. Pour l'histoire des influences tijânî et des djihads de la fin du XVIII^e siècle et du début du XIX^e siècle lancés principalement contre des États musulmans laxistes, voir Jean-Louis Triaud et David Robinson (éd.). 2000. *La Tijâniyya : Une Confrérie musulmane à la conquête de l'Afrique* (Paris : Karthala).

³² Pour une analyse des conflits entre wahhabites et soufis, voir David Westerlund et Eva Rosander (éd.). 1997. *African Islam and Islam in Africa: Encounters Between Sufis and Islamists*. Athens, Ohio: Ohio University Press. Ce livre a été écrit avant la montée des mouvements djihadistes sahéliens.

³³ Pour l'origine et la diffusion des doctrines wahhabites en Afrique de l'Ouest, voir Lansiné Kaba. 1974. *The Wahhabiyya: Islamic Reform and Politics in French West Africa*. Evanston: Northwestern University Press.

³⁴ Les pressions des dirigeants musulmans au Mali et au Niger ont forcé leurs gouvernements à annuler les réformes du Code de la famille qui étaient contraires aux normes traditionnelles.

Face à la montée des mouvements extrémistes radicaux violents, le conflit entre les dirigeants wahhabites et soufis s'est apaisé quelque peu. Ces deux mouvements condamnent l'extrémisme religieux violent et rejettent les doctrines salafistes professées par les djihadistes. Bien que les conflits religieux soient une réalité, la religion n'est pas une cause majeure de conflits violents dans les pays sahéliens.

Les Touaregs³⁵ et les Peuls³⁶ ont toujours été plus islamisés que les groupes ethniques bambara, mossi³⁷ et dogon³⁸. Les conflits entre les groupes ethniques de plus en moins islamisés résultent en grande partie des différences dans les statuts professionnel et politique de majorité-minorité qui exacerbent les relations entre ces groupes. Les Peuls et les Touaregs sont principalement des pasteurs nomades, tandis que les Mossis, les Djermas et les Bambaras sont des agriculteurs. De nombreux Peuls et Touaregs ont adopté un mode de vie sédentaire, tandis que les Bambaras, les Mossis et les Djermas ont acheté du bétail. Les Peuls et les Touaregs étaient les groupes dominants à l'époque précoloniale, mais ce sont les Mossis, les Djermas et les Bambaras qui dominent aujourd'hui. Les Dogons sont des chasseurs et un groupe minoritaire qui cherche à maintenir le pouvoir sur leurs terres. Traditionnellement, ces groupes ont été gouvernés par un système de castes doté de mécanismes traditionnels de résolution des conflits³⁹.

Les groupes ethniques ne sont en aucun cas homogènes sur le plan biologique. Les mariages entre différents groupes ethniques et religieux sont fréquents et la participation aux cérémonies d'autres groupes religieux est courante, en particulier au Burkina Faso.

La persistance du système traditionnel de castes fondé sur une hiérarchie composée de nobles, de chasseurs, d'artisans, de musiciens et d'anciens esclaves continue de déterminer le statut social et économique des individus. Bien qu'en déclin constant dans les zones urbaines, la hiérarchie sociale fondée sur le statut hérité se maintient dans les zones rurales pauvres sahéliennes du triangle frontalier.

Les anciens esclaves et leurs proches constituent le contingent des groupes djihadistes sahéliens dirigés par certains chefs touaregs et peuls. Les dirigeants offrent des incitations matérielles ainsi qu'un recours face aux injustices et aux mauvais traitements que leur imposent l'État, les employeurs et la société. Les anciens esclaves et leurs proches sont également tentés de se livrer au banditisme et de travailler pour des réseaux criminels. Les politiciens les utilisent fréquemment pour disperser les manifestations et les rassemblements politiques rivaux.

Les membres la noblesse guerrière et religieuse ont un statut social élevé dans leurs groupes ethniques et religieux⁴⁰. La caste des chasseurs, en particulier, joue un rôle majeur dans de nombreux groupes d'autodéfense au Burkina Faso et au Niger. Les Dogons, par exemple, sont connus pour leur puissant groupe d'autodéfense.

Les cultures rurales et urbaines s'éloignent de plus en plus à mesure que les possibilités éducatives et économiques divergent en faveur des villes⁴¹. La migration urbaine qui en résulte conduit à une

³⁵ Devon Douglas-Bowers. 2013. The Crisis in Mali: A historical perspective on the Tuareg People. *Global Research*. Février 2013. Souligne la complexité des modèles socioéconomiques et culturels chez les Peuls et les différences politiques dans les communautés touarègues.

³⁶ Modibo Ghaly Cissé. 22 avril 2020. [Understanding Fulani Perspectives on the Sahel Crisis](#). Africa Center for Strategic Studies, 22 avril 2020.

Boukary Sangaré. 2019. Fulani People and Jihadism in Sahel and West African Countries. *Observatoire du monde arabo-musulman et du Sahel*. La Fondation pour la recherche stratégique.

³⁷ Elliott Skinner. 1984. *The Mossi of the Upper Volta: Political Development of the Sudanese People*. Stanford: Stanford University Press.

³⁸ Pour une histoire des relations entre Peuls et Dogons, voir Alpha Oumar Dougoukolo, Ba-Konare. 2019. [Peuls et Dogons dans la tourmente au Mali : Histoire d'une longue relation ambivalente](#). *The Conversation*, mars 2019.

³⁹ Pour plus de détails sur les systèmes de castes précoloniaux, voir Tal Tamari. 1997. *Les Castes de l'Afrique occidentale : Artisans et musiciens endogames*. Nanterre : Société d'ethnologie.

⁴⁰ Pour un examen des différences de rôles entre les guerriers et les marabouts, et sur l'évolution des pratiques chez les Malinkés, voir Robert Launay. 1992. *Beyond the Stream: Islam and Society in a West African Town*. Berkeley: University of California Press.

⁴¹ On peut le voir dans les différences entre la langue et le vocabulaire utilisés par les jeunes ruraux dans les régions périphériques et les jeunes de la capitale.

concurrence accrue pour les rares emplois disponibles et condamne de nombreux diplômés au chômage, mais qui sont peu disposés à retourner dans les communautés rurales où les infrastructures et les commodités modernes ne sont pas disponibles. L'éducation universitaire offre peu de garanties d'emploi et, malgré leurs diplômes, la plupart des étudiants ne trouvent pas de travail après l'université. À l'inverse, ceux qui restent en milieu rural ont peu d'éducation formelle et sont souvent incapables de trouver des terres à cultiver ou pour élever du bétail. Le chômage qui en résulte pour les jeunes urbains et ruraux a entraîné une hausse de la consommation de drogues illicites, de la criminalité et du banditisme.

Dans de nombreuses discussions de groupe, les jeunes ont déclaré qu'ils s'éloignaient de plus en plus des systèmes traditionnels tels que les castes qui sont perçus comme manquant d'autorité ou de pouvoir. Ils avaient également une mauvaise opinion des structures étatiques et gouvernementales nationales qui ont un pouvoir légitime. Selon le président d'une ONG paysanne transnationale, « nous sommes dans une région où les jeunes ruraux sont désespérés ». L'absence de structures gouvernementales respectables qui en résulte a créé un vide de pouvoir que les forces extérieures cherchent à combler. En comparaison, les discussions de groupe ont clairement montré que les chefs traditionnels et spirituels locaux bénéficiaient d'une confiance bien plus grande que les dirigeants nationaux. Ce point souligne la différence entre le pouvoir de référence des chefs traditionnels et le pouvoir légitime des dirigeants nationaux, et le désaccord qui en résulte parmi les membres de la communauté.

Président d'une ONG, Mali

LE CONTEXTE ECONOMIQUE

Le Niger, le Burkina Faso et le Mali se trouvent au bas des échelles du développement humain et économique. Au Sahel, la production économique continue d'être largement liée à la propriété foncière et à l'agriculture de subsistance, génère peu de surplus. Les produits incluent les céréales et les légumineuses, les produits forestiers et les minéraux comme l'or. Pour les pasteurs, les animaux constituent la principale source de débouchés économiques⁴². Les régimes fonciers hérités sont basés sur le droit du fondateur du village et de ses descendants d'attribuer des terres aux membres de la famille et aux nouveaux arrivants⁴³. Traditionnellement, les terres ne pouvaient pas être vendues, ce qui donnait un droit d'accès gratuit aux pêcheurs, aux chasseurs et aux pasteurs qui ont besoin de points d'eau, de pâturages et de forêts. Dans certaines régions rurales, ce système hérité prévaut, mais la pression en faveur de titres fonciers restreint l'accès au patrimoine naturel. Il en résulte une augmentation des conflits entre pasteurs et agriculteurs sur les pâturages, les points d'eau et les forêts.

En outre, la prise de contrôle du patrimoine naturel par l'État pour des projets de développement économique à grande échelle, comme l'extraction de l'or et l'agriculture irriguée, a limité l'accès aux ressources et à la terre, privant ainsi les communautés locales de contrôle et d'utilisation des ressources naturelles. Bien qu'elle soit une source de revenus pour l'État, les titulaires de charge publique, les concessionnaires et les investisseurs, cette richesse n'a guère contribué au bien-être des citoyens ordinaires. En effet, l'exploitation minière pour les masses a été réduite à des formes artisanales qui ont conduit à la pollution des sources d'eau, à la dégradation des zones de pâturage et à des conflits entre jeunes cherchant à faire valoir leurs droits. Une grande partie des bénéfices des entreprises artisanales étant détournée par des intermédiaires, les groupes extrémistes et les réseaux criminels ont bénéficié

⁴² Pour une description détaillée du système pastoral, voir Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel. Août 2018. *Launch of Study on Pastoralism and Security in West Africa and the Sahel*. UNOWAS.

⁴³ Pour un examen des politiques et des régimes fonciers, avant l'arrivée des extrémistes violents, voir Oliver Hughes. 2014. *Literature Review of Land Tenure in Niger, Burkina Faso, and Mali: Context and opportunities*. Baltimore : Catholic Relief Services.

sur le plan matériel de la mauvaise gestion de précieuses ressources⁴⁴. Le triangle du Liptako-Gourma offre un excellent exemple des liens propices entre l'extrémisme, la criminalité et des pratiques de corruption dans l'exploitation des minéraux précieux⁴⁵.

Bien que moins calamiteuse que dans les États « maudits » par leurs ressources comme le Nigeria, la mauvaise gestion par le Sahel de ses richesses naturelles le rend vulnérable à l'idéologie extrémiste. Le contrôle de l'extraction de l'uranium par les Français et le contrôle chinois de la production de pétrole au Niger ont privé les habitants d'accès à de vastes étendues de terres tout en offrant peu d'avantages en termes de création d'emplois⁴⁶. Cette situation a provoqué de violentes manifestations et un ressentiment anti-gouvernemental⁴⁷. De même, lorsque les cours mondiaux du pétrole et de l'uranium étaient élevés, la recherche de rente effrénée par les politiciens nigériens et leurs alliés a privé le pays des gains de développement potentiels. Les discussions de groupe de cette évaluation ont confirmé l'opinion du citoyen ordinaire, et en particulier des jeunes, selon laquelle les personnes au pouvoir ne cherchent qu'à assouvir leur cupidité tandis que la majorité reste condamnée à la pauvreté.

Jusqu'à récemment, l'atout économique le plus fiable des Sahéliens était la terre. Cependant, les chocs et les contraintes liés au changement climatique et à la forte croissance démographique annuelle, qui s'établit en moyenne à 3 % ou plus, font peser une pression énorme sur les terres marginales. L'épuisement et l'érosion du sol, les fréquentes sécheresses et inondations ont rendu l'agriculture et l'élevage plus précaires et imprévisibles. La baisse de la productivité, l'exode des jeunes hommes et le besoin de revenus ont poussé les chefs de famille à donner aux femmes l'accès à la terre. Cette tendance est la plus marquante au Burkina Faso et au Mali, mais elle a également été mentionnée dans certaines discussions avec des femmes au Niger.

Dans la région du triangle frontalier, cette tendance a notamment pour conséquence des difficultés économiques croissantes pour les jeunes pauvres, hommes et femmes, dont les perspectives de posséder des terres, du bétail ou du capital social sont limitées. Les études sur ce sujet montrent une augmentation notable des migrations dans la sous-région, les niveaux de migration par les jeunes femmes, qui sont moins libres que les jeunes hommes de simplement plier bagage et s'en aller ailleurs étant plus bas⁴⁸. Les migrants sont généralement des personnes à charge de castes inférieures d'agriculteurs et de pasteurs plus aisés. Ils s'occupent des animaux des agriculteurs et des marchands. Il est fréquent que les chefs de famille masculins adultes vendent de la terre ou du bétail pour répondre à des besoins de base, ne laissant aucun héritage pour les enfants mâles qui n'ont donc pas de moyens suffisants pour se marier. Les filles ont moins de chance d'hériter de la terre et doivent compter sur le mariage. On peut le comprendre, les jeunes ruraux, hommes et femmes, cherchent du travail dans les centres urbains, les zones minières et les pays voisins. D'autres rejoignent les mouvements djihadistes pour gagner de l'argent.

LE GENRE

L'inégalité entre les sexes est un facteur important de conflit et de fragilité. Plusieurs études ont montré que les pays ayant des niveaux plus élevés d'inégalité entre les sexes sont plus susceptibles d'être impliqués dans un conflit, de connaître des conflits plus violents et de retrouver une paix plus fragile

⁴⁴ Voir International Crisis Group. 13 novembre 2019. [Getting a Grip on Central Sahel's Gold Rush. Africa Report No. 282](#). Pour une analyse détaillée de l'importance de l'exploitation aurifère dans la génération de revenus pour les Burkinabés pauvres de la région du Centre-Nord, voir Hermann M. Konkobo et Issaka Sawadogo. Février 2020. GLOCON Country Report, No. 5, Berlin: GLOCON.

⁴⁵ Assanvo, Williams. Dakono, Baba. (2019) Violent extremism, organised crime, and local conflicts in Liptako-Gourma. Institute For Security Studies.

⁴⁶ World Nuclear Association. 2020. Uranium in Niger.

⁴⁷ Un rapport controversé réalisé par le Réseau des organisations pour la transparence et l'analyse budgétaire (ROTAB) a analysé les industries extractives au Niger en 2014. L'« [Étude de référence sur les entreprises et les droits de l'homme : cas des industries extractives au Niger](#) » a relevé un certain nombre de points de conflit entre les communautés locales et les industries extractives.

⁴⁸ International Organization for Migration. 2019. [Setting up a road map for mixed migration in West and North Africa](#).

après un conflit que les pays où les femmes ont un statut plus élevé dans la société⁴⁹. En outre, l'inégalité entre les sexes est un facteur qui contribue plus directement à la guerre civile que le développement démocratique ou économique⁵⁰. Les trois pays sahéliens ont tous des quotas nationaux sur le nombre de femmes qui doivent être représentées dans les assemblées nationales, mais n'appliquent pas comme il se devrait la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité. Le Mali est le plus proche de ce quota et, en 2020, a élu 41 femmes à son assemblée, qui compte 147 sièges. Au Burkina Faso, la représentation des femmes par rapport aux hommes de 17:127 et celle du Niger est de 29:171. Malgré cette faible représentation aux niveaux national et municipal, les femmes sont reconnues par les chefs spirituels et traditionnels comme des membres précieux contribuant à la société sahélienne et à la paix. Un exemple de leur influence est illustré par la marche de 2014 que l'on s'accorde largement à considérer comme ayant provoqué la chute du président Blaise Compaoré⁵¹. Dans toute la région, les femmes sont un facteur important de cohésion sociale en renforçant les valeurs familiales par le biais d'associations de femmes formelles et informelles, en inculquant aux enfants des valeurs et des principes moraux positifs et en plaidant pour l'éducation formelle et les centres de santé.

Les lois traditionnelles sur les régimes fonciers au Sahel interdisent aux femmes de posséder la terre, mais ces normes et les lois officielles commencent à évoluer⁵². De plus, les imams et les maîtres coraniques interrogés se sont ouvertement félicités de la participation et de l'engagement des filles et des femmes dans leurs écoles et leurs mosquées. Malgré cette ouverture, les femmes consultées dans l'étude n'ont pas le sentiment d'avoir beaucoup de pouvoir à l'extérieur du ménage. Cependant, les hommes fuyant les zones rurales ou rejoignant les milices, les femmes s'occupent des champs, gèrent des entreprises et exercent des activités génératrices de revenus pour le ménage. Les discussions de groupe et les entretiens ont également montré la générosité manifestée par les femmes dans les communautés d'accueil à l'égard des personnes déplacées et des réfugiés. En outre, les femmes tendent à définir la paix et la normalité comme un retour aux marchés et aux écoles, alors que les hommes se concentrent sur le retrait des acteurs violents, locaux et extérieurs.

ESTIMATION DE LA COHESION SOCIALE

Les données recueillies par le biais du minibaromètre de la cohésion sociale de CRS ont permis d'établir des estimations quantitatives du niveau de cohésion sociale pour chacune des neuf zones d'étude. L'estimation de la cohésion sociale (ECS) sert à évaluer le niveau de cohésion sociale dans le contexte de chaque zone. Trois dimensions ont été définies pour chaque zone (0-5, 5 étant le maximum) sur la base des dimensions de la cohésion sociale mesurées par le Baromètre : socioculturelle, économique et politique. Une estimation sommative a ensuite été calculée sur la base des moyennes des trois dimensions distinctes. Une ECS plus élevée indique qu'une communauté peut être mieux à même de résoudre les conflits et de résister aux influences extérieures qui sèment la division. Les dirigeants communautaires et les chefs traditionnels ont généralement signalé des niveaux plus élevés de cohésion sociale que leurs pairs moins aisés.

⁴⁹ Caprioli, M. 2005. [Primed for violence: The role of gender inequality in predicting internal conflict](#). *International Studies Quarterly*, 49, 161–178.

Demeritt, J. H. R., Nichols, A. D. et Kelly, E. G. 2014. Female participation and civil war relapse. *Civil Wars*, 16, 346–368.

Gizelis, T.-I. 2009. [Gender empowerment and United Nations peacebuilding](#). *Journal of Peace Research*, 46, 505–523.

Gizelis, T.-I. (2011). [A country of their own: Women and peacebuilding](#). *Conflict Management and Peace Science*, 28, 522–542.

Melander, E. (2005a). [Gender equality and intrastate armed conflict](#). *International Studies Quarterly*, 49, 695–714.

⁵⁰ Bjarnegård, E., Melander, E., Bardall, G., Brounéus, K., Forsberg, E., Johansson, K. et col. 2015. Gender, peace and armed conflict. *SIPRI Yearbook*. Stockholm: Stockholm International Peace Research Institute.

⁵¹ BBC. 28 octobre 2014. [Huge Burkina Faso march against President Compaore](#). L'un des auteurs a participé à la marche en question et a été témoin de l'engagement et de la contribution des femmes. Les femmes se sont exprimées à la télévision et à la radio, et ont directement appelé au départ du président Compaore.

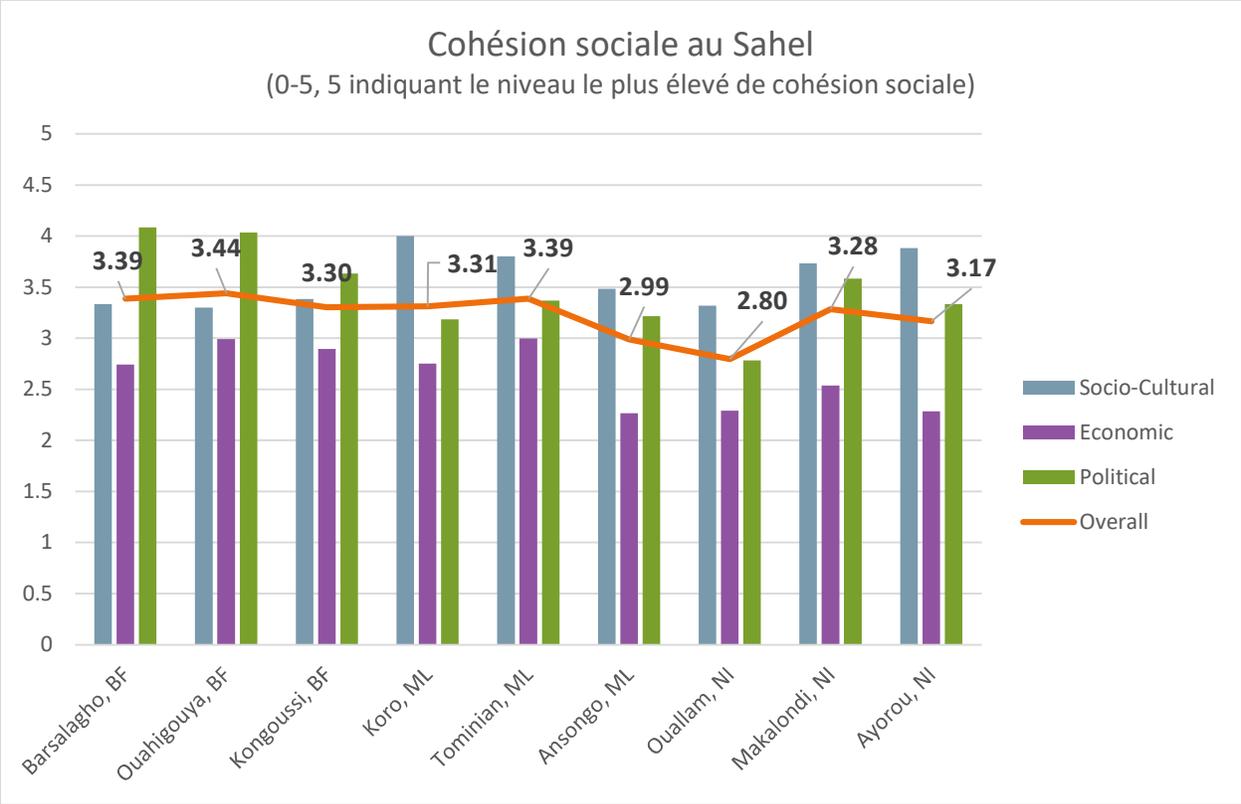
⁵² L'exploitation minière artisanale crée de nouvelles possibilités de propriété pour les femmes au Burkina Faso et au Mali, tout en reconfigurant les droits fonciers. Voir : Brottem, L.V, Ba, L. 2019. Gendered livelihoods and land tenure: The case of artisanal gold miners in Mali, West Africa. *Geoforum*, 105, 54-62.

Ces données ayant été recueillies en même temps que les protocoles de confinement liés à la pandémie de COVID19 étaient mis en place, la taille de l'échantillon et la représentativité des données sont très limitées. Seules 90 personnes (24 femmes) étaient accessibles par téléphone, et les collecteurs de données ont reçu pour instructions de donner la priorité aux dirigeants communautaires⁵³. Ces points de données sont préliminaires et continueront d'être étendus au fil du temps, créant ainsi une série d'instantanés chronologiques de la cohésion sociale communautaire.

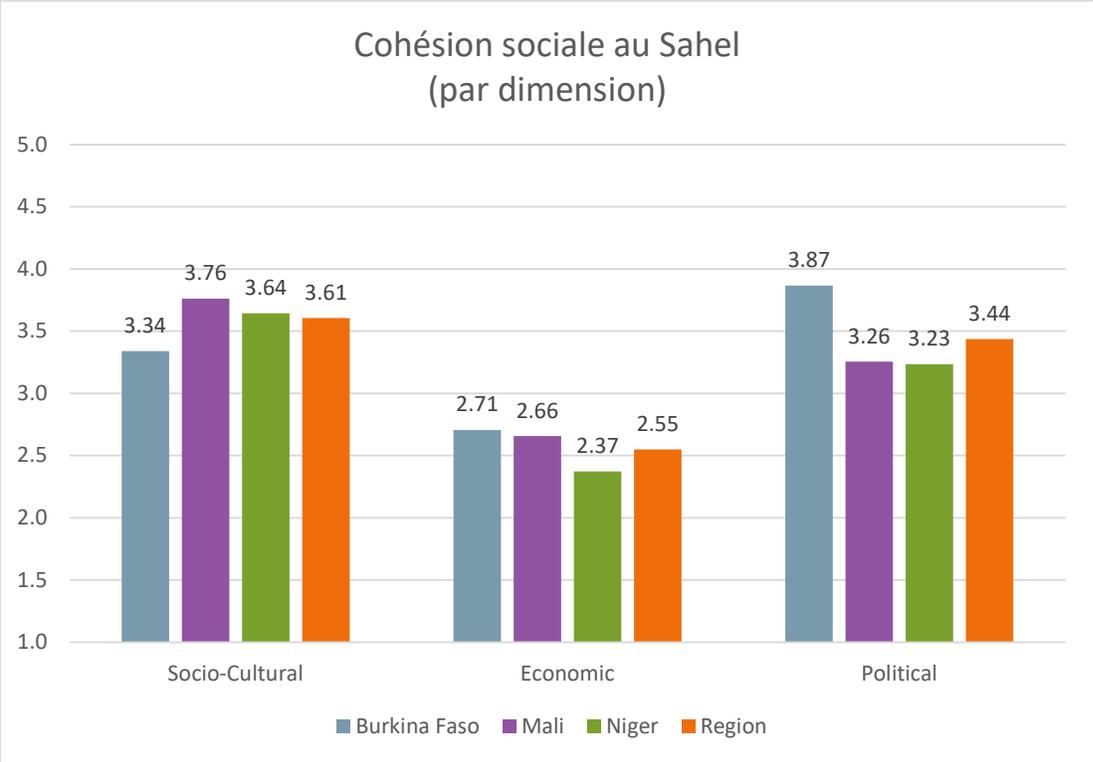
TABLEAU 3 DES RESULTATS DU MINIBAROMETRE DE LA COHESION SOCIALE PAR ZONE (0-5, 5 ETANT LE MAXIMUM)

| Dimension | Burkina Faso | | | Mali | | | Niger | | |
|-----------------|--------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| | Kaya | Ouahigouya | Kong oussi | Koro | Tominian | Ansongo | Ouallam | Torodi | Ayorou |
| socioculturelle | 3,33 | 3,30 | 3,38 | 4,00 | 3,80 | 3,48 | 3,31 | 3,73 | 3,88 |
| économique | 2,74 | 2,99 | 2,89 | 2,75 | 3,00 | 2,27 | 2,29 | 2,53 | 2,28 |
| politique | 4,08 | 4,03 | 3,63 | 3,18 | 3,37 | 3,22 | 2,78 | 3,58 | 3,33 |
| Ensemble | 3,39 | 3,44 | 3,30 | 3,31 | 3,39 | 2,99 | 2,80 | 3,28 | 3,17 |

⁵³ Toutefois, l'équipe de l'IPS met en œuvre le Baromètre de façon continue afin d'élargir la base de données des réponses. Les données seront utilisées pour suivre les estimations de la cohésion sociale dans le temps et repérer les tendances.



LES DONNEES REPRESENTENT LES REPONSES DE 90 DIRIGEANTS COMMUNAUTAIRES DANS LES NEUF ZONES.



LES DONNEES REPRESENTENT LES REPONSES DE 90 DIRIGEANTS COMMUNAUTAIRES DANS LES NEUF ZONES.

Les scores de cohésion sociale économique étaient nettement moins élevés que les autres scores dans toutes les zones, car la plupart des répondants ont répondu « pas du tout » ou « un peu » aux messages suivants.

- E3 : La richesse est gérée équitablement.
- E4 : Les conditions de vie sont décentes pour tous.
- E6 : Le bien-être est garanti pour tous.

À l'inverse, les scores étaient élevés pour les messages traitant de la fierté nationale et de l'intégration dans leurs communautés. Dans toutes les zones et dans tous les pays, les répondants étaient fiers de se dire citoyens de leur pays. Bien que fiers, les répondants n'avaient pas toujours le sentiment d'être unis ou de partager une histoire commune ou un système de valeurs ; c'était particulièrement vrai pour le Mali.

Les personnes interrogées de la région ont également signalé des faiblesses dans la cohésion sociale politique, car très peu sont convenues que « tout le monde a la possibilité de participer au processus politique », que « la légalité est respectée » ou que les membres de la communauté « partagent les mêmes valeurs ». Les Burkinabés interrogés ont obtenu un score particulièrement élevé en matière de cohésion sociale politique. La triangulation des résultats du Baromètre avec des données qualitatives indique que la chute de Blaise Compaoré continue d'alimenter un discours d'autonomisation pour les Burkinabés. Les données brutes et les résultats se trouvent dans les tableaux 1, 2 et 3, le rouge indiquant les faiblesses critiques.

TABLEAU 4. REPONSES DE LA DIMENSION SOCIOCULTURELLE PAR ZONE

| Dimension socioculturelle | Kaya, BF | Ouah, BF | Kongou, BF | Koro, ML | Tominian, ML | Ansongo, ML | Ouallam, NI | Makalon di, NI | Ayorou, NI |
|--|----------|----------|------------|----------|--------------|-------------|-------------|----------------|------------|
| Vous vous sentez intégré(e) dans votre communauté | 3,50 | 3,50 | 3,90 | 3,80 | 4,10 | 3,60 | 4,00 | 4,50 | 4,20 |
| Les gens sont acceptés tels qu'ils sont | 3,50 | 3,70 | 3,80 | 3,80 | 3,30 | 3,50 | 3,40 | 3,30 | 4,10 |
| Les générations se respectent entre elles | 3,60 | 3,90 | 3,40 | 4,20 | 4,00 | 3,50 | 2,90 | 3,50 | 3,40 |
| La diversité culturelle est mise au service de la nation | 2,80 | 2,40 | 3,20 | 3,80 | 3,50 | 3,00 | 2,80 | 4,10 | 3,50 |
| Les voisins entretiennent des relations amicales | 3,60 | 3,50 | 3,40 | 4,60 | 4,60 | 4,00 | 3,60 | 3,90 | 3,90 |
| La dignité de chacun est respectée | 3,00 | 2,80 | 2,60 | 3,80 | 3,30 | 3,30 | 3,20 | 3,10 | 4,20 |

TABLEAU 5. DIMENSION ECONOMIQUE DES REPONSES PAR ZONE

| Dimension économique | Kaya, BF | Ouah, BF | Kongou, BF | Koro, ML | Tominian, ML | Ansongo, ML | Ouallam, NI | Makalondi, NI | Ayorou, NI |
|---|----------|----------|------------|----------|--------------|-------------|-------------|---------------|------------|
| Les gens de ma communauté s'aident les uns les autres dans les moments difficiles | 4,22 | 4,20 | 3,60 | 4,20 | 3,80 | 3,90 | 2,80 | 3,80 | 3,60 |
| Les gens ont un accès égal aux moyens de subsistance et aux possibilités d'emploi, peu importe qui ils sont | 2,80 | 3,00 | 3,10 | 3,40 | 3,30 | 2,70 | 2,20 | 2,50 | 2,20 |
| La richesse est gérée équitablement | 1,60 | 2,30 | 2,40 | 2,10 | 1,90 | 2,20 | 1,40 | 1,40 | 1,10 |
| Les conditions de vie sont décentes pour tous | 1,60 | 2,30 | 2,50 | 1,40 | 2,30 | 1,00 | 2,30 | 2,30 | 2,00 |
| Les personnes en difficulté reçoivent de l'aide | 3,40 | 3,00 | 2,90 | 3,10 | 3,80 | 2,30 | 2,50 | 3,10 | 3,20 |
| Le bien-être est garanti pour tous | 2,83 | 3,14 | 2,88 | 2,30 | 2,89 | 1,50 | 2,55 | 2,11 | 1,60 |

TABLEAU 6. DIMENSION POLITIQUE DES REPONSES PAR ZONE

| Dimension politique | Kaya, BF | Ouah, BF | Kongou, BF | Koro, ML | Tominian, ML | Ansongo, ML | Ouallam, NI | Makalondi, NI | Ayorou, NI |
|--|----------|----------|------------|----------|--------------|-------------|-------------|---------------|------------|
| Je suis fier/fière de ma nationalité | 5,00 | 5,00 | 3,89 | 4,90 | 4,60 | 4,40 | 4,00 | 5,00 | 4,70 |
| Les gens de ma nationalité sont unis | 3,00 | 3,30 | 3,20 | 3,20 | 1,80 | 3,20 | 3,30 | 4,20 | 4,10 |
| Chacun a la possibilité de participer au processus politique | 3,90 | 4,10 | 4,00 | 2,10 | 2,80 | 3,50 | 2,80 | 2,80 | 1,90 |
| La légalité est respectée | 4,00 | 3,90 | 3,70 | 2,70 | 3,80 | 2,70 | 2,30 | 2,20 | 1,70 |

| | | | | | | | | | |
|-----------------------------------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| Nous partageons les mêmes valeurs | 3,60 | 2,90 | 2,90 | 2,80 | 3,60 | 3,00 | 2,40 | 4,30 | 3,80 |
| Nous partageons la même histoire | 5,00 | 5,00 | 4,10 | 3,40 | 3,60 | 2,50 | 1,90 | 3,00 | 3,80 |

Dans l'étude du Sahel, deux questions supplémentaires ont été ajoutées au Baromètre ; la première pour évaluer le nombre de personnes qui avaient été recrutées ou qui connaissaient quelqu'un qui avait été recruté par un acteur violent, et la seconde pour évaluer les perceptions des répondants quant à la prudence d'envoyer les enfants à l'école. Ces questions ont été ajoutées pour essayer de comprendre comment le recrutement était généralisé dans certaines communautés spécifiques et pour mieux comprendre l'accès à l'école.

Au Mali, la moitié des répondants (46 %) connaissaient quelqu'un qui avait été recruté ou avaient eux-mêmes été recrutés dans un groupe violent. La majorité des répondants (70 %) avait également le sentiment qu'il n'est pas possible d'envoyer des enfants à l'école.

Au Burkina Faso, plus de la moitié des personnes interrogées ont indiqué qu'elles avaient été recrutées ou qu'elles connaissaient quelqu'un qui avait été recruté dans un groupe violent (87 %). Quelque 20 % des répondants ont mentionné qu'il n'était pas prudent d'envoyer des enfants à l'école.

TABLEAU 7 SUR LES PERCEPTIONS COMMUNAUTAIRES DE LA SECURITE.

| Conflit | Kaya, BF | Ouah, BF | Kongou, BF | Koro, ML | Tomini an, ML | Ansongo, ML | Ouallam, NI | Makalondi, NI | Ayorou, NI |
|--|----------|----------|------------|----------|---------------|-------------|-------------|---------------|------------|
| Au cours des six derniers mois, avez-vous été invité(e) à rejoindre un groupe armé ou quelqu'un que vous connaissez a-t-il été invité à rejoindre un groupe armé ? (groupe d'autodéfense inclus) | 3,60 | 3,10 | 3,00 | 3,00 | 2,30 | 1,80 | 0,40 | 0,40 | 0,30 |
| Il est prudent et possible d'envoyer les enfants à l'école aujourd'hui. | 2,50 | 3,00 | 2,90 | 1,40 | 1,40 | 2,20 | 4,00 | 2,40 | 2,60 |

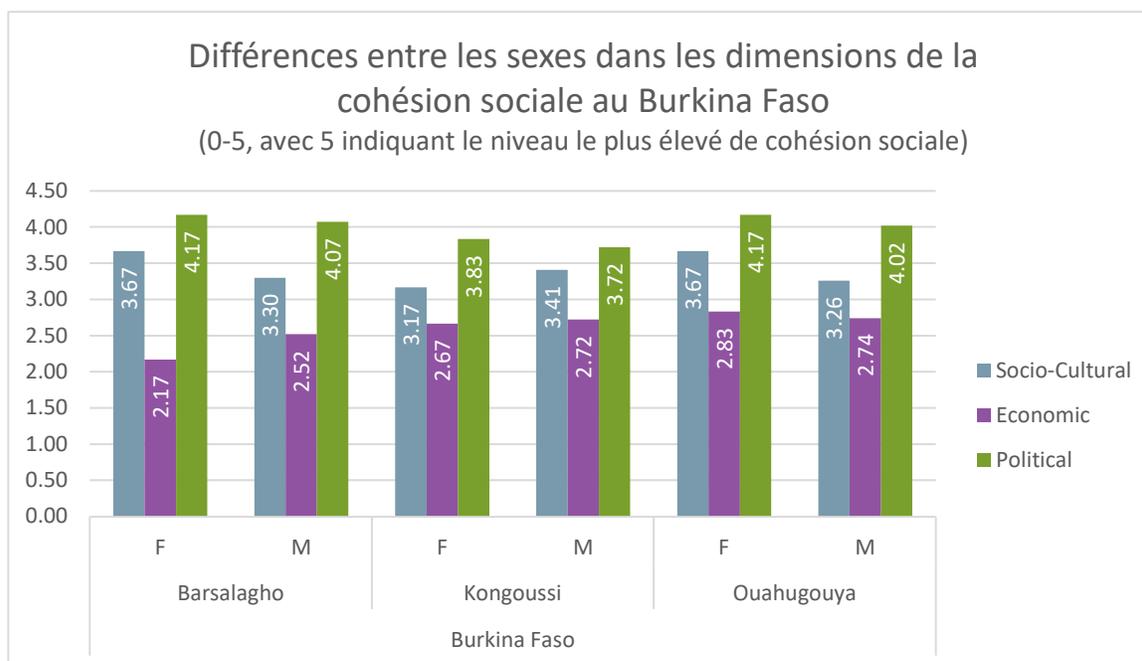
GENRE ET BAROMETRE DE LA COHESION SOCIALE

Le Baromètre de la cohésion sociale a été utilisé pour interroger les membres de la communauté dans chacune des zones d'intervention, mais il a entraîné un suréchantillonnage des hommes en raison de

leur prédominance parmi les dirigeants communautaires et régionaux. En limitant la profondeur de l'analyse, le Baromètre s'est concentré sur les chefs de village, les maires, les préfets et les marchands tout en négligeant largement la participation des agriculteurs ou des éleveurs. L'analyse ayant été effectuée pendant la pandémie de COVID-19, la taille de l'échantillon a été encore limitée aux participants possédant un téléphone mobile et désireux de participer à une enquête téléphonique. Bien que la taille limitée de l'échantillon limite la représentativité des données, des tendances importantes concernant l'accès économique et la représentation politique sont perceptibles. En outre, les résultats ventilés par sexe montrent l'inclusion limitée des femmes dans la gouvernance locale et aux postes de direction. La comparaison des résultats entre les hommes et les femmes est limitée par la faible disponibilité et la participation limitée des femmes, en particulier au Burkina Faso.

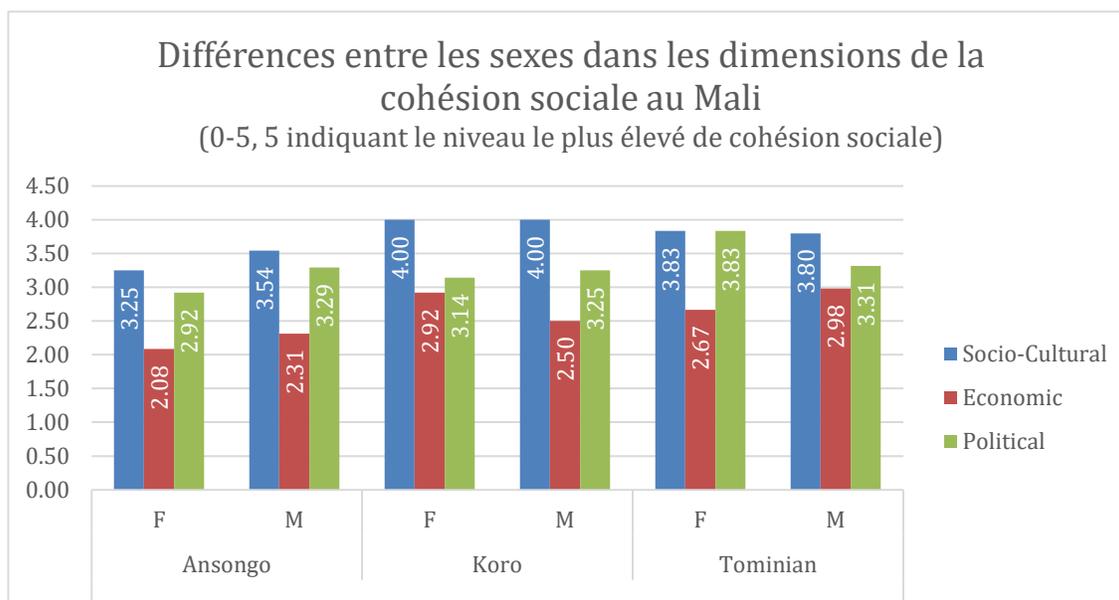
TABLEAU 8. REPARTITION PAR SEXE DES REpondANTS DU BAROMETRE

| Pays | Zone | Femmes | Hommes |
|--------------|-------------|---------------|---------------|
| Burkina Faso | Kaya | 1 | 9 |
| | Kongoussi | 1 | 9 |
| | Ouahigouya | 1 | 9 |
| Mali | Ansongo | 2 | 8 |
| | Koro | 6 | 4 |
| | Tominian | 1 | 9 |
| Niger | Ayorou | 5 | 5 |
| | Ouallam | 4 | 6 |
| | Torodi | 3 | 7 |
| Total | | 24 | 66 |



LES DONNÉES REPRÉSENTENT LES RÉPONSES AU BAROMÈTRE AU BURKINA FASO.

Au Burkina Faso, une seule femme a été interrogée dans chaque zone. Les mesures de cohésion sociale ventilées par sexe étaient difficiles à comparer au Burkina Faso en raison du nombre extrêmement limité de femmes occupant des postes de pouvoir et de direction⁵⁴. Le Baromètre étant principalement administré aux responsables et aux dirigeants traditionnels, les hommes ont été suréchantillonnés. Les



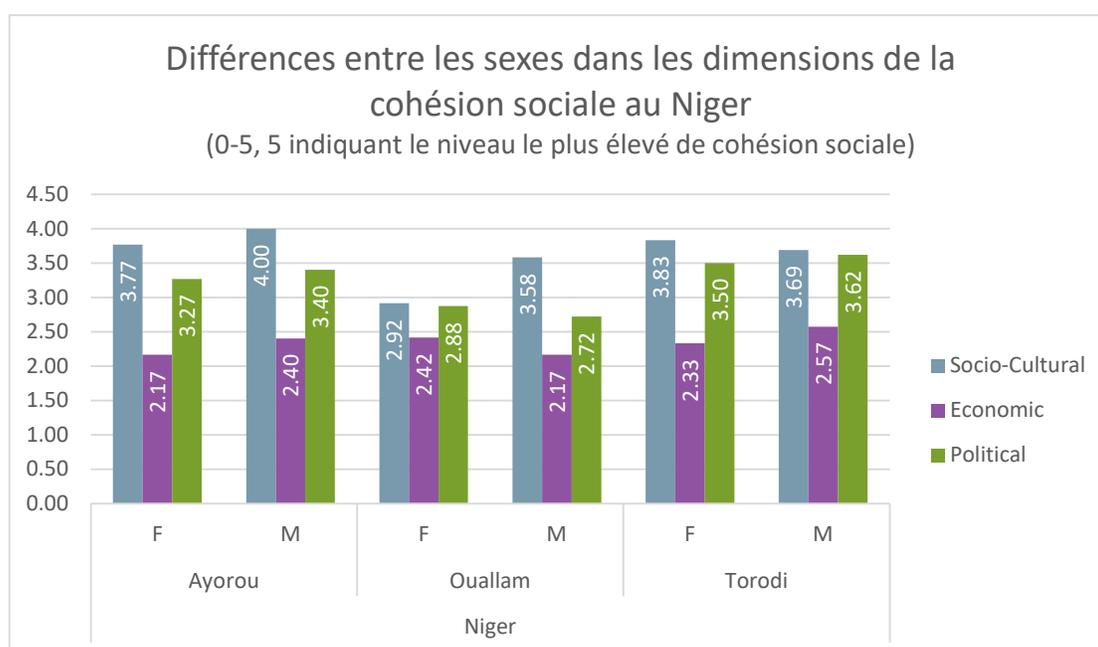
LES DONNÉES REPRÉSENTENT LES RÉPONSES AU BAROMÈTRE AU MALI

⁵⁴Pour cette étude, l'équipe d'évaluation a appliqué le Baromètre à des citoyens ordinaires, mais a suréchantillonné les dirigeants et les titulaires de charge publique.

scores entre hommes et femmes étaient à peu près équivalents, la cohésion sociale politique étant la dimension la plus forte et la dimension économique la plus faible.

Les mesures ventilées par sexe de la cohésion sociale au Mali ont présenté des résultats mitigés. Les hommes et les femmes ont obtenu des scores comparables pour la cohésion culturelle, mais divergent autour des critères politiques et économiques. Les hommes ont largement signalé des niveaux plus élevés de cohésion politique et économique, sauf à Koro, où les femmes ont signalé des niveaux plus élevés de cohésion économique que leurs homologues masculins. À Ansongo, les femmes ont rapporté des scores significativement plus faibles que leurs homologues masculins dans toutes les dimensions. À Tominian, une seule femme était disponible pour consultation.

Les résultats au Niger suivent de près ceux du Mali. La dimension culturelle de la cohésion sociale s'est classée très haut, tandis que la dimension économique était faible. Les scores entre hommes et femmes étaient à peu près équivalents, les hommes percevant des niveaux plus élevés de cohésion sociale dans les trois dimensions.



LES DONNÉES REPRÉSENTENT LES RÉPONSES AU BAROMÈTRE AU NIGER

La taille limitée de l'échantillon a restreint la représentativité des données, mais elle révèle des tendances qui peuvent être triangulées avec les données des discussions de groupe et des entrevues. En particulier, les hommes et les femmes ont considéré la dimension économique de leur cohésion sociale comme la plus faible, et les femmes ont signalé les défis économiques et le manque d'accès aux marchés comme des obstacles majeurs à la paix dans leurs communautés.

| Tendances des dimensions de la cohésion sociale dans l'ensemble de la zone d'intervention | | | |
|---|-------------------------|----------------------|--------------------------|
| | Dimension la plus forte | Dimension moyenne | Dimension la plus faible |
| Burkina Faso | Dimension politique | Dimension culturelle | Dimension économique |
| Mali | Dimension culturelle | Dimension politique | Dimension économique |
| Niger | Dimension culturelle | Dimension politique | Dimension économique |

PROBLÈME

INSÉCURITÉ

L'insécurité a été signalée comme le problème prédominant pour les habitants du triangle frontalier. Malgré les efforts des pouvoirs publics pour assurer le bien-être général, la sécurité et la protection des citoyens et des personnes à l'intérieur de leurs frontières, l'insécurité physique a produit un million de PDIP et des milliers de réfugiés détruit les économies locales et conduit à une forte augmentation des besoins et de la demande d'aide humanitaire. Les participants aux groupes de discussion et aux entretiens ont signalé leur confusion sur la question de savoir qui étaient les auteurs des violences. Au Burkina Faso, une femme au foyer a déclaré : « Le problème c'est que nous ne connaissons pas la raison de cette guerre. Si quelqu'un vous déclare la guerre, mais que vous ne savez pas pourquoi, comment peut-on la résoudre ? »

Le nombre de PDIP ne cesse d'augmenter, en particulier dans les zones rurales où les habitants abandonnent leurs villages en masse et fuient vers les communautés, les villes et les villages voisins. Les organisations d'aide humanitaire manquent de ressources pour répondre aux besoins et trouvent de plus en plus difficile d'accéder aux zones de déplacement en raison de la violence et de la pandémie de COVID-19⁵⁵.

La sécurité représente plus que la protection contre les dommages physiques. Elle inclut l'alimentation, la santé et la sécurité économique et environnementale⁵⁶. L'insécurité dans ces domaines entraîne une baisse du niveau de vie, une détérioration de la santé, une dégradation des perspectives économiques, une augmentation du stress et de l'anxiété face à l'avenir et une hausse de la mortalité. Dans les zones de conflit fréquentes, les économies locales sont paralysées par les attaques d'extrémistes violents, de bandits et d'organisations d'autodéfense, par les sévères restrictions de mouvement des résidents et par les restrictions de travail imposées par l'État sur les marchés. La violence est à la fois une cause de ces autres formes d'insécurité. Comme l'a dit le président d'un conseil régional de la jeunesse au Niger : « la paix n'est pas seulement la fin d'un conflit ; c'est aussi des jeunes protégés et au travail ».

« La paix n'est pas seulement la fin d'un conflit ; c'est aussi des jeunes protégés et au travail ».

Président du conseil régional de la jeunesse, Niger

Malgré l'augmentation des dépenses militaires, la force des armes améliorée la sécurité, comme en témoigne la hausse des attaques violentes depuis 2018⁵⁷. Cette impasse s'explique en partie par le flou entre les auteurs et les victimes de violence. Les groupes ethniques minoritaires, les forces de défense de groupes d'autodéfense sont les auteurs et les victimes de la violence contre les civils. Pour citer un participant à un groupe de

⁵⁵ Alexandra Lamarche. 11 juin 2020. [Mounting Hunger in the Sahel: The Unintended Impact of COVID-19 Prevention](#). Issue Brief. Refugees International.

⁵⁶ Pour un examen de l'importance relative des différentes formes d'insécurité perçues par les communautés locales au Niger, voir CASPA. 2017. *Étude sur la perception de l'insécurité par les populations du Niger*. Niamey : CASPA. Selon 86,8 % des habitants de Tilabéri, l'insécurité alimentaire et économique est la forme la plus grave d'insécurité.

⁵⁷ Cooke, Jennifer G. 15 novembre 2017. [Understanding the G5 Sahel Joint Force: Fighting Terror, Building Regional Security?](#) Washington, D.C: Center for Strategic & International Studies.

discussion, « il n'y a ni bon ni mauvais côtés. Le bon côté d'aujourd'hui sera le mauvais côté demain ».

Les femmes et les enfants sont les plus vulnérables aux conflits violents au Sahel. Les ménages sont attaqués, et les femmes violées, enlevées, abandonnées avec leur famille, sans représentation suffisante dans les instances de pouvoir. Pour les femmes, la paix est un état dans lequel elles peuvent se sentir suffisamment en sécurité pour participer à des activités de marché et envoyer leurs enfants à l'école. Au Burkina Faso, les femmes ont manifesté leur soutien aux groupes d'autodéfense, comme les Koglweogo, mais ont également reconnu que les groupes d'autodéfense pouvaient attirer les attaques violentes. Néanmoins, parce qu'elles ne pouvaient pas compter sur les pouvoirs publics, les femmes ont soutenu ces groupes et les participants masculins de leur famille. Selon une Burkinabée « nous ne savons pas qui est un terroriste ou un criminel. Peut-être qu'ils commencent comme des criminels, mais deviennent des terroristes ». Dans une situation aussi ambiguë, les groupes d'autodéfense sont connus de leurs communautés et sont en plein essor.

Au Mali, les femmes ont déclaré s'appuyer sur des groupes d'autodéfense, comme les Dozos, et les pouvoirs publics pour leur sécurité physique. Même si les femmes pensent que l'État devait assurer la sécurité, elles ont exprimé peu de confiance dans les forces de défense gouvernementales. Les groupes d'autodéfense étant généralement plus petits et moins bien armés qu'au Burkina ou au Mali, les femmes du Niger comptent beaucoup sur l'État pour la sécurité physique et ont une opinion relativement positive des forces de défense gouvernementales. Les participants aux discussions de groupe et les personnes interrogées se sont tous accordés à estimer que le conflit sort désormais du champ d'action des autorités locales et des groupes d'autodéfense, mais ils avaient des niveaux divers de confiance dans la capacité de leurs gouvernements de mettre fin au conflit.

Quand on leur a demandé d'identifier les cibles de la violence, la plupart des femmes burkinabées ont affirmé qu'elles n'en avaient aucune idée. Elles ont indiqué que tout le monde est une cible et risque d'être tué. Une femme a dit : « Je suis sûre qu'il y a des cibles, mais nous ne savons pas qui elles sont, et c'est pourquoi tout le monde fuit. Il est impossible de savoir si c'est vous ou votre voisin ». Au Mali et au Niger, les femmes ont désigné les chefs traditionnels, les griots, les maires et les chefs spirituels comme les cibles d'attaques violentes.

« Nous compatissons à leur douleur et à leur souffrance, mais nous aussi nous manquons de tout. »

Femme burkinabée

ÉCONOMIE

Les discussions de groupe et les enquêtes du Baromètre ont indiqué que l'insuffisance et l'inégalité de l'accès à la richesse, aux moyens de subsistance et aux ressources naturelles détruisaient le tissu social et augmentaient les conflits violents. Tout le monde, des petits agriculteurs aux représentants de l'État, était préoccupé par le manque de perspectives économiques et par l'inégalité de l'accès à l'emploi et aux ressources naturelles.

La plus grande partie des richesses de la sous-région est constituée par l'agriculture de subsistance et le pastoralisme. La disponibilité décroissante des terres arables et des zones de pâturage, la pression démographique et la concurrence pour le contrôle et l'accès aux ressources naturelles ont suscité des animosités latentes entre pasteurs et agriculteurs. La pénurie affecte la capacité des communautés d'accueil à accueillir les personnes déplacées. Une Burkinabée a dit : « Nous compatissons à leur douleur et à leur souffrance [des PDIP], mais nous aussi nous manquons de tout ».

Le manque de terres arables laisse sans travail de nombreux jeunes hommes. Les jeunes pasteurs ruraux pauvres et sans emploi sont les plus enclins à se joindre ou à s'associer à des organisations violentes, des réseaux criminels ou des bandes de bandits pour gagner de l'argent. La quasi-totalité des groupes de discussion a désigné le chômage des jeunes et l'absence de possibilités économiques pour les jeunes

comme les principales cause et conséquence des conflits violents. Le manque d'emplois, de soutien de l'État et d'accès aux ressources économiques nécessaires pour survivre et démarrer une famille, la stigmatisation ethnique et le désespoir poussent les jeunes ruraux sans emploi ou sous-employés à abandonner l'agriculture et à tenter leur chance ailleurs. En outre, la marginalisation politique, économique et sociale de ces jeunes a accru le ressentiment antigouvernemental et en a conduit beaucoup à rejoindre les mouvements extrémistes ou à se tourner vers la criminalité et le crime pour gagner leur vie.

La quasi-totalité des groupes de discussion ont désigné le chômage des jeunes et l'absence de possibilités économiques pour les jeunes comme la principale cause et conséquence des conflits violents.

Les femmes ont désigné les disparités économiques comme la cause fondamentale des conflits au Burkina Faso et au Mali. Les femmes ont estimé que le malaise social découle des mauvaises conditions de vie et d'une répartition inéquitable de la richesse. Une Burkinabée a déclaré que si le pays était riche, les autorités devraient s'assurer que toute la population en profite. « Nous voyons une ou deux personnes profiter de la richesse de notre pays », a-t-elle dit. Les femmes de la région du triangle frontalier ont déclaré que leur accès à la terre était limité malgré les lois progressives sur la propriété foncière adoptées au niveau national. Les femmes occupant des postes de direction locaux ont déclaré que les femmes des villages n'étaient pas assez courageuses pour demander des terres. Toutefois, cette question est rendue sans objet de l'aveu même des femmes selon qui les décideurs ne considéreraient pas sérieusement les demandes de terre de toute façon.

Les femmes craignent également de ne pas pouvoir nourrir leur famille. Elles ont fait remarquer que l'insécurité avait fait doubler les prix du marché. Elles ne pouvaient plus aller chercher en toute sécurité du bois de chauffage dans la forêt et étaient obligées de l'acheter auprès de distributeurs dans les villes. Lorsqu'on leur a demandé de nommer les auteurs de violence, les femmes ont cité les jeunes sans instruction et sans emploi. Elles ont plaidé en faveur de mesures de formation professionnelle et d'insertion à l'emploi, de clubs d'épargne, de microprêts, et d'un suivi et d'un contrôle continu des prestations de ces services.

« Pour moi, la source des conflits est la pauvreté. La plupart des gens vivent dans la pauvreté et la misère. [Peu importe que] vous ayez un travail ou que vous soyez au chômage, vous vivez quand même dans la misère. »

DES REPONSES HUMANITAIRES ET DE DEVELOPPEMENT

L'énormité et l'insuffisance des réponses nationales et internationales. Les communautés ont fait de leur mieux pour fournir aux PDIP des produits alimentaires de base (maïs, huile, riz) et des articles ménagers. Cependant, elles reconnaissent que « les dons ne suffisent pas, et [elles] ne [peuvent] pas tout leur donner »⁵⁸. Les Burkinabées ont reconnu aux autorités nationales le mérite d'avoir fourni de l'aide alimentaire, mais ont déploré le manque d'eau et d'abris. Les femmes au Niger et au Mali ont remercié les ONG locales et internationales pour leurs contributions, mais ont noté le manque d'abris et l'absence de perspectives économiques. Les femmes ont toutes indiqué que la pauvreté endémique est la principale source de conflit. « Pour moi, la source des conflits est la pauvreté. La plupart des gens vivent dans la pauvreté et la misère. [Peu importe que] vous ayez un travail ou que vous soyez au chômage, vous vivez quand même dans la misère »⁵⁹.

⁵⁸ Femme au foyer burkinabée de Kaya décrivant l'incapacité des communautés d'accueil à répondre à tous les besoins des PDIP.

⁵⁹ Jeune Burkinabée décrivant les conflits dans sa communauté.

DEFIANCE CROISSANTE A L'EGARD DES AUTORITES NATIONALES ET PERTE DE LEGITIMITE

Selon les enquêtes Afrobaromètre, la confiance dans les autorités nationales est faible. Ces enquêtes indiquent que la plupart des citoyens préfèrent la démocratie aux systèmes non démocratiques et qu'ils soutiennent fortement la décentralisation et les institutions publiques locales. Le Burkina Faso a enregistré une augmentation de 38 % à 47 % de la perception de « l'offre de démocratie », ce qui reflète des améliorations depuis la chute du président Blaise Compaoré⁶⁰. Mais l'offre de démocratie perçue au Niger et au Mali est passée de 59 % à 27 % au Niger et de 44 % à 28 % au Mali⁶¹. Peut-être plus grave encore, la baisse de la demande de démocratie est passée de 40 % à 23 % au Burkina Faso et de 53 % à 34 % au Niger⁶².

Ce résultat pourrait manifester un cynisme généralisé à l'égard des dirigeants nationaux et indiquer un profond malaise concernant la cohésion sociale verticale. Les discussions de groupe et les entretiens ont confirmé que les citoyens accordent plus de confiance aux autorités locales qu'au pouvoir central. Les lois et les politiques de décentralisation ont été mis en œuvre de manière inégale, et la réticence du sommet de l'État à déléguer le pouvoir a freiné la gouvernance locale démocratique⁶³.

Les femmes des trois pays ont déclaré que seuls leurs gouvernements nationaux avaient la portée et les ressources nécessaires pour gérer les conflits au niveau macro. Cependant, aucune des femmes interrogées ne croyait réaliste de compter sur les autorités nationales. Elles se tournent plutôt vers les dirigeants locaux et les chefs traditionnels pour fournir médiation et secours. Une Burkinabée a dit : « quand il y a un conflit, le chef du village, l'imam et les groupes d'autodéfense interviennent pour résoudre le problème ou servir de médiateurs. Mais la question du terrorisme dépasse leur champ d'action, et c'est donc aux autorités d'intervenir ». Les rapports des répondants suggèrent que l'État intervient souvent trop tard, voire pas du tout, et ne reste pas dans la communauté où le besoin se faisait sentir.

En somme, les répondants des groupes de discussion ont estimé que les autorités et les dirigeants nationaux étaient trop éloignés des réalités des gens et se souciaient peu de leurs besoins et de leurs préoccupations. Les répondants estiment que les inégalités en matière de richesse et de conditions de vie sont généralement reconnues, mais non combattues par les autorités. Les niveaux élevés de corruption, d'impunité, de répartition inéquitable du revenu national et la difficulté à fournir des services de base de qualité et à répondre au chômage des jeunes alimentent les griefs et suscitent un fort ressentiment antigouvernemental. Ce sentiment se manifeste par un manque de confiance dans les structures nationales, y compris les forces militaires.

POPULATION

L'examen de la littérature a mis en évidence l'intersectionnalité de l'identité. Bien que l'origine ethnique et les traits d'identification affectifs soient importants, les personnes ont des identités multiples basées sur l'âge, le sexe, l'histoire familiale, l'affiliation religieuse et le statut socioéconomique. Par exemple, tous les Touaregs ne sont pas des militants cherchant à renverser le gouvernement. La signification de chaque catégorie en tant que composante centrale de l'identité évolue dans le temps, tout comme la perception de ces marqueurs.

Le sexe est apparu comme un indicateur fort concernant la perpétuation de la violence et la victimisation. Les femmes sont souvent les victimes indirectes de la violence et en supportent les effets

⁶⁰ Afrobaromètre. 2016/2018.

⁶¹ Le chiffre officiel pour le Mali a été enregistré avant le coup d'État de 2020 et est probablement inférieur à ce qui est attribué ici.

⁶² Robert Mattes. 2019. *Democracy in Africa: Demand, supply, and the 'dissatisfied democrat'*. Afrobarometer Policy Paper, No. 54, février 2019.

⁶³ Pour en savoir plus sur les politiques et les motivations de la décentralisation, veuillez consulter Boone, Catherine. (2003). *Decentralization As Political Strategy In West Africa*. *Comparative Political Studies - COMP POLIT STUD.* 36. 355-380.

à long terme. Elles sont rarement les autrices de violences physiques, mais elles peuvent perpétuer indirectement la violence. En tant qu'aidants primaires, elles transmettent des préjugés implicites aux enfants ou agissent ouvertement selon des préjugés en favorisant leur groupe dans la concurrence pour les ressources⁶⁴.

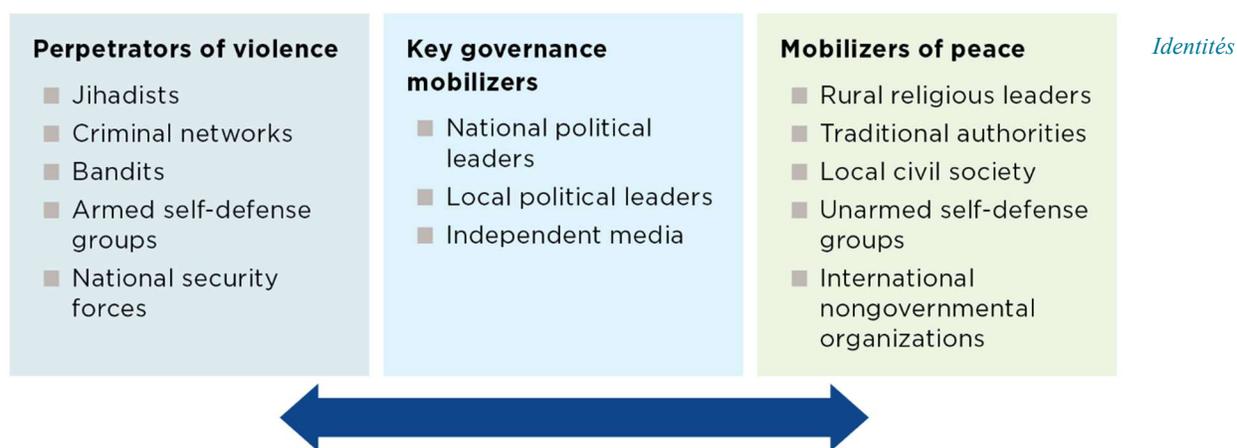
Les discussions de groupe ont confirmé que les femmes sont souvent abandonnées à leur sort après les attaques. Elles doivent faire face à la hausse des prix du marché, acheter du bois chauffage, entretenir les champs et s'occuper des enfants non scolarisés. Les enfants des PDIP doivent s'adapter à de nouveaux milieux et de nouvelles écoles. Ils peuvent être forcés de participer à des activités économiques dangereuses ou illicites ou de travailler pratiquement comme des esclaves dans les mines d'or. Les femmes sont victimes de violences sexistes et peuvent servir d'informatrices pour les groupes violents.

« Le Burkinabé n'est pas un lâche »

Cette étude a révélé que les auteurs de violence peuvent aussi en être les victimes, car toutes les personnes interrogées ont estimé avoir été des victimes à un moment donné. Plus de la moitié des répondants du Baromètre au Burkina Faso (60 %) et au Mali (70 %) ont déclaré qu'on leur avait demandé ou qu'ils connaissaient quelqu'un à qui on avait demandé de rejoindre un groupe violent. Bien qu'ils se disent très fiers de leur identité nationale, les répondants, à l'exception des Burkinabés, avaient le sentiment que leurs compatriotes ne partageaient pas les mêmes valeurs ni la même histoire. Cette constatation illustre l'état précaire de la cohésion sociale horizontale au Mali et au Niger.

Chef burkinabé exprimant sa frustration face à l'incapacité d'identifier un ennemi

L'évaluation a également révélé que les forces militaires et de sécurité nationales peuvent être à l'origine des violences dans certains contextes et mobiliser pour la paix dans d'autres. La difficulté d'identifier les auteurs a été illustrée par un chef burkinabé : « s'ils se battaient face à face, nous serions victorieux. Le Burkinabé n'est pas un lâche ! » Une participante à un groupe de discussion a insisté sur le fait que la confusion sur l'identité des attaquants avait poussé les gens à ne plus faire confiance à leurs voisins. « C'est particulièrement vrai quand quelqu'un vous aborde ; vous n'avez aucune idée de la manière de vous comporter avec les autres. »



concurrentes. Les classifications reflétées ici sont des généralisations ; elles peuvent changer en fonction du contexte.

⁶⁴ Pour une analyse approfondie de la dynamique de genre dans le conflit malien, voir Lackenbaure H, Lindell M et Ingerstad G. novembre 2015. « *If our men won't fight, we will. A Gendered Analysis of the Armed Conflict in Northern Mali.* » FOI-R-4121-SE.

AUTEURS DE VIOLENCE

JIHADISTES ET GROUPES ARMES NON ETATIQUES⁶⁵

En raison de la faiblesse de la présence et de l'autorité de l'État dans la zone du triangle frontalier, les groupes armés non étatiques (GANE) et les groupes extrémistes sont apparus comme des auteurs identifiants de violence. Les GANE incluent des milices ethniques, des groupes d'autodéfense, des réseaux criminels et des bandits bien financés. Ce qui est déroutant, c'est que les milices ethniques et les groupes d'autodéfense prétendent être les protecteurs de leurs communautés et un rempart contre les extrémistes violents, les groupes ethniques hostiles et le banditisme. Les organisations extrémistes dirigées par des Sahéliens, comme Ansarul Islam, Ansar al Din, Katibat Macina et Jama'at Nusrat al-Islam wa al-Muslimeen (JNIM) prospèrent en exploitant le ressentiment antigouvernemental et les conflits interethniques et intercommunautaires. Ils se propagent en offrant une protection aux communautés vulnérables tout en promouvant leurs propres programmes.

En s'étendant vers le sud à partir du triangle frontalier, les groupes extrémistes cherchent à conquérir un territoire en attaquant les communautés locales et les forces militaires gouvernementales, ce qui force les fonctionnaires et les responsables locaux à fuir. Ils attirent également de nouvelles recrues en leur offrant des salaires élevés. Cette tactique de recrutement visait particulièrement les Peuls et les Touaregs. Malgré les récents progrès, les extrémistes n'ont pas le soutien populaire et les troupes nécessaires pour contrôler et occuper le Sahel. Convertir les populations locales aux versions salafistes de l'islam et appeler à un califat islamiste avec la charia est impopulaire et suscite de grandes résistances chez les dirigeants locaux. Pour cette raison, les groupes extrémistes appartiennent à l'appartenance ethnique d'un dirigeant local, les dirigeants communautaires, qui sont souvent des imams ou des enseignants, et quand ils parviennent à les faire fuir, contraignent et manipulent la population pour qu'elle leur obéisse et commette des actes de violence.

Les affiliés nord-africains (AQIM) et sahéliens de l'État islamique (ISIS) et d'Al-Qaïda originaires du Moyen-Orient constituent les principaux groupes extrémistes opérant au Sahel. Les extrémistes embrassent une idéologie d'exclusion affirmant la supériorité de l'islam sur toutes les autres religions et leur obligation de créer des califats islamistes par l'intimidation, la conquête et les conversions forcées si nécessaire pour parvenir à un ordre mondial islamique. L'un des événements importants des cinq dernières années a été la localisation des dirigeants et des mouvements jihadistes et le déclin des influences nord-africaines et arabes dans la prise de décision sur le terrain⁶⁶.

Les groupes extrémistes sahéliens sont principalement dirigés par des nobles, des personnes nées de familles respectées ou riches, ou par des chefs spirituels formés dans des institutions religieuses nord-africaines et du Moyen-Orient. Depuis 2015, les groupes sahéliens (Ansarul Islam et Katibat Macina) dirigés par des Peuls et des Touaregs (Ansar al Din) ont intensifié leurs opérations dans la région du triangle frontalier entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger. Leur succès repose sur la création d'un

⁶⁵ Pour une description des principaux groupes extrémistes violents, d'autodéfense et rebelles maliens, voir Andrew Lebovich. 19 mai 2019. [Mapping Armed Groups in Mali and the Sahel](#). European Council on Foreign Relations.

⁶⁶ Abdel Droukdel, le dirigeant algérien d'AQIM, un grand extrémiste violent non sahélien, a été tué au cours d'une opération commando française en juin 2020.

no man's land qui leur sert de base d'opérations et de zone de transit pour l'expansion vers le sud⁶⁷. Surtout, l'appartenance ethnique d'un dirigeant extrémiste ne signifie pas qu'il représente les objectifs et les intérêts d'un groupe ethnique spécifique ni qu'il bénéficie du large soutien des membres du groupe auquel il s'identifie.

Les extrémistes violents ciblent les fonctionnaires, les enseignants, les responsables militaires, les institutions chrétiennes, les chefs traditionnels et les dirigeants musulmans modérés, et tuent sans distinction des hommes, des femmes et des enfants pour démontrer leur pouvoir et l'incapacité de l'État à les protéger. Ces activités ont considérablement réduit la présence de l'État et des services publics dans le triangle frontalier et transformé des centaines de milliers de villageois terrorisés fuyant la violence en PDIP et en réfugiés, laissant des portions de territoire de plus en plus grandes sous le contrôle de violents extrémistes⁶⁸.

Les principaux atouts des extrémistes sont leur expérience militaire, leur armement et leurs ressources. Au niveau local, ils peuvent se financer eux-mêmes en contrôlant les mines d'or et les axes de contrebande et de trafic illicite de drogue, d'armes et d'êtres humains qui traversent le Sahara. Le recrutement de nouveaux combattants et de nouveaux alliés repose sur la capacité à offrir des rétributions financières et à exploiter les griefs communautaires et le ressentiment antigouvernemental. En offrant leur protection, ils s'attirent la faveur des Peuls, des Touaregs et d'autres minorités marginalisées menacées par les bandits, les groupes d'autodéfense et l'État⁶⁹.

Cependant, les mouvements extrémistes ne sont pas unis et sont déchirés par de fréquentes querelles internes pour le pouvoir. Leur idéologie et leurs pratiques religieuses répugnent à la plupart des musulmans du Sahel. Ainsi, faute de soutien populaire, ils ont recours à la violence pour diviser et contrôler. Ces tactiques de guerre différentes répandent la peur et leur permettent de subjuguier les populations. Elles sont aussi beaucoup plus difficiles à combattre par les forces traditionnelles de l'État, contribuant ainsi à la persistance de ces groupes malgré les disparités en termes d'effectifs.

RESEAUX CRIMINELS ET BANDITISME

Les routes commerciales transsahariennes abritent des réseaux criminels majeurs et de nombreux réseaux mineurs⁷⁰. Les membres des réseaux criminels les plus connus viennent des nomades touaregs, toubous et arabes du Sahara, vaste espace non contrôlé et non gouverné. Les extrémistes violents et les mouvements rebelles ont également organisé des réseaux criminels au Sahara et ont fait du désert leur sanctuaire. Sous la direction de Muammar Kadhafi, la Libye était la principale destination du trafic d'êtres humains, de drogue et d'armes. Les Nord-Africains et les Arabes contrôlaient une grande partie du trafic de drogue. Après la chute de Kadhafi, les Toubous se sont emparés de grandes quantités d'armes et sont devenus d'importants marchands d'armes. La région d'Agadez, au Niger, est devenue une aire de lancement importante pour le trafic d'êtres humains et la migration africaine de masse vers l'Europe à travers la Libye.

Jusqu'à une date récente, le transport de migrants était une source d'emplois pour les jeunes, notamment les Touaregs. Les changements dans les politiques de migration régionale ont privé ces groupes de sources de revenus et en ont poussé beaucoup vers le banditisme et la vente de drogues et d'armes. L'augmentation de la consommation de drogue a à son tour alimenté le

⁶⁷ International Crisis Group. 20 décembre 2019. [The Risk of Jihadist Contagion in West Africa](#), Briefing No. 149, Africa. Voir aussi Africa Center for Strategic Studies. 18 janvier 2020. [Threat from African Militant Islamist Groups Expanding, Diversifying](#). Infographic.

⁶⁸ Le Burkina Faso a le plus souffert de ces fuites de villageois de leurs foyers. Alexandra LaMarche. 11 février 2020. [Burkina Faso and the Sahel's New Frontline: Responding to the World's Fastest Growing Displacement Crisis](#). Field Report. Refugees International.

⁶⁹ Pour en savoir plus sur les tactiques des extrémistes violents dans cette région, voir Ammour, Laurence-Aïda. 26 février 2020. [How Violent Extremist Groups Exploit Intercommunal Conflicts in the Sahel](#). *Spotlight*. Africa Center for Strategic Studies.

⁷⁰ USAID. Novembre 2014. *Niger: Conflict and Crime Assessment* (Washington: USAID).

International Alert, Sustainable Approaches to Organized Crime in Mali and the Sahel, 14 novembre 2014.

banditisme, tandis que des armes bon marché et accessibles ont permis à de petits opérateurs de passer de la délinquance à la défense locale en vendant leur protection aux communautés. La concurrence pour le contrôle de divers aspects du lucratif commerce saharien a déclenché de violents conflits entre divers groupes, y compris de grandes organisations d'autodéfense. Pour plusieurs raisons (absence de police et d'État, complicité de fonctionnaires corrompus et détérioration des conditions économiques), la demande de biens illicites, y compris d'êtres humains, va continuer à se renforcer.

« Il n'y a pas de gagnants dans un conflit où chaque camp fait du tort à l'autre. »

Ancien, Mali

GROUPES D'AUTODEFENSE

La prolifération de la violence extrémiste et du banditisme généralisé a donné naissance à un nouveau type de groupe d'autodéfense qui diffère des polices villageoises traditionnelles, peu nombreuses, luttant contre la petite délinquance et les vols de bétail. Le but de celles-ci était de restituer aux propriétaires ce qui leur avait été volé et d'imposer une amende au voleur pour couvrir les coûts du maintien de l'ordre. Mais nombre de ces nouveaux groupes d'autodéfense sont lourdement armés et prêts à prendre des mesures de représailles contre d'autres villages et groupes ethniques afin de punir les personnes accusées de soutenir les extrémistes, de chasser les concurrents pour le contrôle des terres et des ressources naturelles et de régler de vieux comptes. Les groupes d'autodéfense ne cessent d'augmenter, car certains États comme le Burkina Faso adoptent des politiques qui leur donnent des moyens et les entraînent⁷¹. Ailleurs, les groupes d'autodéfense incluent les chasseurs dogons traditionnellement associés à la police de l'environnement local, les groupes dominants (Mossis, Djermas, Bambaras), les groupes minoritaires (Peuls, Touaregs), les agriculteurs et les pasteurs, et les membres de mêmes groupes ethniques se battant⁷²entre eux. Parfois, les groupes dominants attaquent les Touaregs et les Peuls, avec la complicité de l'État et de l'armée⁷³. À propos de l'importance des groupes d'autodéfense nouvellement formés ou « reconfigurés », un aîné malien a déclaré : « il n'y a pas de gagnants dans un conflit où chaque camp fait du tort à l'autre. »

LES MOUVEMENTS AUTONOMISTES DIRIGES PAR LES TOUAREGS AU MALI ET AU NIGER

Les rébellions touarègues déstabilisent le Sahel depuis des décennies. Les Touaregs sont devenus des citoyens marginalisés de plusieurs États-nations (Algérie, Niger, Mali et Burkina Faso) au début des années 1960. Depuis toujours, les Touaregs pratiquent une forme libérale d'islam non arabisé. Ils ont résisté à la domination française et après l'indépendance, ont lutté pour l'autonomie et ont résisté aux efforts du régime de Modibo Keita pour supprimer l'esclavage et réformer leur système politique et social hiérarchique, dirigé par des nobles et basé sur la caste. Ils ont d'abord mené la guerre contre le régime de Keita au Mali et plus tard contre les gouvernements nationaux au Mali et au Niger pendant les années 1990, au nom de l'autodétermination, en vue d'obtenir davantage d'autonomie pour les eux-mêmes et pour

⁷¹ En janvier 2020, le Parlement du Burkina Faso a adopté une nouvelle loi instituant des volontaires pour la défense de la patrie afin de repousser les attaques contre les villages qui forçaient des dizaines de milliers de personnes à fuir. D'un autre côté, le Mali a annoncé la dissolution des groupes d'autodéfense.

⁷² Le groupe d'autodéfense dogon le plus connu est Dan Na Ambassagou, qui opère dans les régions de Mopti au Mali, connu sous le nom de pays dogon. Les responsables maliens croient que ce groupe fortement militarisé est responsable de massacres de Peuls à Ogassadou qui ont fait plus de 100 morts le 23 mars 2019.

⁷³ En janvier 2019, des groupes d'autodéfense koglwéogous ont attaqué des villages peuls autour de Yirdou dans le Centre-Nord. Pour plus de détails sur l'attaque contre les Peuls, par des terroristes, des groupes d'autodéfense mossis et l'armée, voir Sophia Douce. 4 février 2019. Au Burkina Faso, les Peuls sont victimes d'un délit de faciès. *Le Monde*.

d'autres groupes nomades. En 2012, un certain nombre de groupes rebelles touaregs associés au Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA) ont uni leurs forces avec des mouvements extrémistes algériens et ont pris le contrôle d'une grande partie du nord du Mali. Les extrémistes ont trahi le MNLA et ont créé dans cette région un État islamiste éphémère. Le MNLA a ensuite uni ses forces avec la France pour mettre fin à l'avancée des extrémistes et démanteler l'État islamiste. Bien que le MNLA et le gouvernement malien aient signé un accord de paix en 2015, celui-ci n'a pas été pleinement appliqué ou accepté par toutes les parties au sein des deux groupes.

Bien que suffisamment forte et résiliente pour se maintenir sur le territoire du Nord, l'autonomie touarègue a été affaiblie par des querelles internes pour le pouvoir, par des différends dans la position du mouvement sur l'autonomie et la collaboration avec le gouvernement national du Mali et par la montée de mouvements parallèles menés par des Touaregs opposés au gouvernement et à une région touarègue autonome et laïque.

FORCES MILITAIRES ET DE SECURITE NATIONALES

Les forces militaires et de sécurité au Mali, au Niger et au Burkina Faso sont les principales actrices de la violence au Sahel. Elles défendent la souveraineté nationale, s'opposent aux attaques des forces extrémistes et rebelles et perpètrent des violences et des exécutions sommaires contre les communautés et les groupes ethniques minoritaires. Ces attaques sont en représailles pour des sympathies ou une collaboration présumées avec des extrémistes ou des rebelles.

Au Burkina Faso, le démantèlement de la Force de sécurité présidentielle de Compaoré, l'unité antiterroriste la mieux équipée et la mieux formée du pays, a affaibli la capacité de l'armée à combattre les extrémistes⁷⁴. Au Mali, l'échec du président Amadou Toumani Touré à soutenir adéquatement l'armée dans la lutte contre les extrémistes violents et les groupes séparatistes armés touaregs a conduit au coup d'État qui l'a évincé et au retrait de l'armée des principaux champs de bataille. Au Niger, le ministère de la Défense a détourné des dizaines de millions de dollars des forces de défense de son pays vers des politiciens et des hommes d'affaires affiliés au parti au pouvoir. Les dirigeants politiques nationaux suppriment les informations sur les atrocités commises par l'État pour masquer leur incapacité à équiper correctement l'armée.

Les répondants des groupes de discussion des groupes ethniques majoritaires au Mali étaient plus favorables à l'armée que ceux des groupes minoritaires interrogés⁷⁵. Ils ont aussi apporté un soutien plus marqué au gouvernement dans sa lutte contre les extrémistes et les groupes armés et ont honoré les sacrifices des forces de l'État. Toutes origines ethniques confondues, les hommes adultes des groupes de discussion ont souligné la nécessité d'un dialogue plus approfondi entre les communautés locales et les forces de sécurité pour réduire les tensions avec les forces militaires et de sécurité.

Les représailles militaires contre des groupes ethniques ou communautaires sont principalement motivées par la frustration, la colère et le désir de venger des pertes. Mais ces opérations ont des effets dévastateurs sur les économies locales. En raison de leur prétendue collaboration avec les extrémistes, les Peuls sont les principales cibles des forces militaires et de sécurité. Les communautés touarègues et peules sont principalement ciblées au Mali, mais ces groupes constituent des minorités importantes au Burkina Faso et au Niger. Dans la région du triangle frontalier, en particulier entre le Burkina Faso et le Niger, le ressentiment contre l'armée grandit. Les attaques de l'armée contre les Peuls, les

⁷⁴ Bettina Engels. Political Transition in Burkina Faso: The Fall of Blaise Compaore. *Governance in Africa*, (2) 1, (2015) 1-6.

⁷⁵ Pour les perspectives de la minorité peule au Mali, voir Mana Farooghi et Louisa Waugh. Décembre 2016. ['They treat us all like Jihadis': Looking beyond violent extremism to building peace in Mali](#). International Alert.

déplacements massifs de populations au nom de la lutte contre les extrémistes, ainsi que l'instauration du couvre-feu et d'autres restrictions sur la liberté de mouvement et le commerce transfrontalier ont dressé les populations locales contre les forces armées nationales⁷⁶.

PRINCIPAUX MOBILISATEURS POUR LA GOUVERNANCE

DIRIGEANTS POLITIQUES NATIONAUX

L'ancien président du Mali, Ibrahim Boubacar Keïta, et l'actuel président du Niger, Mahamadou Issoufou, appartiennent à la même classe politique qui a émergé au milieu des années 1990 lors des élections multipartites. Élu en 2015, Roch Marc Christian Kaboré du Burkina Faso était un des ministres du président Compaoré avant de rejoindre les rangs l'opposition. Ces trois candidats se sont présentés et ont remporté les élections en tant que candidats réformistes⁷⁷, mais sont devenus de plus en plus impopulaires, en particulier dans la zone pauvre du triangle frontalier.

Leur principale force vient de systèmes clientélistes extrêmement puissants, peu régulés, qui leur donnent la capacité de récompenser leurs partisans, de punir les dissidents, d'obtenir le ralliement de l'opposition et de déployer des forces militaires et de sécurité. Ils contrôlent les leviers de l'aide publique et des services administratifs, mais ils gouvernent avec un mélange de corruption, de favoritisme, de clientélisme et de répression politique⁷⁸.

PARTIS POLITIQUES NATIONAUX

Les partis politiques nationaux conservent leur importance en tant que mobilisateurs clés, car ils fournissent une structure pour la participation aux élections nationales et locales, donnent aux citoyens la possibilité de choisir des candidats et offrent des récompenses à leurs élus et à leurs partisans. Ils constituent également une base politique pour ceux qui aspirent à un haut poste politique. Leur base de soutien est composée d'amis, de familles, de groupes ethniques et de communautés locales. Leurs griefs reflètent le sentiment qu'eux-mêmes, leurs partisans politiques et leurs électeurs ne reçoivent pas leur juste part du butin politique. Ils utilisent parfois la violence contre leurs rivaux pour briser les manifestations et les rassemblements de campagnes et pour empêcher les électeurs de voter.

L'une des principales plaintes des populations rurales est que les partis au niveau national ne sont visibles que lors des campagnes électorales, font de vaines promesses et disparaissent jusqu'aux élections suivantes. Les politiciens agissent comme des protecteurs et des dirigeants néopatrimoniaux plutôt que comme les représentants de leurs électeurs. Bien que les responsables politiques locaux, comme les maires, appartiennent également à des partis politiques nationaux, ils sont souvent considérés comme neutres ou impartiaux une fois au pouvoir. Les participants aux groupes de discussion ont déclaré à l'unanimité que les

⁷⁶ International Crisis Group. 12 juin 2018. [The Niger-Mali Border: Subordinating Military Action to a Political Strategy](#). Report 281, Africa.

⁷⁷ Pour plus d'informations sur l'évolution de la politique malienne jusqu'au coup d'État de 2012, voir Grégory Chauzal et Thibault van Damme. 2014. [The Roots of Mali's Conflict: Moving beyond the 2012 Crisis](#). The Hague: Clingendael Institute.

⁷⁸ Devermont, Judd. 6 décembre 2019. Politics at the Heart of the Crisis in the Sahel. Washington, D.C: Center for Strategic and International Studies.

fonctionnaires locaux étaient indépendants des partis politiques, malgré leur appartenance à un parti.

MEDIAS, ONG DE DEFENSE DES DROITS DE L'HOMME ET MOUVEMENTS CITOYENS

Contrôlés par l'État au Mali, au Niger et au Burkina Faso, les médias servent le président et son programme politique. Cette évaluation a mis en lumière la censure des informations provenant des fronts de guerre au nom de la sécurité, ainsi que le bâillonnement des critiques du gouvernement qui osaient dénoncer les violations des droits de l'homme commises par les forces de défense et l'incapacité à équiper correctement les soldats. Les médias d'État décrivent les attaques comme perpétrées par des « groupes non identifiés ». Il est difficile de savoir si cette étiquette indique l'état de la situation concernant les échecs des services de renseignement ou si elle représente une forme d'apaisement. En dépit de leurs ressources limitées, les stations de radio communautaires rendent compte de la crise avec plus de précision.

« Je suis prêt à rejoindre n'importe quel groupe pour apporter la paix, parce que la paix n'a aucun prix. »

Les mouvements citoyens au niveau national représentent des plateformes de changement, car ils dépendent peu du financement externe et sont réceptifs à une plus grande participation des jeunes et des femmes à la prise de décisions. Ces mouvements offrent des alternatives aux sociétés rurales sahéliennes traditionnelles, avec leurs hiérarchies sociales et leur définition des rôles des genres dominés par des décideurs masculins plus âgés. Ce qui est peut-être surprenant c'est que les réformateurs des zones urbaines éduqués en Occident et les autorités traditionnelles montrent des signes de dialogue et de collaboration pour lutter contre l'extrémisme violent et pour construire des sociétés plus socialement justes, mettant en harmonie les valeurs anciennes et nouvelles.

MOBILISATEURS POUR LA CONSTRUCTION DE LA PAIX ET LA COHESION SOCIALE

Les discussions de groupe et les entretiens dans la région du triangle frontalier ont indiqué que les chefs spirituels et les autorités traditionnelles étaient favorables aux activités de construction de la paix, tout comme les femmes, les commerçants, les agriculteurs et les pasteurs. Les principaux agents de la cohésion sociale et les traditions et pratiques centenaires appelant à la tolérance religieuse et au respect de toutes les religions prévalent toujours parmi les musulmans et les autorités religieuses traditionnelles ainsi que les clergés catholique et protestant.

LES CHEFS SPIRITUELS

La plupart des chefs spirituels interrogés dans les zones de conflit rurales étaient des imams et des maîtres coraniques possédant divers degrés d'éducation formelle. Les chefs de village nomment souvent les imams ou sont eux-mêmes des imams. Presque tous les répondants se sont décrits comme musulmans plutôt que comme membres d'une confrérie soufie ou d'une dénomination spécifique. Leur principal objectif était d'améliorer la connaissance des valeurs morales et des pratiques de l'islam dans leur communauté. Ils étaient appuyés financièrement par les contributions des parents de leurs élèves. Les imams et les maîtres coraniques ne s'opposaient pas à ce que les enfants des villages soient scolarisés dans des écoles françaises. Ils accueillaient des filles musulmanes dans les écoles coraniques et donnaient souvent des cours particuliers à de jeunes mères musulmanes. Certains étaient disposés à autoriser les femmes à hériter ou à recevoir des terres, mais moins que ce que reçoivent les enfants de sexe masculin. Il

était rare qu'ils expriment des griefs et semblaient satisfaits du niveau de respect que le gouvernement montre à la foi islamique. Les imams ont dit qu'ils intervenaient régulièrement pour arbitrer des différends en matière de mariage ou d'héritage. Les chefs spirituels ruraux n'ont pas décrit les extrémistes violents par leur idéologie religieuse et n'avaient aucun respect pour les croyances ou des organisations extrémistes. Ils ont presque tous approuvé avec enthousiasme l'idée du dialogue interreligieux et de la construction de la paix, mais peu ont eu des contacts avec des chrétiens ou des personnes d'autres confessions. Un discours coranique malien a déclaré : « je suis prêt à rejoindre n'importe quel groupe pour apporter la paix, parce que la paix n'a aucun prix ».

Les dirigeants traditionnels existent à tous les niveaux de la société, du village aux capitales. Ils se considèrent comme des gardiens de la paix et des promoteurs de la prospérité et dont le rôle repose sur des modes de gouvernance, des divisions du travail et des mécanismes de résolution des conflits précoloniaux.

Au niveau national, au Burkina Faso, la plupart des dirigeants musulmans, catholiques et protestants, ainsi que des dirigeants des religions traditionnelles africaines, condamnent la violence extrémiste et soutiennent la poursuite des vieilles traditions de respect et d'acceptation du pluralisme religieux de leur pays. La Conférence épiscopale du Burkina Faso et du Niger est particulièrement active dans la promotion de la paix intercommunautaire, de la bonne gouvernance et du développement équitable.

À Niamey, au Niger, une jeune génération de prédicateurs musulmans fait la promotion d'une forme moins rigide d'islam auprès d'étudiants et de jeunes citadins sans emploi. Ce sont des prédicateurs qui portent des casquettes de baseball, qui font du sport, qui parlent la langue des jeunes urbains et qui acceptent les femmes qui ont reçu une éducation occidentale. Peu d'entre eux se sont rendus en Afrique du Nord ou au Moyen-Orient pour leur formation religieuse. Beaucoup de leurs disciples ont obtenu leur diplôme de l'université Abdou-Moumouni⁷⁹.

Chérif Ousmane Madani Haïdara, actuel président du Haut conseil islamique (HCI) au Mali, est devenu un guide spirituel non orthodoxe qui offre une alternative aux versions wahhabites et salafistes de l'islam⁸⁰. Son principal rival est Mahmoud Dicko, son prédécesseur au HCI et défenseur d'une forme moins rigide de la doctrine wahhabite. Les deux hommes ont appelé à l'unité nationale et à la paix tout en condamnant les violences interethniques, la stigmatisation et les massacres de Peuls.

Les dirigeants musulmans comme Haïdara et Dicko comptent énormément d'adeptes et sont des acteurs clés de la politique nationale malienne. Ils ont tous les deux soutenu la candidature d'Ibrahim Boubacar Keïta (IBK) à la présidence lors des élections nationales de 2018, ce qui l'a aidé à remporter plus de 90 % des voix. Leur influence reflète la vague croissante d'islamisation au Mali. Dicko a conduit le mouvement des organisations de la société civile et politiques visant à pousser IBK à la démission⁸¹. Comme Dicko, Haïdara a attaqué IBK pour la corruption, le népotisme et l'incapacité du gouvernement à mettre fin à la violence dans le centre du Mali, mais il s'est opposé aux pressions pour obtenir la démission de Keita au motif qu'elles étaient une source de division qui sapait les institutions nationales.

AUTORITES TRADITIONNELLES

⁷⁹ Abdoulaye Sounay. [Salifa Youth on Campus in Niamey, Niger: Moral Motives, Political Ends](#). In *What Politics: Youth and Political Engagement in Africa*. 2018. Édité par Elina Oinas, Henri Onodera et Leena Suupaa. Brill, 209-229. https://doi.org/10.1163/9789004356368_014.

⁸⁰ Voir Gilles Holder. Chérif Ousmane Madani Haïdara and the Islamic Movement Ansar Dine: A Popular Reformism in Search of Autonomy. *Cahiers d'études africaines*, Vol. 206-207, No.2, 2012, 389-425. Le mouvement Ansar Dine de Haïdara a des adeptes dans d'autres pays.

⁸¹ Dicko a organisé et conduit des manifestations massives à Bamako en juin et en juillet 2020.

Les gouvernements nationaux sahéliens reconnaissent de plus en plus les autorités traditionnelles comme médiatrices des conflits et des piliers de la cohésion sociale. Le tableau ci-dessous met en évidence la présence des dirigeants traditionnels à tous les niveaux de la société, du village aux capitales. Ces rôles ont une importance historique et comblent le fossé du pouvoir dans les communautés qui sont très éloignées des autorités centralisées de l'État. Ils se considèrent comme des gardiens de la paix et des promoteurs de la prospérité et font remonter leur rôle aux modes de gouvernance précoloniaux, aux divisions du travail et aux mécanismes de résolution des conflits⁸². Ces rôles existent encore, mais ont été déçus de toute autorité légitime, car leurs responsabilités ont été transférées à des États centralisés. Malgré cela, les communautés rurales continuent de se tourner vers ces dirigeants pour obtenir conseils et sécurité. Il est à noter que les hommes occupent tous les postes. Les femmes bénéficient des avantages de ces postes par leur association avec les hommes.

TABLEAU 9. LA DIVISION DU POUVOIR DANS LES COMMUNAUTES SAHELIENNES TRADITIONNELLES

| Pouvoir administratif | Pouvoir basé sur les ressources | Pouvoir basé sur le savoir | Pouvoir basé sur la religion | Pouvoir historique |
|--|--|--|-------------------------------------|--------------------------------------|
| Chef de village avec les 5-15 conseillers villageois de la population générale | Chef de terre | Conteur traditionnel ou griot | Imams et prédicateurs | Familles fondatrices |
| Chef de faction (pour les peuples nomades) avec les conseillers de faction | Chef des eaux | Chasseurs et guérisseurs traditionnels | Pasteurs | Branches familiales ou tribus nobles |
| Chef de quartier (en milieu urbain) avec des conseillers de quartier | Chef des pâturages | Syndicats (confréries traditionnelles, y compris forgerons, tisserands et cordonniers) | Prêtres | Nobles et notables |
| | Chef des forêts | Chefs spirituels | | |
| | | Juges religieux | | |

⁸² Le tableau est basé sur : Institut d'études sur le développement. *Étude de cas 4 : autorités traditionnelles et religieuses dans la gouvernance locale au Mali* (Berne/Bamako: IDS, octobre - décembre 2015), p. 14.

Le fossé grandissant entre les générations a encore affaibli la cohésion sociale, car les autorités traditionnelles se plaignent que les jeunes ne comprennent plus les techniques traditionnelles de résolution des conflits utilisées pour prévenir, atténuer et mettre fin à la violence. La popularité et l'autorité des chefs traditionnels reposent en partie sur la reconnaissance de leur légitimité fondée sur le consentement ancestral, une grande confiance dans leur intégrité, le fait que la plupart s'efforcent d'éviter la politique partisane, leur réputation d'équité dans l'attribution des terres, leur efficacité démontrée dans la médiation des conflits et leur souci du bien-être des communautés locales. Les faiblesses qui limitent leur influence en tant qu'artisans de la paix et que piliers de la cohésion sociale sont notamment la concurrence violente pour la succession, l'écart entre les générations et les différences culturelles marquées entre les jeunes urbains et les chefs concernant les modes de vie, les valeurs et les modes de communication, la participation à la politique partisane, leur incapacité à protéger leurs villages contre les attaques des groupes armés non étatiques et l'érosion de leur autorité d'allouer des terres. Les autorités traditionnelles sont les plus faibles au Mali central en raison de la présence de puissants d'autodéfense et extrémistes et des lois de décentralisation qui ont privé une grande partie de leur pouvoir de contrôler l'allocation des terres dans leur domaine.

PROCESSUS

FACTEURS D'ESCALADE DES CONFLITS

Concurrence des extrémistes violents et des réseaux criminels pour le contrôle des routes commerciales transsahariennes et la « djihadisation du banditisme »

La littérature sur le banditisme et la criminalité dans la sous-région révèle que la concurrence pour le contrôle des routes commerciales lucratives transsahariennes a créé une collaboration opportuniste et précaire entre les extrémistes violents, les réseaux criminels et les bandits. La montée des milices ethniques lourdement armées et des organisations d'autodéfense a également favorisé la propagation de la violence.

gouvernements
extrémistes. De
à croire que parce
des effectifs, des
pour renverser
disparaîtront de
partagé par les
manque de
ce rapport, la
commerciales

certaines à rejoindre
développement,
ethniques et

Les autorités traditionnelles sont les plus faibles

au Mali central en raison de la présence de puissants d'autodéfense et des

alliances de réseaux de décentralisation qui ont privé une grande partie de leur pouvoir de contrôler

l'allocation des terres dans leur domaine.

extrémistes
devises fortes aux
échange, les

Cependant, les succès militaires occasionnels des nationaux et de leurs alliés ont fait reculer les tels progrès sont temporaires et incitent certains que les radicaux ne disposent apparemment pas ressources et du soutien populaire nécessaires l'ordre établi, ils seront un jour vaincus ou leurs bastions actuels. Ce point de vue n'est pas communautés évaluées dans cette analyse et crédibilité. Comme nous l'avons noté ailleurs dans concurrence pour le contrôle des routes illicites et lucratives transsahariennes a incité les réseaux criminels et favorisé leur justifié les groupes d'autodéfense et les milices alimenté la corruption à grande et petite échelle.

du banditisme »⁸³ basée sur la collaboration et les circonstance entre les mouvements djihadistes, criminels et les bandits locaux a également violence. De manière symbiotique, les violents ont fourni des armes lourdes et des réseaux criminels et aux bandits locaux. En criminels et les bandits ont fourni des

⁸³ Heni Nsaibia. 17 janvier 2019. [Insecurity in Southwestern Burkina Faso in the Context of an Expanding Insurgency](#). ACLED.

renseignements, de la logistique et des troupes aux En dépit des pertes parfois lourdes, les extrémistes sont montrés résilients. Ils ont mis à profit leurs avec des alliés de circonstance pour se ressaisir et nouvelles attaques.

Réponses sécuritaires

La priorité accordée aux solutions militaires à la lutte terrorisme s'est révélée inefficace et a aggravé les conflits. Les forces militaires et de sécurité n'ont pas mesure de vaincre les mouvements rebelles luttant l'autonomie au Mali ni les extrémistes violents dans frontalier. Les échecs qui ont résulté ont exposé les militaires nationales aux reproches suivants :

- Les militaires estiment que les gouvernements leur ont pas fourni suffisamment d'entraînement, d'armes, de matériel et de vêtements de protection pour affronter et vaincre l'ennemi. Au Mali, ces griefs ont précipité le coup d'État militaire de 2012 et le retrait des troupes du nord et du centre du Mali.
- Les forces de défense ont le sentiment que des fonds importants destinés à soutenir leurs efforts ont été détournés par des fonctionnaires et des hommes d'affaires corrompus. Un exemple en est le récent scandale résultant d'un audit du ministère de la Défense du Niger qui a révélé des irrégularités financières⁸⁴.
- Les forces de défense se sentent harcelées par les organisations de surveillance comme les groupes de défense des droits de l'homme qui affirment que les forces de défense tuent des innocents.
- Les forces de défense ont subi d'importantes pertes à la suite d'attaques menées par des groupes armés non étatiques. Elles cherchent à se venger en attaquant les villages et les groupes de Peuls ou de Touaregs qu'elles accusent d'avoir collaboré avec des groupes armés non étatiques.

Ces griefs sont souvent partagés par les habitants qui déplorent le peu de soutien que leur gouvernement accorda à l'armée et qui apprécient peu les accusations lancées par les groupes extérieurs de défense des droits de l'homme selon lesquelles l'armée viole les droits de l'homme en remplissant son devoir de combattre « l'ennemi ».

Les actions des forces de défense ont également suscité un peu partout des plaintes, de la colère et un ressentiment antigouvernemental, en particulier de la part des populations vivant dans des zones de conflit intense :

- Les communautés ont le sentiment que l'armée a fui au lieu de rester sur place pour combattre l'ennemi.
- Les communautés estiment que les forces de sécurité arrivent trop tard. Comme l'a dit un des répondants : « C'est comme le médecin se rendant au chevet du malade après qu'il est déjà mort ! ».

extrémistes.
violents se
organiser de
ces idées
La triangulation entre les sources de
données primaires et secondaires
indique clairement que les pasteurs sont
les plus grands perdants dans ce conflit
en raison de leur statut minoritaire et
des politiques gouvernementales
favorisant les agriculteurs.
contre le
griefs et les
été en
pour
le triangle
forces

⁸⁴ New Africa Daily. 2020. [In Niger, a Defense Audit Could Weaken the President](#). 26 mars 2020.

- Les communautés estiment que les restrictions sur la liberté de mouvement, le déplacement imposé par l'État aux populations laissées sans hébergement et sans nourriture et la fermeture de frontières détruisent les moyens de subsistance et les économies locales tout en poussant les jeunes à rejoindre les extrémistes violents ou à devenir des bandits.
- Des Peuls et des Touaregs innocents éprouvent de l'amertume quand on les traite de djihadistes, qu'ils sont battus et arrêtés. Ils ont vu leurs villages détruits et leur population tuée par les forces militaires et de sécurité au nom de la lutte contre les extrémistes violents.

Conflits sur le contrôle et l'accès à la terre et à d'autres ressources naturelles

Les entretiens ont confirmé que la lutte pour le contrôle des terres et des zones de pâturage est la principale cause de conflit entre agriculteurs et pasteurs et a intensifié les conflits ethniques sanglants entre les deux groupes. Les deux parties ont des griefs à présenter quand on leur demande, mais la triangulation entre les sources de données primaires et secondaires indique clairement que les pasteurs sont les plus grands perdants dans ce conflit en raison de leur statut minoritaire et des politiques gouvernementales favorisant les agriculteurs. Les jeunes ruraux sans emploi mécontents du manque de perspectives économiques et de l'exclusion politique, sociale et économique sont les plus enclins à rejoindre les extrémistes violents, les réseaux criminels et les milices ethniques militantes.

Le contrôle de la terre et l'accès à la richesse restent des enjeux majeurs pour les femmes du Sahel. Bien que les lois nationales autorisent les femmes à posséder la terre, certaines autorités locales sont toujours réticentes à l'idée d'accorder des terres aux femmes. Pourtant, certains hommes sont prêts à partager leurs terres avec des femmes, parce qu'ils reconnaissent qu'ils n'ont pas assez de main-d'œuvre masculine pour cultiver l'exploitation familiale. Le nombre de femmes travaillant dans les champs a donc augmenté, mais elles ne possèdent pas nécessairement de terres. La question est encore compliquée du fait que les hommes sont tués, kidnappés ou forcés de fuir leur communauté. Quand la terre appartient aux hommes, comment leurs épouses peuvent-elles accéder légalement à la terre à l'avenir ? Une conseillère a déclaré : « nous devons faire tout notre possible pour qu'une femme qui demande l'accès à la terre l'obtienne réellement ». L'accès à la richesse permet aux femmes de s'occuper de leur famille tout en contribuant à la santé et à la vitalité des communautés locales.

Les régimes fonciers continuent d'être source de conflits dans la région en raison de l'application sporadique des politiques nationales qui entrent en conflit avec des méthodes traditionnelles ou locales de gestion des ressources⁸⁵. Un chef burkinabé a déclaré que, comme la terre est si rare, « aucun être humain ne doit oublier d'être reconnaissant du peu de choses que nous avons ». Ce sentiment remet en question les progrès réalisés par les femmes en tant que propriétaires fonciers, car les décideurs

Les régimes fonciers continuent d'être source de conflits dans la région en raison de l'application sporadique des politiques nationales qui entrent en conflit avec des méthodes traditionnelles ou locales de gestion des ressources

⁸⁵ Par l'intermédiaire du Comité technique pour la terre et le développement, l'Agence française de développement (AFD) a réalisé de nombreuses études sur les questions de régime foncier et a appuyé la réforme du régime foncier en Afrique sahélo-saharienne. Pour des exemples, voir AFD, *Different Strategies and procedures to formalize rural land rights*, mars 2018, *Opportunités et défis d'une approche par les communs de la terre et des ressources qu'elles portent*, septembre 2017 et *Investissement dans l'agriculture familiale d'Afrique sub-saharienne, sécurité foncière et formalisation des droits*, février 2018. Pour les relations entre les questions de régime foncier et la politique, voir Catherine Boone. 2014. *Property and Political Order in Africa: Land Rights and the Structure of Politics*. (New York: Cambridge University Press). Voir aussi Elinor Ostrom. 1990. *Governing the Commons: The Evolution of Institutions for Collective Action* (New York: Cambridge University Press).

peuvent encore en limiter l'accès en fonction de la rareté, sans rapport avec leurs véritables sentiments sur la question de savoir si les femmes devraient ou non y avoir accès.

La région du triangle frontalier est le principal théâtre de conflits violents liés à la pénurie de ressources. Les Nigériens affirment que les voleurs de bétail viennent du Mali et du Burkina Faso, les Burkinabés affirment qu'ils viennent du Mali et du Niger. Les deux sont vrais, car les voleurs de bétail sont généralement nomades. Au Niger, les agriculteurs djermas et songhais se battent contre les pasteurs peuls et touaregs, les pasteurs peuls aussi avec les Touaregs. Les griefs des pasteurs se multiplient à mesure que les agriculteurs pénètrent dans leurs pâturages traditionnels. Les griefs des agriculteurs se font plus nombreux lorsque les pasteurs causent des dommages à leurs cultures vivrières et à leurs fourrages. Ces griefs ont déclenché la création d'organisations d'autodéfense villageoises dont le principal objectif est de protéger leur contrôle et leur accès à la terre, aux zones de pâturage et aux points d'eau dont ils se croient les propriétaires et les gérants.

L'autre source importante de grief qui suscite un ressentiment antigouvernemental au Niger est l'octroi par l'État de terres et de contrôle sur le pétrole, ainsi que sur les ressources minières d'uranium et d'or aux investisseurs extérieurs. Les mines de pétrole et d'uranium génèrent peu d'emplois pour les habitants de ces régions, alors qu'elles polluent souvent les sources d'eau locales. Les griefs ont donné lieu à de violentes manifestations antigouvernementales. L'extraction de l'or est particulièrement préjudiciable à des milliers de pauvres sans terre qui cherchent à tirer un revenu modeste de l'extraction artisanale de l'or⁸⁶. Dans les zones aurifères, de violents conflits surgissent au sujet de la concurrence pour accéder à des sites spécifiques et les exploiter.

L'exploitation aurifère fournit également aux groupes armés une source supplémentaire de financement⁸⁷. Les extrémistes violents offrent de protéger les entreprises minières formelles et informelles, tandis que de nombreux jeunes luttent pour subsister dans une économie minière artisanale dominée par les intermédiaires et les acheteurs étrangers.

Échec de la mise en œuvre complète de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali de 2015⁸⁸

L'effondrement de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali de 2015 est le résultat des divisions au sein du groupe touareg et de résistances au sein du gouvernement malien et dans la population, qui croyaient qu'une trop grande autonomie avait été accordée au nord détenu par les Touaregs. Les divisions entre les signataires rebelles arabes et touaregs et en leur sein ont conduit au retrait de la *coordination des mouvements de l'Azawad* (CMA) dirigée par des Arabes et alimenté les combats dans la région nord du Mali. En dépit de leur exigence d'un rôle plus important dans les négociations et la mise en œuvre de la paix, les associations de femmes maliennes ont été exclues⁸⁹. Les affrontements entre les Touaregs progouvernementaux et le MNLA se sont poursuivis jusqu'à présent. L'un des principaux groupes de la coalition qui négocie avec le gouvernement est le GATIA, groupe d'autodéfense touareg

⁸⁶ Hermann Konkobo et Issaka Sawadogo. 2020. Exploitation minière artisanale et semi-mécanisée de l'or au Burkina Faso. *Glocon Country Report Series*, No. 5, février 2020. L'étude relève 39 postes différents liés aux opérations d'extraction de l'or au Burkina Faso, qui fournissent des milliers d'emplois aux hommes et aux femmes dans la région du Centre-Nord.

⁸⁷ International Crisis Group. 13 novembre 2019. [Getting a Grip on Central Sahel's Gold Rush. Africa Report No. 282.](#)

⁸⁸ International Crisis Group. 1er mars 2017. [The Sahel: Mali's Crumbling Peace Process and the Spreading Jihadist Threat.](#)

⁸⁹ Jenny Lorentzen. 2 février 2017. *Women and the Peace Process in Mali*. GPS Policy Brief, 2. Oslo: PRIO.

dirigé par El Hadj Ag Gamou. Le GATIA a rejoint les forces françaises, mais a été accusé de banditisme, d'intimidation et de meurtre de civils⁹⁰.

Au Niger, les rebelles touaregs sous la direction de Mohamed Anacko ont conclu la paix avec le gouvernement, qui a à son tour nommé un Premier ministre touareg et institué des réformes qui cèdent aux Touaregs le contrôle de l'administration locale dans le nord⁹¹. Le régime d'Issoufou a également nommé Anacko haut-commissaire pour la consolidation de la paix. Contrairement au Mali, les Touaregs du Niger, qui sont répartis dans tout le pays, n'ont pas exigé l'autonomie.

Les Maliennes continuent de soutenir les systèmes de gouvernance des villages par le biais de leurs associations et des liens de leurs maris. Elles utilisent ces canaux pour gagner de l'influence et faire entendre leur voix dans les affaires civiques. La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) cherche à créer un observatoire indépendant des femmes pour surveiller la mise en œuvre des accords de paix de 2015.

FACTEURS CONTRIBUANT A LA PAIX ET A LA COHESION SOCIALE

Réseaux religieux de construction de la paix et collaboration interconfessionnelle

L'évaluation a révélé que les chefs traditionnels et spirituels étaient les champions de la cohésion communautaire et de la construction de la paix et qu'ils s'opposaient à l'extrémisme violent et dénonçaient la mauvaise gouvernance. Dans les discussions de groupe, les membres de la communauté ont dit faire confiance aux autorités traditionnelles et aux chefs spirituels, ainsi qu'à la médiation des conflits et aux pratiques traditionnelles. Les chefs spirituels de la région du triangle frontalier ont affirmé leur attachement à la paix et ont reconnu le rôle que la collaboration interconfessionnelle pourrait jouer pour renforcer l'unité et la cohésion sociale dans la sous-région.

Au niveau national, les responsables musulmans, catholiques et protestants, ainsi que les chefs des religions traditionnelles africaines, condamnent systématiquement la violence extrémiste et soutiennent des traditions de tolérance et de pluralisme religieux établies de longue date. Au Burkina Faso, le Moro Naba, le chef traditionnel du plus grand groupe ethnique du pays, s'est joint aux chefs spirituels nationaux pour signer un appel à la paix et à la fin de la violence. Le réseau de construction de paix en Afrique de l'Ouest (WANEP) regroupe plusieurs organisations religieuses catholiques et protestantes de la société civile qui œuvrent pour la paix, la justice et les droits de l'homme au Burkina Faso. Ces chefs religieux et confessionnels travaillent tous en faveur de la paix, mais ils ne coordonnent pas nécessairement leurs efforts.

Le Haut conseil musulman du Mali a vigoureusement condamné le terrorisme, la violence intercommunautaire et la discrimination ethnique. Chérif Ousmane Madani Haïdara, le partisan le plus populaire et le plus franc de la collaboration interreligieuse au Mali, a récemment été honoré par le gouvernement burkinabé pour son travail en faveur de la paix et de la stabilité au Sahel. Contrairement à Mahmoud Dicko, son rival religieux wahhabite, il travaille en étroite collaboration avec les chefs spirituels en faveur de la paix, l'harmonie interconfessionnelle et la réforme politique au Mali⁹². Au Niger, grâce aux efforts de Mama Kiota⁹³, le centre spirituel tijânî de Kiota est devenu un modèle de

⁹⁰ Andrew Lebovich. mai 2019. [Mapping Armed Groups in Mali and the Sahel](#). Ce rapport contient une description détaillée des principales organisations qui participent à la lutte et à la paix.

⁹¹ Pour plus de détails sur les rébellions touarègues au Niger sous différents régimes politiques, voir International Crisis Group. 19 septembre 2013. Niger : un autre maillon faible dans le Sahel ? Africa Report No. 208. Vois aussi USAID. 14 novembre 2014. *Assessment of the Risk of Violent Extremism in Niger*. Washington, DC: USAID.

⁹² Somaila T Diarra. 10 février 2020. Chérif Ousmane Madani Haïdara : « Il n'y a pas de contrainte dans la religion. » *Le Républicain*. Chérif Haïdara a des liens étroits avec certains chefs spirituels au Burkina Faso, qui l'a honoré pour son travail en faveur de la paix dans la région.

⁹³ Mama Kiota est la dirigeante d'un mouvement de femmes musulmanes soufies au Niger, à qui l'Université Tufts a décerné le prix Global Humanitarian Citizen en 2018 pour son action au côté des femmes et parce qu'elle incarne un modèle d'engagement pour la tolérance, la paix et la cohésion sociale dans le monde musulman. Pour plus d'informations sur la consolidation de la paix au Niger, voir Aminatou Daouda Hainikoye. 2016. *Courants islamiques et consolidation de la paix au Niger*. Niamey : USAID.

collaboration interreligieuse. Ce centre attire diverses traditions musulmanes, des catholiques nigériens, des protestants et des adeptes de religions africaines traditionnelles ainsi que des membres de différentes communautés ethniques sahéliennes qui vivent et travaillent ensemble en harmonie à Kiota.

Résilience des mécanismes traditionnels de médiation des conflits et de cohésion sociale

Comme nous l'avons dit plus haut, les institutions traditionnelles sahéliennes sont menacées, mais elles font preuve d'une grande résilience. Les chefs sont appelés à entendre les griefs et à résoudre les conflits et, dans certains cas, ont des sites Web et des groupes de défense pour renforcer leur autorité et promouvoir la bonne gouvernance, la cohésion sociale et la paix.

Les associations de femmes villageoises participent activement à la paix au sein des familles, à l'éducation des enfants et à la médiation des conflits internes et communautaires. Au niveau national, les associations de femmes pour la paix, en particulier au Mali et au Niger, plaident pour une législation sur l'égalité des sexes. En 1991, les femmes urbaines ont contribué à la chute de Moussa Traoré au Mali et à celle de Blaise Compaoré au Burkina Faso en 2014. Les mécanismes traditionnels de gestion des conflits incluent :

- **Parentés à plaisanteries.** Il s'agit d'échanges d'insultes entre les membres de différents groupes ethniques et de différentes catégories sociales, et sont largement utilisés pour désamorcer les tensions. Ces insultes mutuelles s'accompagnent de l'obligation de ne pas porter atteinte à l'autre personne ou groupe. Au Mali, certains artisans de la paix suggèrent que les Dogons renouent avec leurs vieilles traditions de parentés à plaisanteries avec les Peuls⁹⁴. Les chefs traditionnels rencontrés au cours de l'évaluation ont indiqué leur désir de ressusciter les parentés à plaisanteries entre les jeunes ruraux et urbains, qui ne connaissent plus la tradition.
- **Médiation traditionnelle.** Les membres de différents groupes ethniques ou au sein du même groupe ethnique sont désignés comme conciliateurs pour arbitrer les conflits. Par exemple, les *rugga* étaient des conciliateurs peuls qui arbitraient les conflits au sein des communautés pastorales de Peuls. Les forgerons interviennent dans les conflits conjugaux.
- **Gestion du patrimoine naturel.** Les chefs de différentes catégories socioéconomiques (agriculteurs, pêcheurs, chasseurs, pasteurs) interviennent dans les conflits qui surviennent sur leurs terres, dans leurs eaux, dans les forêts et sur leurs zones de pâturage. Ils tiennent également des consultations pour déterminer l'accès au patrimoine naturel et sa gestion.
- **Traditions de réconciliation.** Faire la paix en tendant la main, en présentant des excuses et en demandant pardon à l'autre partie dans le conflit a été évoqué par de nombreux participants aux discussions de groupe et aux entretiens dans les zones de conflit intense. Cette tradition est une caractéristique majeure de la résolution des différends entre agriculteurs et pasteurs. Elle a été suivie en Afrique du Sud pour promouvoir la réconciliation entre les races et au Rwanda entre Tutsis et Hutus.
- **Griots.** Les griots sont des chanteurs, des musiciens, des historiens et des chanteurs de louanges dans les sociétés sahéliennes traditionnelles. Aujourd'hui, de nombreux descendants de griots utilisent des styles traditionnels et modernes de chant (reggae et hip-hop) pour faire passer des messages en faveur de la tolérance, la paix, la démocratie, la bonne gouvernance et du respect des valeurs traditionnelles. Le Balai citoyen fondé par Sams'K Le Jah et le rappeur Serge Bambara dit « Smockey » a mobilisé les jeunes et les femmes pour évincer Blaise Compaoré. Ils font tous les deux partie d'un réseau croissant de chanteurs et de musiciens influents qui promeuvent la paix et la démocratie dans toute l'Afrique.

⁹⁴ Sy, Ousmane, Ambroise Dakouo et Kadar Traoré. 2016. *National Dialogue in Mali: Lessons from the 1991 National Conference of National Understanding*, Berghof Foundation.

Réduire l'écart politique et culturel entre les générations. Les chefs traditionnels sont plus ouverts au changement, plus enclins à entendre la voix des jeunes et des femmes et à leur apporter leur soutien dans la prise de décisions. Malgré cela, les jeunes et surtout les femmes ne représentent qu'un faible pourcentage de tous les conseils locaux. Au niveau national, les jeunes urbains sont devenus hostiles à l'égard de la classe politique vieillissante et corrompue qui gouverne leur pays. À Niamey, une jeune génération de prédicateurs musulmans s'efforce de nouer le dialogue avec les étudiants en colère et les jeunes pauvres et sans emploi. Ils parlent la langue des jeunes et s'habillent comme eux. Ils appellent à des réformes politiques et économiques, à la non-violence et à une meilleure compréhension des valeurs islamiques pacifiques

FACTEURS DECLENCHANTS

La fragilité des États sahéliens laisse peu de place à l'erreur en ce qui concerne la protection humaine, les besoins fondamentaux, la restauration des terres dégradées et la sécurité des moyens d'existence. Les événements et les incidents susceptibles de déclencher de nouvelles violences pourraient aussi conduire à une escalade des réponses armées et accroître l'insécurité et le chaos dans les États côtiers voisins. L'évaluation attire l'attention sur les points suivants :

- La propagation potentielle de la pandémie de COVID-19 et les réponses gouvernementales ;
- La junte malienne, qui pourrait prolonger le régime militaire ;
- Des élections potentiellement entachées d'irrégularités qui pourraient déclencher des manifestations de masse ;
- Des chocs d'origine climatique ;
- La fusion de groupes extrémistes et d'autres GANE en une coalition armée contre les États nationaux ;
- L'effondrement d'un État qui pourrait nécessiter des interventions internationales à grande échelle.

TENDANCES

L'évaluation fait observer que les réponses armées n'ont pas réduit la violence de façon générale au Sahel. Le G5 et ses alliés ont remporté des victoires limitées contre des groupes armés et des bandits. La tendance est à l'augmentation du soutien militaire et de l'intervention des puissances étrangères : France, États-Unis et Allemagne. Elles ont réussi à protéger les grandes zones urbaines et certaines villes rurales. Si cette tendance se maintient, il est possible que les groupes violents organisés reculent, mais la fragilité de l'État pourrait encore éroder la prestation de services et donner un nouvel élan aux groupes violents. Les collectivités et les gouvernements devront trouver des moyens de gérer les conflits de manière fiable.

Les répondants continuent de penser qu'on ne les écoute pas et qu'on fait bon marché de leurs intérêts. Les répondants ont dit manquer de confiance dans les systèmes politiques. Le schéma dominant d'élections entachées d'irrégularités pourrait faire pencher la balance vers une recrudescence de la violence et de la terreur à l'occasion des élections présidentielles qui se tiendront en 2020 au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Niger et au Ghana. Les coupes budgétaires dans les programmes de développement et d'aide humanitaire feront peser des contraintes supplémentaires sur les gouvernements nationaux et les sociétés civiles de ces trois pays. Un manque manifeste de capacité à répondre aux questions de développement et d'aide humanitaire risque d'avoir pour conséquence la poursuite de la propagation des conflits violents dans le sud, ce qui expose les États côtiers. Le flux

d'armes dans la sous-région est une tendance depuis des décennies et a fait monter les enjeux, les conflits et les affrontements devenant de plus en plus sanglants et violents⁹⁵.

TRAJECTOIRES

En se fondant sur les tendances actuelles, l'équipe d'évaluation a anticipé trois scénarios : pire scénario, maintien du statu quo et meilleur scénario. Tous ces scénarios sont affectés par les récents événements qui se sont déroulés au Mali. Le meilleur scénario dépend notamment du transfert accru du pouvoir et des ressources aux zones rurales ainsi que de la pleine participation des femmes et des jeunes aux questions de gouvernance et de gestion des ressources.

DÉTÉRIORATION DE LA SITUATION ACTUELLE

1. Le gouvernement malien est renversé par un coup d'État et les militaires se maintiennent au pouvoir⁹⁶ ;
2. L'échec de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali de 2015 permet aux groupes violents de rester actifs ;
3. Des manifestations nationales dans un ou plusieurs pays deviennent impossibles à maîtriser, et les preuves d'assassinats extrajudiciaires parrainés par le gouvernement poussent un plus grand nombre de civils à rejoindre les GANE ;
4. Des groupes violents se servent du Mali comme base de départ pour infiltrer les pays voisins ;
5. Al-Qaïda, l'État islamique et le crime organisé continuent d'étendre leur emprise sur les terres et les ressources ;
6. Les réponses militarisées à l'extrémisme donnent une ampleur accrue à la violence et aux conflits ;
7. Le dialogue interethnique et interreligieux est mis à mal par les organisations extrémistes et la radicalisation du clergé musulman conservateur.

PROGRÈS MODÉRÉS

1. Le Mali rencontre des difficultés persistantes pour mettre en œuvre l'Accord pour la paix et la réconciliation ;
2. Les campagnes militaires mettent un frein aux attaques extrémistes et améliorent la sécurité ;
3. Les personnes déplacées retournent chez elles, mais les femmes et les jeunes restent exclues des affaires civiques ;
4. La société civile devient plus robuste, mais les gouvernements du Mali et du Niger s'en prennent aux libertés fondamentales et aux droits civils ;
5. Les affrontements entre pasteurs et agriculteurs deviennent moins insolubles, car des mécanismes traditionnels de résolution des conflits sont invoqués ;
6. Le dialogue entre les gouvernements nationaux et les GANE porte ses fruits ; les forces armées nationales deviennent plus professionnelles et inclusives, mais les attaques se poursuivent ;
7. La mobilisation et la collaboration interreligieuses renforcent la responsabilité de l'État.

MEILLEUR CAS

⁹⁵L'accès à l'armement est financé par la participation de groupes violents à des marchés et à des activités illicites. Assanvo, Williams et Dakono, Baba (2019) « Violent Extremism, organized crime, and local conflicts in Liptako-Gourma. » Institute For Security Studies.

⁹⁶Ce scénario s'est concrétisé, car ce rapport a été mis sous presse en septembre 2020.

1. Le Mali met en œuvre l'Accord pour la paix et la réconciliation de 2015 et installe un gouvernement qui renforce le contrat social avec tous les groupes ethniques ;
2. Les extrémistes violents ne représentent plus une menace majeure grâce aux interventions globales des forces de sécurité associées à des programmes de développement solides et à des investissements dans le secteur privé ;
3. La gouvernance équitable du patrimoine naturel prévaut (par exemple, les pâturages, les points d'eau, les ressources forestières). De nouvelles technologies sont adoptées pour mettre en valeur les pâturages, les terres agricoles marginales et les ressources forestières ;
4. La pression de la société civile et des artisans de la paix interreligieux aboutit à des réformes majeures et à une direction politique responsable. Les élections sont libres et équitables. Les recettes provenant des industries extractives financent les services publics de base ;
5. Les gouvernements transfèrent davantage de ressources humaines et financières aux collectivités locales tout en faisant participer les jeunes et les femmes ;
6. Les liens transfrontaliers entre pays limitrophes se resserrent sur la base d'intérêts mutuels et de la mise en commun de ressources économiques et de sécurité.

NUANCES POUR CHAQUE PAYS

MALI

L'effondrement du régime de Kadhafi en 2011 a déclenché la crise actuelle au Sahel, quand des milliers de mercenaires touaregs lourdement armés sont retournés au Mali pour soutenir la rébellion touarègue dirigée par le MNLA en 2012 dans le but de créer l'État indépendant d'Azawad dans le nord du Mali. La rébellion touarègue de 2012 a été renforcée par une alliance initiale entre les organisations djihadistes et le MNLA. Les rebelles ont pris le contrôle de la plus grande partie du nord du Mali, mais des groupes djihadistes arabes et algériens, ainsi qu'un nouveau groupe djihadiste dirigé par des Touaregs avec leur tête Iyad Ag Ghaly ont écarté le MNLA et établi un État islamiste. La défaite des forces de sécurité maliennes a provoqué un coup d'État et une érosion de la présence de l'État dans le nord et le centre du Mali⁹⁷.

L'intervention militaire française de 2012 et les forces du MNLA ont vaincu les djihadistes, démantelé l'État islamiste, repoussé les djihadistes vers la frontière algérienne et permis aux rebelles touaregs de contrôler Kidal. Malgré la signature de l'Accord pour la paix et la réconciliation de 2015, les luttes intestines entre les différents groupes touaregs pro-indépendance et progouvernement et les groupes djihadistes dirigés par des Touaregs, associées à une forte hostilité de certains cercles gouvernementaux à l'égard des Touaregs, ont retardé un règlement concernant le degré d'autonomie à accorder. Bien que les conflits violents aient considérablement diminué à Kidal, comme en témoigne le petit nombre de PDIP dans cette région, le principal lieu de conflit s'est déplacé vers le centre du Mali, en particulier dans la région du triangle frontalier. L'État islamique et les réseaux organisés ont exploité les griefs historiques et la vacance du pouvoir et ont profité de l'ambiguïté et des faux-fuyants. Leurs actions ont entraîné la prolifération de l'autodéfense et de la criminalité.

Comme on l'a indiqué plus haut, le président du Mali Ibrahim Boubacar Keïta a été renversé par un coup d'État en août 2020. Mahmoud Dicko, imam influent et modéré, avait mené les manifestations anti-IBK. Les forces de sécurité ont tenté de réprimer la dissension en utilisant la force brute. L'ampleur et la ferveur des manifestations ont toutefois révélé la gravité des facteurs de stress sous-jacents : chômage, corruption et chocs naturels tels que les sécheresses. Les conflits violents du côté malien du triangle

⁹⁷ Pour plus de détails sur les dangers d'un processus de paix dans l'impasse, voir International Crisis Group: *Mali : Réformer ou rechuter*, Africa Report No. 210, 10 janvier 2014 ; *Mali : Dernière chance à Alger*. Briefing No. 104, 18 novembre 2014 et *Mali : la paix à marche forcée*. Africa Report No. 226, 22 mai 2015. Voir aussi International Crisis Group. 2008. [The Niger/Mali Border: Subordinating Military Action to a Political Strategy](#).

frontalier présentent d'importantes différences avec la dynamique des conflits du côté du Niger et du Burkina Faso :

- Les organisations d'autodéfense, les milices ethniques et les réseaux criminels sont plus lourdement armés ;
- Les milices et les groupes ethniques d'autodéfense (songhaïs, bambaras et dogons) sont influents ;
- Le nettoyage ethnique des Peuls est plus intense, en particulier dans les régions dogons, et le sentiment anti-Peul est plus répandu parmi les groupes d'agriculteurs dominants. Le sentiment anti-Touareg demeure fort chez les Songhaïs et les Bambaras ;
- Les Peuls organisent des groupes d'autodéfense plus agressifs et rejoignent les groupes djihadistes en plus grand nombre, parce qu'ils s'identifient à l'État islamiste peul du Macina précolonial ;
- Les conflits entre agriculteurs et pasteurs alimentent la concurrence ethnique, parce que l'identité ethnique est en corrélation avec l'occupation. En outre, ces conflits ont des racines profondes dans les griefs historiques, les différences de classe et la stigmatisation ;
- Les alliances et les conflits entre les djihadistes, les réseaux criminels, les groupes d'autodéfense et les politiciens sur les routes commerciales transsahariennes, avec des débouchés en Algérie revêtent une plus grande importance en raison de la géographie et de la valeur historique et actuelle ;
- Les groupes djihadistes dirigés par des Peuls et des Touaregs sont plus actifs qu'au Niger ou au Burkina Faso, par exemple Katibat Macina, Ansurul Dine et le JNIM ;
- Les résidents des zones de conflit intense attendent moins de l'armée ou des forces de sécurité et leur font moins confiance ;
- La migration des hommes vers les zones urbaines, d'autres régions et d'autres pays est plus importante qu'au Niger et au Burkina Faso ;
- Le Mali n'a pas de camps de réfugiés majeurs dans les zones de combat. On trouve des réfugiés maliens dans les camps du Burkina Faso et du Niger, près de la frontière.

Le Mali a une puissante société civique islamique (93 % des Maliens s'identifient comme musulmans) et l'islamisation s'est intensifiée depuis l'indépendance. Par conséquent, la société civile et l'influence politique islamiques sont plus fortes au Mali qu'au Niger ou au Burkina Faso. Les dirigeants musulmans comme Mahmoud Dicko, Chérif Ousmane Madani Haïdara et le Haut conseil islamique du Mali ont une grande influence et ont appelé à la formation d'un nouveau gouvernement malien. Ils défendent des idées conservatrices sur l'égalité des sexes, mais soutiennent les réformes politiques et prêchent la nécessité de la réconciliation, du dialogue et des manifestations non violentes. À ce jour, peu de dirigeants musulmans ou autres chefs spirituels ont apporté leur soutien au coup d'État d'août 2020.

Comme le Niger et le Burkina Faso, le Mali se situe au bas de l'indice de développement humain de 2018. Le Mali est un grand exportateur d'or et de coton et n'a pas pleinement exploité les bassins du fleuve Sénégal et du fleuve Niger. Le sud, où les précipitations sont plus abondantes et où les terres arables sont plus nombreuses, compte moins de pasteurs et a aussi moins de conflits et est moins menacé par les djihadistes. Le centre du Mali est las du cercle vicieux des massacres, des représailles et des situations où tout le monde est perdant, et les djihadistes sahéliens du Mali pourraient être plus à même de négocier un cessez-le-feu, ou la paix, avec un nouveau gouvernement, si celui-ci a la confiance de dirigeants islamiques populaires.

NIGER

Le Niger est limitrophe de l'Algérie et de la Libye au Nord, du Burkina Faso à l'Ouest et du Mali au Sud. La majeure partie de la population est concentrée dans la moitié sud du pays, qui partage des frontières avec le Bénin, le Nigeria, et le Tchad. D'après la base de données du FMI, Perspectives de l'économie mondiale, le Niger se classe 187/191 en termes de PIB par habitant (1 280 USD). Environ 99 % de la population est musulmane. Il existe six grands groupes ethniques dans le pays, les Touaregs et les Peuls représentant respectivement 11 % et 6,5 % de la population. Le gouvernement nigérien a résisté à l'exode de mercenaires venus de Libye, car il avait déjà des arrangements de gouvernance relativement positifs avec les régions du nord du pays ; il n'existait donc pas de mouvements d'indépendance ou de milice auxquels les mercenaires puissent se joindre. Tout comme le Mali, le Niger a connu des rébellions touarègues au début des années 1990 et de nouveau en 2008. Les Touaregs nigériens n'ont pas rejoint les rébellions au Mali, car le Niger a adopté des réformes mettant fin à la marginalisation des Touaregs. Il s'agit notamment de mesures de décentralisation qui ont permis aux dirigeants touaregs de prendre la tête de collectivités publiques régionales et municipales dans les régions où les populations touarègues étaient majoritaires, et qui ont abouti à la désignation d'un Premier ministre touareg. Contrairement au Mali, où les Touaregs étaient concentrés principalement dans le nord, au Niger, les Touaregs se répartissent dans tout le pays⁹⁸.

Au Niger, la situation et l'extrémisme violent s'écartent du Mali et du Burkina Faso de plusieurs façons :

- Contrairement au Mali, le Niger n'a pas d'organisations djihadistes indigènes ;
- Boko Haram, le principal groupe djihadiste menaçant le Niger, est originaire du nord du Nigeria, le long de la frontière sud-est du Niger. Il opère aujourd'hui principalement dans le bassin du lac Tchad et mène régulièrement des attaques dans la région de Diffa au Niger. Avant 2015, Boko Haram considérait la région de Diffa comme un sanctuaire plutôt que comme une cible d'attaque majeure, où il pouvait se fondre dans des familles issues des mêmes groupes ethniques ;
- Avant 2015, les attaques des organisations djihadistes externes au Niger étaient sporadiques. La plupart des actes de violence impliquaient alors des conflits entre agriculteurs, pasteurs, bandits et réseaux criminels dans la région du triangle frontalier, qui avaient pour causes le chômage élevé chez les jeunes, le désespoir, la consommation de drogue, ainsi que la concurrence pour la terre, l'eau et les pâturages. Les pasteurs peuls ont été les plus grands perdants de cette lutte ;
- Des groupes djihadistes dirigés par des Peuls comme Ansourul Islam et Katibat Macina basés au Mali ont intensifié les attaques contre des cibles gouvernementales et militaires, et ont exploité la situation pour recruter de nouveaux membres dans la communauté peule et transformer la zone du triangle frontalier en un no man's land où ils pouvaient opérer plus librement ;
- Les efforts visant à combattre les djihadistes en déplaçant les populations, en imposant des couvre-feux et en interdisant le commerce transfrontalier ont détruit les économies rurales locales de Diffa et de Tillabéri, et n'ont pas fait grand-chose pour stopper les djihadistes, aggravant ainsi la situation ;
- Les groupes d'autodéfense ont proliféré et sont de plus fonction de la géographie plutôt que sur l'origine ethnique. Leur objectif principal est de prévenir les attaques et les représailles contre d'autres groupes qu'ils jugent être des intrus sur leur territoire. Le résultat de la prolifération est la multiplication des conflits de faible envergure, mais de plus en plus mortels opposant les agriculteurs, les pasteurs et les groupes ethniques

⁹⁸ USAID. Novembre 2014. *Assessment of the Risk of Violent Extremism in Niger*. Washington, DC, Mitchell Group.
International Crisis Group. 19 septembre 2013. *Niger : un autre maillon faible dans le Sahel ?* Africa Report No 208.

- Les États-Unis, qui disposent d'une base militaire au Niger, ont envoyé un petit contingent de forces spéciales pour former la force de défense du Niger ; les forces américaines ont subi des pertes au Niger.

Environ 98 % de la population du Niger est musulmane. La confrérie tijânî a remplacé la Qadiriyya comme le plus grand groupe soufi du pays. Depuis les années 1980, les commerçants hausas du Nigeria répandent des doctrines wahhabites orthodoxes, critiquant les pratiques soufies et progressant dans la capitale et les grandes villes. Les chefs spirituels des zones rurales, ainsi que les chefs religieux soufis et izalas, s'opposent aux réformes des codes de la famille favorisant l'égalité des sexes. La société civile islamique est plus faible au Niger et a moins d'influence sur la politique nationale qu'au Mali. Les musulmans du Niger rejettent les doctrines et la violence djihadistes.

Malgré ses vastes ressources en uranium, en pétrole et en or, le Niger se classait dernier des 188 pays de l'Indice de développement humain en 2018. Contrairement au Mali et au Burkina Faso, le Niger n'a pas de grandes exportations agricoles. Peu de choses ont été faites pour améliorer les économies rurales, en particulier dans la périphérie. Le Niger est fortement tributaire de l'aide militaire, de développement et humanitaire américaine et européenne, qui n'améliore guère les conditions de vie et la sécurité physique. Le gouvernement nigérien et l'armée ont reçu un soutien important de la part des puissances occidentales à la suite de la crise migratoire de 2015. Bien que cet appui ne réponde pas nécessairement aux causes profondes des migrations irrégulières, il renforce les frontières nationales et la coordination entre les acteurs de la paix au Niger. Avant 2015, de nombreux groupes violents opérant au Niger venaient de l'extérieur du pays, dont Boko Haram venu du Nigeria et opérant dans la région de Diffa. Plus tard, des djihadistes et des bandits se sont répandus dans la région de Tillabéri et ont commencé à tenter de déstabiliser la région. Leurs efforts de déstabilisation ont également été appuyés par le préjudice causé involontairement aux économies rurales par des restrictions imposées par le gouvernement nigérien sur la liberté de déplacement et des échanges, qui ont surtout affecté les Peuls⁹⁹.

Comme au Mali et au Burkina Faso, la classe politique du Niger est vieillissante et perçue comme corrompue, trop éloignée des réalités des gens et peu disposée à transférer le pouvoir à de jeunes dirigeants. Comparé au Mali et au Burkina Faso, la société civile laïque du Niger est relativement faible et les structures sociales conservatrices du pays résistent au changement. La société des chefs traditionnels est plus forte au Niger qu'au Mali, mais plus faible qu'au Burkina Faso. L'islamisation de la politique et la politisation de l'islam ont entraîné une résistance aux modèles occidentaux de réforme politique et économique, comme l'égalité des sexes et les modèles néo-libéraux de développement, mais, à ce jour, n'ont pas suscité une forte demande pour le renversement d'un régime impopulaire.

Des trois pays engagés dans des conflits transfrontaliers, les problèmes du Niger semblent être les plus difficiles à résoudre. Sa classe politique et son gouvernement n'ont ni la volonté ni les capacités suffisantes pour résoudre les problèmes grandissants du pays¹⁰⁰. La forte baisse des cours mondiaux de l'uranium et du pétrole¹⁰¹, les effets de la crise de la COVID-19 sur l'économie et les réductions probables de l'aide humanitaire et au développement internationale vont aggraver la crise actuelle¹⁰². La révélation que des millions de dollars ont été détournés du budget de la défense par des contractants facturant des montants excessifs et des responsables politiques du parti au pouvoir risque d'aggraver encore les griefs et de souligner la nécessité d'un changement.

⁹⁹ Mahanty, Daniel. 24 juillet 2019. [Niger: A Bulwark against Further Instability in West Africa](#). Washington, D.C.: Center for Strategic and International Studies.

¹⁰⁰ Devermont, Judd. 6 décembre 2019. Politics at the Heart of the Crisis in the Sahel. Washington, D.C.: Center for Strategic and International Studies.

¹⁰¹ [Business Insider](#) a mis en évidence la forte baisse du prix de l'uranium depuis 2012.

¹⁰² Devermont, Judd. 10 janvier 2020. What to Watch in Sub-Saharan Africa in 2020. Washington, D.C.: Center for Strategic and International Studies.

BURKINA FASO

Contrairement au Mali et au Niger, le Burkina Faso n'a aucune frontière commune avec les pays d'Afrique du Nord et n'a accueilli aucun mercenaire après l'effondrement du régime de Kadhafi. Les Touaregs représentent un pourcentage relativement faible (2 %) de la population et le Burkina Faso accueille plus de 40 groupes ethniques qui pratiquent des religions musulmane, chrétienne ou traditionnelle. Les Peuls nomades constituent un groupe minoritaire au niveau national, mais représentent une grande majorité dans les régions nord. Les conflits violents visés par ce rapport sont en grande partie limités à la région du triangle frontalier du nord, mais se sont répandus vers le sud, où le Burkina Faso borde le Bénin, le Togo, le Ghana et la Côte d'Ivoire. De violents acteurs non étatiques considèrent le Burkina Faso comme la porte d'entrée de l'expansion côtière, mais l'extrémisme religieux est peu toléré au Burkina Faso.

Jusqu'en 2016, le Burkina Faso était considéré comme le pays sahélien le moins exposé au risque d'attaque par des groupes djihadistes pour les raisons suivantes :

- Alors que 60 % de la population s'identifie comme musulmane, c'est le pays le moins islamisé des trois États sahéliens, le plus grand pourcentage d'habitants adhérant aux religions traditionnelles africaines (18 %) et au christianisme (22 %) ;
- Les dirigeants musulmans suivent la tradition souwarienne, qui respecte les différentes religions et les dirigeants non musulmans à condition que les musulmans puissent pratiquer librement leur propre religion ;
- La plus grande partie du territoire de ce qui est maintenant le Burkina Faso n'a jamais été conquise par les musulmans. En 1900, les adeptes des religions africaines traditionnelles représentaient 85 % de la population, tandis que les musulmans constituaient une minorité faible, mais respectée. Les musulmans sont devenus majoritaires après l'indépendance ;
- Après l'indépendance, les structures traditionnelles d'autorité sont restées très respectées pour leur approche non partisane de la politique et leur souci du bien-être de leurs communautés ;
- Si les musulmans se plaignaient de leur sous-représentation dans les institutions politiques et du manque de reconnaissance significative des jours fériés musulmans, ils sont restés en bons termes avec le gouvernement non musulman et les autorités religieuses.

Les conditions économiques dans le triangle frontalier négligé ont beaucoup en commun avec celles du Niger : marginalisation des pasteurs pauvres, concurrence croissante entre agriculteurs et pasteurs pour l'accès à la terre, à l'eau et aux zones de pâturage, médiocrité de l'infrastructure, insuffisance des écoles et des services médicaux et avenir sombre pour les agriculteurs et les éleveurs pauvres de statut inférieur. Les principales différences qui affectent la dynamique des conflits au Burkina Faso sont les suivantes :

- Les Peuls sont le groupe ethnique qui fait exception, avec un statut économique précaire, voulant à tout prix la dignité et le respect ;
- Le fondateur d'Ansarul Islam est Ibrahim Dicko, un prédicateur salafiste peul du Burkina Faso avec des liens avec Ansar Dine et Katibat Macina, dirigé par le marabout peul Amadou Kouffa au Mali. Ansarul Islam est maintenant composé en grande partie de combattants peuls recrutés dans la zone frontalière du Burkina Faso et alignés avec JNIM pour attaquer des cibles au Mali, au Niger et au Burkina Faso ;

- L'objectif principal de la stratégie djihadiste est de progresser vers le sud à travers le Burkina Faso, qui est devenu la porte d'entrée djihadiste vers les pays côtiers de l'Afrique de l'Ouest¹⁰³ ;
- En tant que groupe, les Peuls sont devenus la cible principale de la stigmatisation ethnique en raison de leur soutien et de leur affiliation présumés avec les groupes djihadistes dirigés par des Peuls. Les forces de sécurité et les forces d'autodéfense à majorité ethnique (koglweogo) ciblent les communautés peules avec des attentats vengeurs et des représailles.

Le Burkina Faso a une société civile engagée qui a forcé Blaise Compaoré à fuir le pays vers la Côte d'Ivoire à la suite de manifestations à Ouagadougou sous la bannière du *Balai citoyen* et d'autres acteurs de la société civile. Avec l'appui d'unités militaires hostiles à Compaoré, le mouvement a également réussi à mettre fin à un coup d'État militaire en 2015 fomenté par l'un des généraux de confiance de Compaoré et chef d'une unité militaire d'élite formée par l'Occident pour rassembler des renseignements et combattre les terroristes djihadistes. Le démantèlement de ce groupe a divisé et affaibli les forces de défense du Burkina Faso et permis aux djihadistes d'opérer plus facilement dans le pays. Le soutien populaire aux forces de défense et aux organisations d'autodéfense est plus fort au Burkina Faso qu'au Niger ou au Mali. Dans le même temps, les dirigeants religieux, les autorités traditionnelles et les communautés rurales condamnent la stigmatisation et les attaques d'une rare violence perpétrées contre des communautés innocentes de Peuls.

Bien que bénéficiant d'un plus grand soutien populaire qu'au Mali ou au Niger, la classe politique au pouvoir et dans l'opposition est en grande partie composée d'anciens membres du parti de Blaise Compaoré et n'a pas répondu aux attentes de l'opinion publique en ce qui concerne la lutte contre la corruption.

De ces trois pays, le Burkina Faso a peut-être la meilleure chance de faire face à la crise sahélienne :

- Les opérations djihadistes et la violence extrémiste sont en grande partie limitées au nord ;
- Le Burkina Faso a la plus faible population de pasteurs ;
- Les chefs spirituels Moro Naba, catholiques, protestants et musulmans se sont réunis pour dénoncer la violence djihadiste ;
- Il existe un plus grand soutien en faveur des mécanismes traditionnels de médiation et de réconciliation, comme les parentés à plaisanteries, la demande de pardon et les messes publiques diffusées par des musiciens et des chanteurs ;
- Le Burkina Faso dispose d'une presse vigilante, de stations de radio communautaires dynamiques et d'une société civile solide et résiliente ;
- Il y a un peu moins d'inégalités entre les communautés **peules peuvent ne pas disposer des moyens**

RECOMMANDATIONS

nécessaires pour faire face à des acteurs violents directement, mais elles peuvent présenter un front uni contre les opportunistes qui cherchent à créer et exploiter les divisions.

L'escalade de la violence dans le triangle frontalier entre le Mali, le Burkina Faso et le Niger continue de plonger les habitants dans la misère et la souffrance et a fait passer à plus de 1,5 million le nombre de réfugiés et de personnes déplacées dans leur propre pays. Depuis la commande du présent rapport, la pandémie de COVID-19 a encore mis la sous-région à rude épreuve.

¹⁰³ International Crisis Group. 12 octobre 2017. [The Social Roots of Jihadist Violence in Burkina Faso's North. Report No. 254 Africa.](#)

Les recommandations suivantes appellent à cinq catégories d'interventions distinctes : plaidoyer interreligieux, gestion des conflits au niveau local, participation active des jeunes et des femmes à la construction de la paix, action humanitaire et apprentissage. Ces recommandations ne reposent pas sur une approche toute faite, car les contextes, les principales parties prenantes, les griefs et les capacités de résilience diffèrent selon la communauté, la commune, la région et le pays. L'objectif est de soutenir les mécanismes locaux de réponse aux conflits et de promotion de la cohésion sociale. Un chef de village au Burkina Faso a fourni un excellent exemple de la manière dont les communautés peuvent s'unir contre des acteurs violents. Le chef de Bogouya s'est pris de sympathie pour deux jeunes hommes sans terre qui avaient quitté le village pour rejoindre un groupe extrémiste. Il leur a écrit et leur a offert de leur donner des terres pour démarrer une exploitation agricole afin de les inciter à revenir. Les deux hommes sont retournés à Bogouya pour cultiver la terre et rejoindre leur communauté. Les communautés comme Bogouya peuvent ne pas disposer des moyens nécessaires pour faire face à des acteurs violents directement, mais elles peuvent présenter un front uni contre les opportunistes qui cherchent à créer et exploiter les divisions.

RENFORCER LES GROUPES DE TRAVAIL INTERCONFESSIONNELS POUR LA CONSTRUCTION DE LA PAIX (GTCP)

En réponse à l'appel du pape François en faveur de la solidarité et la fin de l'indifférence, l'Église catholique et CRS devraient former des groupes de travail pour la construction de la paix (GTCP) composés de dirigeants nationaux religieux et coutumiers, afin d'agir comme catalyseur pour créer de nouveaux réseaux et mobiliser les réseaux existants du niveau local au niveau national. Ces GTCP devraient tirer parti du niveau élevé de confiance et de respect dont bénéficient les dirigeants religieux, et inclure des représentants et des représentantes des communautés chrétiennes, musulmanes et des religions minoritaires. Les membres de la diaspora africaine à l'étranger peuvent aussi être invités à s'associer aux GTCP pour lever des fonds et sensibiliser l'opinion à l'étranger. Un engagement important des musulmans est essentiel, car ils sont majoritaires en Afrique sahélienne et sont les principales victimes de la violence djihadiste dans des pays qui depuis des siècles sont des modèles de tolérance religieuse. Bien que le nombre de ses fidèles soit extrêmement faible, l'Église catholique est considérée comme un acteur de la paix et un fournisseur de services sociaux respecté, mais neutre.

Les GTCP devraient plaider en faveur de la bonne gouvernance et de l'aide humanitaire, dénoncer l'extrémisme violent et d'autres formes de répression et d'injustice telles que le manque d'équité dans les perspectives économiques, la corruption et la mauvaise prestation des services. Ils devraient réunir la société civile et les pouvoirs publics pour mener des consultations et trouver des solutions novatrices au radicalisme et à l'extrémisme. Ils devraient diriger les efforts locaux pour soutenir les personnes les plus démunies et marginalisées tout en renforçant la cohésion sociale. En outre, ils devraient promouvoir la collaboration interethnique au niveau local et plaider en faveur d'une volonté politique forte au niveau national en matière de tolérance, de respect et de solidarité.

RENFORCER ET DIVERSIFIER LES MECANISMES TRADITIONNELS DE GESTION DES CONFLITS ET DE COHESION SOCIALE

Les acteurs de la paix devraient chercher à renforcer et à diversifier les mécanismes traditionnels de gestion des conflits qui se sont avérés efficaces au fil des ans. En reconnaissance de la contribution des femmes à la société et aux économies locales, et pour atténuer la gravité des conflits intergénérationnels, les dirigeants locaux et traditionnels doivent s'adapter aux réalités actuelles. Le changement implique la participation significative des femmes et des jeunes aux affaires de leurs communautés et leur participation aux décisions qui les touchent. Les jeunes générations et les femmes doivent se familiariser avec les mécanismes traditionnels de gestion des conflits. Des délégations de haut niveau de la communauté internationale devraient donner des pouvoirs aux chefs locaux, aux maires et aux groupes communautaires. Les mesures possibles incluent :

- Diversifier les structures de gouvernance locale de façon démographique et engager plus systématiquement un dialogue avec les chefs, les maires et les gouverneurs au lieu des politiciens ministériels et présidentiels. Soutenir les dirigeants, qui font participer les jeunes et les femmes à leurs conseils et à leurs structures de gouvernance ;
- Permettre aux musiciens, aux artistes et aux griots de transmettre des messages de paix et de transformer les normes liées au genre ;
- Renforcer les associations locales, telles que les groupes d'épargne et de crédit, de jeunes et de femmes. Ces groupes rassemblent les gens et renforcent les normes sociales positives de collaboration et de tolérance tout en établissant un capital social ;
- Utiliser des radios haute fréquence pour connecter les villages de la région du triangle frontalier et servir de système d'alerte précoce. Faire un meilleur usage des radios communautaires pour diffuser des messages de paix et de réconciliation ;
- Renforcer le pouvoir et l'autorité des structures traditionnelles de pouvoir, y compris les chefs traditionnels, les chefs spirituels et les élus locaux ;
- Réduire l'écart entre les générations, les ethnies, les sexes et les cultures en renforçant la cohésion sociale ;
- Faire participer la société civile locale à la conception, à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation des programmes de développement ;
- Relier les communautés locales aux activités économiques du secteur public (par exemple, exploitation aurifère), qui ont eu un impact négatif sur les communautés sans offrir d'avantages économiques. Employer des jeunes dans ces opérations.

ASSOCIER LES FEMMES COMME ACTRICES DIRECTES DANS LA CONSTRUCTION ET LA GESTION DE LA PAIX

Cette évaluation a montré que les femmes doivent être associées et mobilisées pour jouer un rôle plus direct dans la recherche de la paix et de la cohésion sociale. Au Mali, le mandat de la MINUSMA vise activement à « garantir la participation pleine et entière ainsi que la représentation des femmes à tous les niveaux et surtout au début de la phase de stabilisation ». Des initiatives similaires prises par les pouvoirs publics et la société civile pour honorer les femmes en tant qu'architectes de la construction de la paix, de la gouvernance et de la cohésion sociale sont essentielles. Les acteurs de la paix peuvent :

- Appuyer la recommandation n° 2 en incitant les structures de gouvernance locales à inclure activement les femmes, au-delà des simples décomptes de présence ;
- Construire des plateformes locales réservées aux femmes allant au-delà de l'accent habituel mis sur la vie de famille, l'éducation et la nourriture, et qui permettent aux femmes de s'organiser et d'assurer que leurs voix contribuent aux débats sur les préoccupations publiques essentielles ;
- Commander des études en vue de définir des stratégies visant à garantir que la voix des femmes est prise en compte sans nuire, par exemple, le niveau des villages peut exposer les femmes à la stigmatisation¹⁰⁴. De même, les études devraient identifier les meilleures pratiques et les organisations confessionnelles à l'avant-garde de l'autonomisation des femmes ;
- Former les femmes (et les hommes) au niveau local à la construction de la paix, à la médiation et à la cohésion sociale ;
- Fournir des radios haute fréquence pour relier les femmes et les hommes dans les villages et les communautés de la sous-région. Cette stratégie a porté ses fruits en République

¹⁰⁴ On considère souvent que les femmes qui s'engagent directement en politique ou se mêlent de la conduite des affaires publiques dépassent les limites de leur position naturelle dans la vie. Voir : Lackenbaure, Helene, Magdalena Lindell et Gabriella Ingerstad. Novembre 2015. *If our men won't fight, we will. A Gendered Analysis of the Armed Conflict in Northern Mali*. FOI-R-4121-SE.

centrafricaine et en République démocratique du Congo, où des alertes précoces, des communications claires et la cohésion sociale protègent les villages vulnérables contre les attaques mortelles.

AMELIORER LES OPTIONS HUMANITAIRES POUR LES PAUVRES DE LA REGION DU TRIANGLE FRONTALIER

Les acteurs de la paix doivent intensifier et pérenniser leurs programmes humanitaires et de développement en mettant l'accent sur les réfugiés et les PDIP. Les migrants, les sans-abris et les dépossédés font partie des groupes les plus vulnérables. L'augmentation massive du nombre de PDIP dans le triangle frontalier, en particulier au Burkina Faso, pèse lourdement sur les communautés d'accueil. Celles-ci sont généreuses, mais sont submergées et ont désespérément besoin d'aide humanitaire.

Les mesures possibles incluent :

- Intégrer la cohésion sociale, la construction de la paix et les moyens de subsistance dans les initiatives de développement et d'aide humanitaire visant à aider les jeunes vulnérables ; développer des projets d'investissement en main-d'œuvre comme la construction de routes ;
- Lier l'aide humanitaire aux projets de développement ;
- Offrir de la formation aux personnes déplacées pour améliorer leurs compétences et prévenir la radicalisation ;
- Élargir et protéger la base de ressources naturelles en mettant en valeur les terres, les forêts et les zones de pâturage ;
- Introduire des innovations technologiques pour accroître la production alimentaire et la productivité agricole, ainsi que des mesures de conservation ;
- Améliorer les relations entre les personnes déplacées et les communautés d'accueil en facilitant les activités de cohésion sociale ;
- Améliorer l'assainissement et l'accès à l'eau dans les communautés d'accueil et dans les camps ;
- Assurer la scolarisation et le soutien psychologique des enfants et fournir des services de prise en charge des traumatismes ;
- Organiser des cours d'alphabétisation fonctionnelle pour les femmes dans les camps.

CONNECTER LES ACTEURS ETRANGERS DE LA PAIX A LA SOCIETE CIVILE NATIONALE POUR TIRER PARTI DE L'INNOVATION INDIGENE

Cette recommandation appelle à une plus grande intégration des savoirs locaux, de l'expertise sahélienne, de la réflexion novatrice et globale, comme essentielle à l'élaboration des politiques, programmes et projets à forte valeur ajoutée nécessaires pour atténuer la crise du Sahel. Pour atteindre cet objectif, des réseaux d'apprentissage et des partenariats communs devraient être créés et renforcés entre les acteurs internationaux et les Sahéliens afin de partager leurs expériences et leurs compétences respectives et d'en tirer des enseignements.

L'examen de la littérature et l'expérience de CRS pointent l'utilisation insuffisante des savoirs locaux¹⁰⁵ et de l'expertise sahélienne dans la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des programmes d'aide comme principales causes contribuant à l'échec de nombreux projets, au gaspillage des ressources et aux violations des principes consistant à ne pas nuire. Depuis les années 1980, l'expertise sahélienne ne cesse de se développer, les ONG locales travaillant avec les communautés sur le terrain pour résoudre les problèmes en utilisant les ressources, les valeurs et les savoirs locaux.

L'examen de la littérature a mis en évidence une évolution de pensée récente des organismes internationaux de développement américains et européens marquée par un rejet des politiques, programmes et projets de développement sectoriels, techniques, rigides et dictés d'en haut en faveur de consultations avec les communautés locales et d'un développement à assise communautaire¹⁰⁶. Mais l'application de ce changement de cap se dessine à peine. Alors que l'africanisation du personnel de terrain de l'aide au développement s'est considérablement accrue, les politiques et les programmes continuent d'adhérer à d'anciens modèles de responsabilisation. Le pouvoir de décision reste en grande partie aux mains d'institutions et de responsables non africains.

Cette recommandation dépend de l'établissement de relations, qui sont tombées en défaveur après la Guerre froide. Les liens proposés relieraient les savoirs, le financement et l'expertise respective des pays étrangers et sahéliens dans les domaines politiques, économiques, religieux, culturels, technologiques et environnementaux contribuant aux éléments suivants :

- Une réflexion globale, des approches du triple lien, la moralité et la spiritualité ;
- Le recensement des meilleures pratiques et des mécanismes novateurs par lesquels les femmes et les jeunes peuvent être plus facilement associées à la construction de la paix et la gouvernance ;
- L'élaboration de politiques qui soient le reflet des réalités, des priorités, des aspirations, des valeurs et des besoins locaux ;
- La consultation et la collaboration avec les dirigeants locaux pour comprendre et tirer parti des moyens traditionnels de résoudre les crises ;
- Le recours à des innovations technologiques pour améliorer la qualité de vie et accroître la productivité économique et agricole ;
- Le partage de bibliographies sur les perspectives africaines, la méthodologie, les savoirs locaux, les innovations, les initiatives, les stratégies et les études de cas ;
- La diffusion des enseignements tirés, notamment par des conférences.

Les projets de Papa Sène¹⁰⁷ sont un excellent exemple de la manière dont l'expertise locale et la réflexion globale peuvent être utilisées pour vraiment améliorer la vie des Sahéliens. Son projet au Burkina Faso et au Niger (2015-2018)¹⁰⁸ a fait appel à une tradition peule selon laquelle les riches femmes peules donnaient des chèvres aux femmes peules pauvres du village. Ce don de quatre ou cinq chèvres suffit à sortir les femmes pastorales de la pauvreté lorsqu'il est assorti d'une formation sur la

¹⁰⁵ Bernard Le Compte. Participation paysanne à l'aménagement et techniques des projets. *Revue Tiers-Monde*, Vol.19, No. 73 (janvier-mars 1978), 93-108. Le Compte cite plusieurs chefs de village se plaignant que les étrangers n'aient jamais demandé leurs conseils ou idées pour leurs projets. Il fait également remarquer que les techniques de gestion formulées par des techniciens extérieurs sont généralement basées sur des modèles externes qui ne fonctionnent pas dans un contexte villageois africain.

¹⁰⁶ Voir USAID Rise II (Resilience In Sahel Enhanced). 2019. *Technical Approach Working Paper*.

¹⁰⁷ Papa Sène travaille en Afrique sahélienne depuis plus de 40 ans dans de nombreux domaines. Il est surtout connu pour ses stratégies innovantes de développement participatif qui ont inspiré, formé et autonomisé des milliers de personnes. En reconnaissance de son travail remarquable, il a été accueilli au sein du Cooperative Hall of Fame des États-Unis en 2014. Ses méthodes participatives de développement coopératif international ont été appliquées à des programmes promouvant la sécurité alimentaire, le développement des ressources naturelles, la santé communautaire, la bonne gouvernance et l'autonomisation des femmes et des jeunes. Papa Sène travaille maintenant dans son village natal au Sénégal pour produire des variétés de semences plus nutritives et résistantes à la sécheresse.

¹⁰⁸ REGIS s'appuie sur les connaissances locales et un personnel sahélien. USAID REGIS-ER (Resilience and Economic Growth in the Sahel -Enhanced Resilience) project reports (2015-2018).

vaccination et les soins à apporter aux animaux produisant du lait. Le projet multidimensionnel a également fourni des emplois aux artisans traditionnels, accru la production agricole et les niveaux nutritionnels, revitalisé les marchés locaux, remis en valeur des terres marginales et favorisé l'intégration des villages dans les institutions gouvernementales locales en travaillant en étroite collaboration avec les chefs traditionnels.

Voici quelques exemples d'organisations africaines qui génèrent et utilisent des savoirs locaux et l'expertise sahélienne pour définir les problèmes, déterminer les causes, découvrir des possibilités et élaborer des politiques et des projets réalistes qui reflètent leurs valeurs, leurs priorités et leur connaissance de leur environnement physique.

- Les universités paysannes et les réseaux d'organisations paysannes
 - Le Réseau des organisations paysannes et de producteurs agricoles (ROPPA) est la plus importante confédération d'organisations agricoles opérant dans treize États d'Afrique de l'Ouest, dont le Mali, le Niger et le Burkina Faso. Il est un ardent défenseur des petites exploitations familiales et de l'intégration de techniques modernes traditionnelles et innovantes pour accroître la production et la productivité agricoles. Le ROPPA cherche à rassembler les agriculteurs et les pasteurs pour promouvoir les exploitations familiales, améliorer la production et la productivité et fournir des moyens de subsistance aux jeunes ruraux sans emploi. Ses programmes de lutte contre le changement climatique se concentrent sur la recherche de solutions organiques pour remplacer les intrants chimiques. Le ROPPA a joué un rôle déterminant dans la création d'écoles où les agriculteurs suivent des programmes de formation et partagent des informations sur les améliorations de la productivité en se basant sur leur connaissance de l'environnement physique local, ainsi que sur des exemples de réussites et d'échecs. Ibrahima Coulibaly, le président malien du ROPPA¹⁰⁹, attribue l'absence de soutien des gouvernements et des dirigeants nationaux aux agriculteurs familiaux à leur acceptation sans condition des modèles occidentaux et des entreprises agricoles multinationales. Ces modèles sont souvent inapplicables aux conditions africaines, non durables et défendus par des experts extérieurs, qui n'ont jamais vécu dans un village africain.
- ONG sahéliennes et groupes de réflexion
 - ENDA (*Environnement et développement du tiers-monde*). La division Recherche-action d'ENDA effectue des recherches *auprès* des communautés locales plutôt que *sur* les communautés locales. Depuis plus de trente ans, l'organisation travaille en étroite collaboration avec les communautés rurales qui utilisent leur connaissance des conditions environnementales locales pour définir, analyser et trouver des solutions à leurs problèmes. ENDA souligne l'importance des relations. Elle a produit une série de livres, à partir du milieu des années 1980, mettant en évidence l'expertise des communautés rurales et des organisations paysannes dans la définition de leurs propres problèmes et la recherche de solutions fondées sur leur connaissance approfondie des conditions environnementales locales¹¹⁰. ENDA produit également des comptes rendus des initiatives citoyennes visant à améliorer les établissements informels d'éducation et de formation afin de leur permettre de trouver du travail et des moyens de subsistance dans l'économie moderne, et est l'un des premiers promoteurs d'universités paysannes employant des agriculteurs et d'autres producteurs ruraux. D'autres divisions

¹⁰⁹ Agnes Faivre. 29 mai 2020. Ibrahima Coulibaly : L'agriculture à petite échelle peut nourrir nos pays. *Le point*.

¹¹⁰ Voici quelques ouvrages collectifs produits par ENDA et des comités paysans :

ENDA. 1985. *Initiatives paysannes au Sahel*.

Pierre Jacolin et col. 1991. *Diobass : Les paysans et leurs terroirs : Guide pédagogique*. Dakar. Imprimerie NIS.

ENDA-Graf. 1992. *Avenir des terroirs : la Ressource humaine*. Dakar : Enda-Éditions.

Pour de plus amples informations sur ENDA Graf et Emmanuel Ndione, voir endagrafsahel.org [français].

d'ENDA se spécialisent dans les questions environnementales, l'urbanisation et les jeunes sans-abri¹¹¹.

- Rapport alternatif sur l'Afrique. Le RASA est un réseau de chercheurs et de praticiens du développement basés au Sahel qui élaborent des paradigmes de développement basés en Afrique¹¹².
- *Balai citoyen*. Le Balai citoyen est un mouvement issu de la société civile du Burkina Faso qui a mobilisé des centaines de milliers de jeunes et de femmes par la musique aux fins de renverser le président Compaoré qui cherchait à modifier la constitution pour rester au pouvoir après 27 ans de règne. Le Balai citoyen a récemment organisé des concerts pour lutter contre la stigmatisation de la communauté peule¹¹³.
- WATHI. WATHI est un vaste réseau sahélien qui fournit un forum de discussion sur un large éventail de questions telles que le changement climatique, l'extrémisme violent, la COVID-19 et le genre, dans une perspective africaine¹¹⁴.
- CASPA (Cabinet d'analyses et d'actions pour la sécurité et la paix). Le CASPA est un groupe de réflexion nigérien fondé par Mohamed Anacko, un ancien chef des groupes de rébellion touaregs au Niger dans les années 1990 et qui est aujourd'hui un défenseur de la paix¹¹⁵.

CONCLUSIONS

Un mélange d'incitations a conduit des acteurs extérieurs à faire la guerre contre les communautés sahéliennes et leurs protecteurs. Certains semblent motivés par la cupidité et la volonté de contrôler le commerce illicite lucratif transsaharien. D'autres motivations ont des racines profondes dans l'idéologie religieuse, les griefs et les interprétations propagandistes de l'hégémonie mondiale et de la marginalisation. Diverses théories expliquent le comportement djihadiste manipulateur. Cependant, des décennies de mauvaise administration et d'incurie au Sahel ont favorisé ces mouvements et accru leur attrait idéologique, en particulier pour les jeunes marginalisés, sans emploi et privés de perspectives meilleures pour l'avenir.

Intérieurement, les conflits séculaires interethniques, intercommunautaires et agriculteurs/éleveurs se sont intensifiés. La multiplication de ces conflits est due la rareté croissante des terres arables et des pâturages viables, et à la négligence des mécanismes traditionnels de gestion des conflits. Les facteurs de stress et les chocs climatiques peuvent déclencher des violences de très grande ampleur en raison des communications modernes et de la libre circulation des armes automatiques et semi-automatiques dans la sous-région. Il est logique que les jeunes hommes et femmes sans emploi et sans espoir de pouvoir gagner leur vie soient des cibles de recrutement faciles pour le crime organisé, les bandits et les groupes djihadistes. Du côté positif, peu de gens dans le Liptako-Gourma partagent les objectifs et les idéologies djihadistes. L'endurance des organisations radicales et criminelles est discutable, en particulier si des alternatives viables existent. Pourtant, la force armée seule ne mettra pas fin à la violence et ne saurait résoudre la crise.

La question se pose : Compte tenu de l'ampleur et de la portée de la violence, et de ses causes multiples et complexes, que peut-on faire pour coordonner une réponse unifiée et efficace ? Et s'il est vrai que les

¹¹¹ Pour les autres programmes d'ENDA, voir endatiersmonde.org [français].

¹¹² Pour plus d'informations sur RASA, voir <https://www.rasa-africa.org/> [français].

¹¹³ Voir <https://www.facebook.com/CitoyenBalayeur>.

¹¹⁴ Pour plus d'informations, voir <https://www.wathi.org/> [français].

¹¹⁵ Pour CASPA, voir www.caspa.asn.au.

manifestations populaires peuvent renverser les autocrates, combien de temps leur faudra-t-il pour changer les systèmes de gouvernement qui existent depuis l'époque coloniale ?

Les résultats de cette évaluation montrent que pour les Sahéliens et leurs gouvernements le compte à rebours a déjà commencé. **Les Sahéliens doivent revoir un contrat social aujourd'hui caduc** et, avec l'aide de leurs alliés, rétablir l'ordre, réconcilier les groupes en conflit et renforcer la cohésion sociale. Les réformes doivent viser le chômage chronique, l'inégalité de l'accès à la terre et l'irresponsabilité des dirigeants politiques. La construction de la paix doit devenir le mandat et la responsabilité des gens ordinaires, y compris des chefs traditionnels et spirituels, des femmes et des jeunes.

Comme l'ont démontré les habitants du village de Bogouya, lorsque l'empathie, la solidarité, la confiance et le respect abondent, les possibilités de subsistance apparaissent. Les acteurs de la paix peuvent faire la différence. S'ils reconnaissent l'importance des savoirs autochtones et mettent en œuvre des solutions d'initiative locale, ils peuvent renforcer la cohésion sociale verticale et horizontale en mobilisant les dirigeants locaux et la société civile, en permettant ainsi aux populations du Sahel de se faire entendre, en leur ouvrant des perspectives et en leur apportant un soutien.

ANNEXE A : OUVRAGES CONSULTÉS

- ACLED. « Insecurity in Southwestern Burkina Faso in the Context of an Expanding Insurgency », 17 janvier 2019.
- Africa Center for Strategic Studies. « Africa's Pastoralists: A New Battleground for Terrorism », *Spotlight*, 11 janvier 2017.
- Africa Center for Strategic Studies. « How Violent Extremist Groups Exploit Intercommunal Conflicts in the Sahel », *Spotlight*, 26 février 2020.
- Africa Center for Strategic Studies. « Mitigating Farmer-Herder Violence in Mali », *Spotlight*, 8 août 2019.
- Africa Center for Strategic Studies. « Responding to the Rise in Violent Extremism in the Sahel », *Africa Security Brief*, No. 36, 2 décembre 2019.
- Africa Center for Strategic Studies. « Strategies for Peace and Security in the Sahel », Vidéo, 27 septembre 2019.
- Africa Center for Strategic Studies. « Threat from African Militant Islamist Groups Expanding, Diversifying », Infographic, 18 janvier 2020.
- Assanvo, Williams et Baba Dakono. « Violent Extremism, organised crime, and local conflicts in Liptako-Gourma ». Institute For Security Studies. 2019.
- Baduel, Pierre Robert, « Le territoire d'État entre imposition et subversion : exemples saharo-sahéliens », *Cultures & Conflits*, no 21-22, pp. 41-74, été 1996.
- Ba-Konaré Dougoukolo Alpha Oumar. « Peuls et Dogons dans la tourmente au Mali : histoire d'une longue relation ambivalente », *The Conversation*, mars 2019.
- Boisbouvier, Christophe. « Libye : quand les Toubous se réveillent », *Jeune Afrique*, 15 mai 2012.
- Boone, Catherine. *Property and Political Order in Africa: Land Rights and the Structure of Politics* (New York : Cambridge University Press, 2014).
- Boone, Catherine. *Decentralization As Political Strategy In West Africa*. Comparative Political Studies - COMP POLIT STUD. 36. 355-380. 2003.
- Brottem, L.V, Ba, L. Gendered livelihoods and land tenure: The case of artisanal gold miners in Mali, West Africa. *Geoforum*, 105, 54-62. 2019.
- Cabinet d'analyses et d'actions pour la sécurité et la paix. *Rapport de recherche : Étude sur la perception de l'insécurité par les populations du Niger* (Niamey : CASPA, 2017).
- Caprioli, M. « Primed for violence: The role of gender inequality in predicting internal conflict », *International Studies Quarterly*, No. 49 (2005) 161-178.
- Catholic Relief Services. [Évaluations des conflits, de la gouvernance et des questions de genre : Guide de base pour praticiens occupés](#). CRS : Mars 2015.

Catholic Relief Services. [Social Cohesion Analysis: Cameroon](#), octobre 2016.

Catholic Relief Services. *Protecting Lives and Enhancing Recovery: CRS Emergency Response and Recovery Strategy (2019-2021)*, août 2019.

Center for Strategic & International Studies. *Niger: A Bulwark Against Further Instability in West Africa* (Washington, D.C.: Center for Strategic and International Studies, 2019).

Center on Global Counterterrorism Cooperation. *Countering Violent Extremism and Promoting Community Engagement in West Africa and the Sahel: An Action Agenda*, juillet 2013. ECOWAS.

Chambers, Robert. *Rural Development: Putting the Last First* (New York: Prentice Hall, 1983).

Charlick, Robert B. *Niger: Personal Rule and Survival in the Sahel* (Boulder CO: Westview Press, 1991).

Chauzel, Charles et Thibault von Damme. *The Roots of Mali's Conflict: Moving Beyond the 2012 Crisis* (The Hague: Clingendel Institute, 2014).

Cissé, Modibo Ghaly. « Understanding Fulani Perspectives on the Sahel Crisis », African Center for Strategic Studies, 22 avril 2020.

Comité technique, foncier et développement. *Investissements dans l'agriculture familiale d'Afrique subsaharienne, sécurité foncière et formalisation des droits* (Paris : Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) Agence française de développement, février 2018).

Comité technique, foncier et développement. *Différentes stratégies et procédures pour formaliser les droits fonciers ruraux* (Paris : Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) Agence française de développement, mars 2018).

Comité technique, foncier et développement. *Opportunités et défis d'une approche par les commons de la terre et des ressources qu'elle porte* (Paris : Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) Agence française de développement, septembre 2017).

Comité technique, foncier et développement. *Les trajectoires des politiques foncières en Afrique de l'Ouest et à Madagascar : Identifier les déterminants du changement pour définir des stratégies d'action*. No. 28, décembre 2018.

Cooper, Barbara. « Secular States, Muslim Law and Islamic Culture: Gender Implications of Legal Struggles in Hybrid Legal Systems in Contemporary West Africa », *Droit et Cultures*, No. 59 (2010), 97-120.

Coulibaly, Cheikbane. *Crise politico-institutionnelle au Mali : Essai de philosophie mandingue* (Paris : Harmattan, 2016).

Coulibaly, Cheikbane. *Problématique foncière et gestion des conflits en Afrique noire* (Paris : Harmattan, 2016).

Delavignette, Robert. *Freedom and Authority in French West Africa* (London: Oxford University, 1950).

Demerit, J.H.R., A.D. Nickols, et E.G. Kelly. « Female participation and civil war relapse ». *Civil Wars*, 16 (2014). 346-368.

Devermont, Judd. 6 décembre 2019. *Politics at the Heart of the Crisis in the Sahel*. Washington, D.C.: Center for Strategic and International Studies.

Devermont, Judd. 10 janvier 2020. *What to Watch in Sub-Saharan Africa in 2020*. Washington, D.C.: Center for Strategic and International Studies.

Diagne, Pathé. *Pouvoir politique traditionnel en Afrique occidentale* (Paris : Présence africaine, 1967).

Diallo, Youssouf. « Identités et relations de plaisanterie chez les Peules de l'Ouest du Burkina Faso », *Cahiers d'études africaines*, No. 184 (2006), 794.

Diarra, Somaila T. « Chérif Ousmane Madani Haïdara : Il n'y a pas de contrainte dans la religion », *Le Républicain*, 10 février 2020.

Dickovick, J. Tyler et James S. Wunsch, éd. *Decentralization in Africa: The Paradox of State Strength* (Boulder, Co: Lynne Rienner Publishers, 2014).

Douce, Sophie. « [Au Burkina, la chefferie traditionnelle peut restaurer le dialogue et la cohésion sociale](#) », *Le Monde*, 23 janvier 2020.

Douce, Sophie. « Au Burkina Faso, les forces de sécurité démunies face aux djihadistes », *Le Monde*, 4 décembre 2019.

Douce, Sophie. « Au Burkina Faso, les Peuls sont victimes d'un délit de faciès », *Le Monde*, 17 avril 2020.

Douglas-Bowers, Devon, « The Crisis in Mali: A Historical Perspective on the Tuareg People », *Global Research*, 1^{er} février 2013.

Eisenstadt, S.N. *The Political Systems of Empires* (New York: Free Press of Glencoe, 1962).

Elischer, Sebastian. *Burkina Faso: State and Religious Authority in Turbulent Times*, Center for Strategic and International Studies, 28 octobre 2019.

ENDA-GRAF. *Avenir des terroirs : La Ressource humaine* (Dakar : Enda-Éditions, 1992).

ENDA. *Initiatives paysannes au Sahel : s'organiser et lutter contre la fatalité*. Série, Études et recherches, No. 97-98, novembre-décembre 1985.

Engelbert, Pierre Engelbert. *Burkina Faso: Unsteady Statehood in West Africa* (Boulder, Co: Westview Press, 1996).

Engels, Bettina. « Political Transition in Burkina Faso: The Fall of Blaise Compaore », *Gouvernance en Afrique*, No.2, 1, 2015.

Gellar, Sheldon. « Conseils ruraux et gestion décentralisée des ressources naturelles au Sénégal, le défi : Comment transformer ces concepts en réalité ? » in Philippe Tersiguel et Charles Becker, éd. *Développement durable au Sahel* (Paris : Éditions Karthala, 1997), 44-69.

Gellar, Sheldon. « State-Building and Nation-Building in West Africa », in *Building States and Nations: Models, Analyses, and Data Across Three Worlds*, Vol. II. Édité par S. N. Eisenstadt et Stein Rokkan, 384-426 (Beverly Hills: Sage Publications, 1976).

Gizellis, T.I. « A country of their own: Women peacebuilding », *Conflict Management and Peace Science*, 28 (2011), 522-542.

Gizellis, T.I. « Gender Empowerment and United Nations Peacebuilding », *Journal of Peace Research*, 46 (2009), 505-523.

Gorman, Zoe et Chauzal, Grégory. « Hand in Hand': A study of insecurity and gender in Mali », *SIPRI Insights on Peace and Security*, No. 6 (décembre 2019).

Hainikoye, Aminatou Daouda. *Courants islamiques et consolidation de la paix au Niger* (Niamey : USAID, 2016).

Harsch, Ernest. *Burkina Faso: A History of Power, Protest, and Revolutions* (London: Zed Books, 2017).

Hassane, Moulaye, Marthe Diarra et Oumarou Makama. *Étude sur les pratiques de l'Islam au Niger* (République du Niger, Niamey : Ministère chargé des Affaires religieuses, août 2006).

Holder, Giles. « Chérif Ousmane Madani Haïdara et l'association islamique Ancar Dine », *Cahiers d'études africaines*, No. 206-207 (2012), 389-425. <https://journals.openedition.org/etudesafricaines/17056>.

Hughes, Oliver. *Literature Review of Land Tenure in Niger, Burkina Faso, and Mali: Context and Opportunities* (Baltimore: Catholic Relief Services, août 2014).

International Alert. « If victims become perpetrators: Factors contributing to vulnerability and resilience to violent extremism in the central Sahel », 2018.

International Alert. « They treat us all like Jihadis: Looking beyond violent extremism to building peace in Mali », Policy Brief, décembre 2016.

International Alert. « Sustainable approaches to organized crime », novembre 2014.

International Crisis Group. « Getting a grip on Central Sahel's gold rush », Africa Report, No. 282, 13 novembre 2019.

International Crisis Group. « The Niger-Mali Border: Subordinating military action to a political strategy », Africa Report, No. 281, 12 juin 2018.

International Crisis Group. « Niger : un autre maillon faible dans le Sahel ? » Africa Report, No. 208, 19 septembre 2013.

International Crisis Group. « Islam et politique au Mali : entre réalité et fiction », Africa Report, No. 249, 18 juillet 2017.

International Crisis Group. « Réformer ou rechuter », Africa Report, No. 210, 10 janvier 2014.

International Crisis Group. « Mali : la paix à marche forcée », Africa Report, No. 226, 22 mai 2015.

International Crisis Group. « Mali central : la fabrique d'une insurrection ? » Africa Report, No. 238, 6 juillet 2016.

International Crisis Group. « Speaking with the 'bad guys': Towards dialogue with Central Mali Jihadists », Africa Report, No. 276, 28 mai 2019. International Crisis Group. « Risk of jihadist contagion in West Africa », Briefing 149, 20 décembre 2019.

International Crisis Group. « Burkina Faso: Preserving the religious balance », Report No. 240, 6 septembre 2016.

International Crisis Group. « The social roots of jihadist violence in Burkina Faso's North », Report No. 254, 12 octobre 2017.

International Crisis Group. « Nord du Burkina Faso : ce que cache le jihad », Report No. 254, 12 octobre 2017.

International Migration Organization. *Setting up a road map for mixed migration in West Africa and North Africa*, 2019.

Kaba, Lansina. *The Wahhabiya: Islamic reform and politics in West Africa* (Evanston: Northwestern University Press, 1974).

Lackenbaure, Helene, Magdalena Lindell et Gabriella Ingerstad. « If our men won't fight, we will. A gendered analysis of the armed conflict in Northern Mali ». FOI-R-4121-SE. Novembre 2015.

Launay, Robert. *Beyond the stream: Islam and society in a West African town* (Berkeley: University of California Press, 1992).

Lamarque, Alexandra. « Burkina Faso and the Sahel's New Frontline: Responding to the Fastest Growing Displacement Crisis », *Refugees International Report*, 11 février 2020. <https://www/refugeesinternational.org/reports/2020/2/11/burkina-faso-and-the-sahels-new-frontline>

Lamarque, Alexandra. « Mounting Hunger in the Sahel: The Unintended Consequence of Covid-19 Prevention », *Refugees International Report*, 11 juin 2020. <https://www/refugeesinternational.org/2020/6/8/mounting-hunger-in-the-sahel-the-unintended-impact-of-covid-19-prevention>

Leclerc, Stanley et Geoffroy Matagne. « With or Without You: The Governance of (Local) Security and the Koglweogo Movement in Burkina Faso », *International Journal of Security and Development*, 26 mars 2020.

Lebovich, Andrew. « Mapping Armed Groups in Mali and the Sahel », European Council on Foreign Relations, mai 2019. [Ecfre/mena/sahel/mapping/](https://www.ecfr.com/ena/sahel/mapping/)

Levtzion, Nehemia. *Ancient Ghana and Mali* (London: Methuen, 2000).

Loada, Augustin et Peter Romaniuk. *Prévention de l'extrémisme violent au Burkina Faso : Vers une résilience nationale dans un contexte d'insécurité régionale*. Ministère des Affaires étrangères, juin 2014.

Lomeir, Roman. Patterns and Peculiarities of Islamic Reform in Africa, *Journal of Religion in Africa* Vol. 33, No. 2 (2003), 237-262.

Lorentzen, Jenny. *Women and the Peace Process in Mali* (Oslo: Prio Centre on Gender, Peace, and Security, février 2017).

Mattes, Robert. « Democracy in Africa: Demand, supply, and the 'dissatisfied democrat' », *Afrobarometer*, African Policy Paper No. 54, février 2019.

Melander, E. « Gender inequality and intrastate armed conflict », *International Studies Quarterly*, 49 (2005a), 695-714.

Molenaar, Fransje et col. « The Status Quo Defied: The legitimacy of traditional authorities in areas of limited statehood in Mali, Niger, and Libya », Clingendael, Netherlands Institute of International Relations, CRU Report septembre 2019.

Nettle, J.P. et Roland Robertson. *International Systems and the Modernization of Societies: The Formation of National Goals and Attitudes* (London: Faber and Fabor, 1968).

Ostrom, Elinor. *Governing the Commons: The Evolution of Institutions for Collective Action* (New York : Cambridge University Press, 1990).

OXFAM International. « Survivors and Heroines: Women in the Crisis in Burkina Faso ». Mai 2020.

Ressortissants Toubou-Téda. *Note d'information sur la communauté Toubou-Téda du Niger* (Niamey, mai 2012).

Rosaland, Eva et David Westerlund, éd. *African Islam and Islam in Africa: Encounters Between Sufis and Islamists* (Athens, Ohio: Ohio University Press, 1997).

Roth, Gunther. « Personal Rulership, Patrimonialism, and Empire-Building in the New States », *World Politics*, 20, No. 2 (janvier 1968), 194-206.

Sangare, Boukary. « Fulani people and Jihadism in Sahel and West African Countries », *Observatoire du monde arabo-musulman et du Sahel*, mars 2019.

Sanneh, Lamin. *Piety & Power: Muslims and Christians in West Africa* (New York: Orbis Books, 1996).

Search for Common Ground. *Évaluation finale : Impliquer les jeunes comme acteurs de la paix au centre du Mali et au nord du Burkina Faso*, novembre 2018.

Skinner, Elliott. *The Mossi of the Upper Volta: The Sudanese People in Africa* (Stanford: Stanford University Press, 1964).

Sounaye, Abdoulaye. « Salafi Youth on Campus in Niamey, Niger: Moral Motives, Political Ends », in *What Politics? Youth and Political Engagement in Africa*. Édité par Elina Oinas, Henri Onodera et Leena Suurpaa. (Brill, 2018) 209-229. https://doi.org/10.1163/9789004356368_014

Swiss Agency for Development. « Études, cas 4 : Autorités traditionnelles et religieuses dans la gouvernance locale au Mali ». https://sahelresearch.africa.ufl.edu/files/Autorite%CC%81s_traditionnelles_et_religieuses_Malicasestudy_2015.pdf

Sy, Ousmane, Ambroise Dakouo et Kar Traoré. *National Dialogue in Mali: Lessons from the 1991 National Conference of National Understanding*. Berghof Foundation, 2016.

Tamari, Tal. *Les Castes de l'Afrique occidentale : Artisans et musiciens* (Nanterre : Société d'ethnologie, 1997).

Triaud, Jean-Louis et David Robinson, éd. *La Tijaniyya : Une Confrérie musulmane à la conquête de l'Afrique* (Paris : Karthala, 2000).

Tronc, Emmanuel, Rob Grace et Anaïde Nahkian. Realities and Myths of the “Triple Nexus”: Local Perspectives on Peacebuilding, Development, and Humanitarian Action in Mali. *Harvard Humanitarian Initiative*, juin 2019.

UNHCR. [In 12 months Sahel violence displaces more than 700,000 in Burkina Faso](#), 21 février 2020.

UNICEF. 21 mai 2020. [2.3 million children in need of protection in the Central Sahel region in 2020, a more than 80 per cent increase in one year](#),

United Nations Office for West Africa and the Sahel. Août 2018. *Launch of Study on Pastoralism and Security in West Africa and the Sahel*.

USAID. *Assessment of the Risk of Violent Extremism in Niger* (Washington, D.C.: The Mitchell Group, novembre 2014).

USAID. *Conflict Analysis Framework (CAF) Version 2.0*. Juin 2012. USAID.

USAID. *Conflict Assessment Framework Application Guide*. Juin 2012. USAID.

USAID. *Path to Resilience: Report on Fragility and Resilience Assessment Methodology and Conflict Assessment Findings*. 2019. USAID.

USAID (PELA). *Community Generated Indicators: Burkina Faso Report*, 29 octobre 2019.

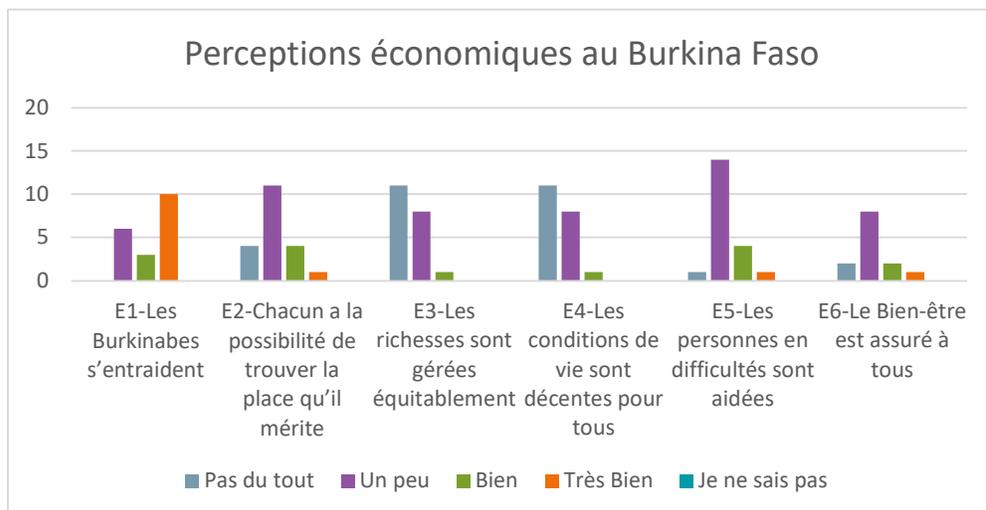
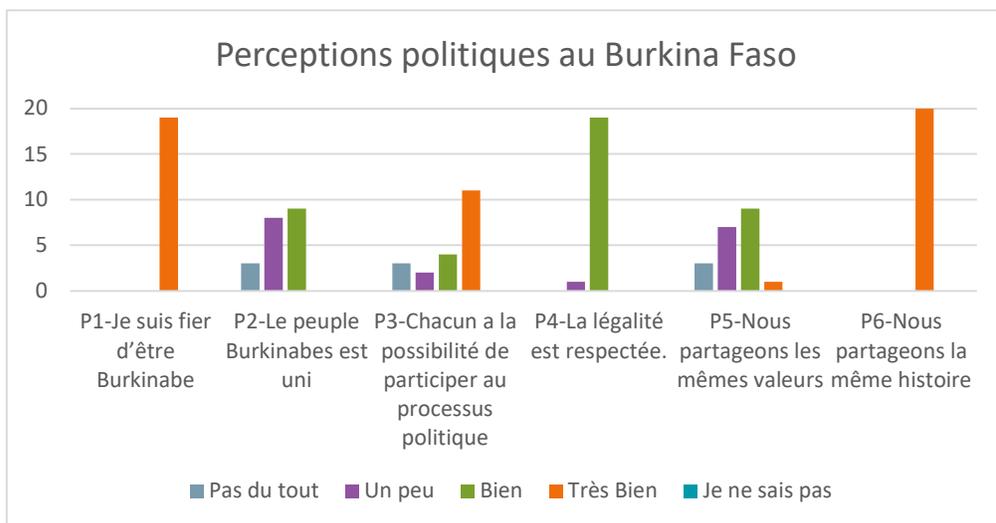
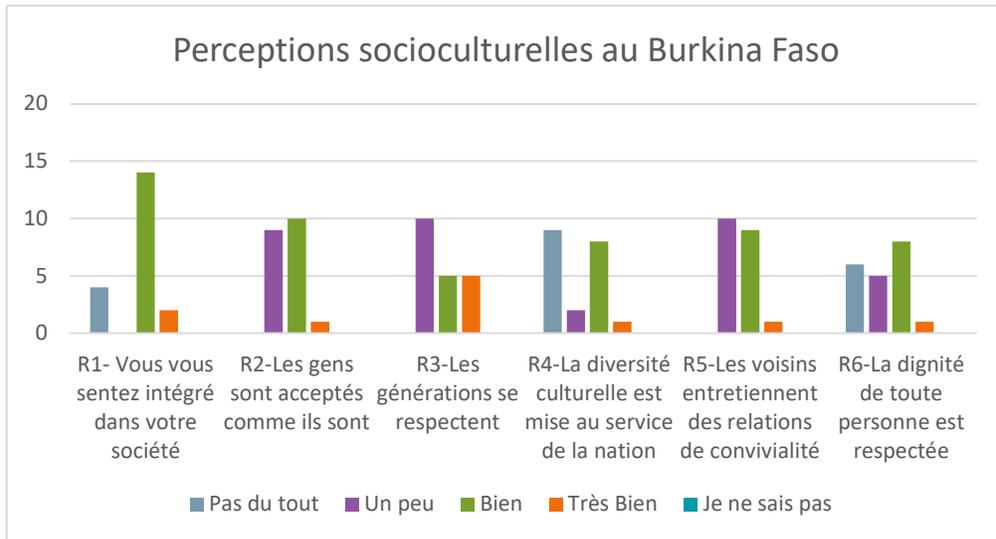
USAID (PELA). *Community Generated Indicators: Mali Report*, 6 novembre 2019.

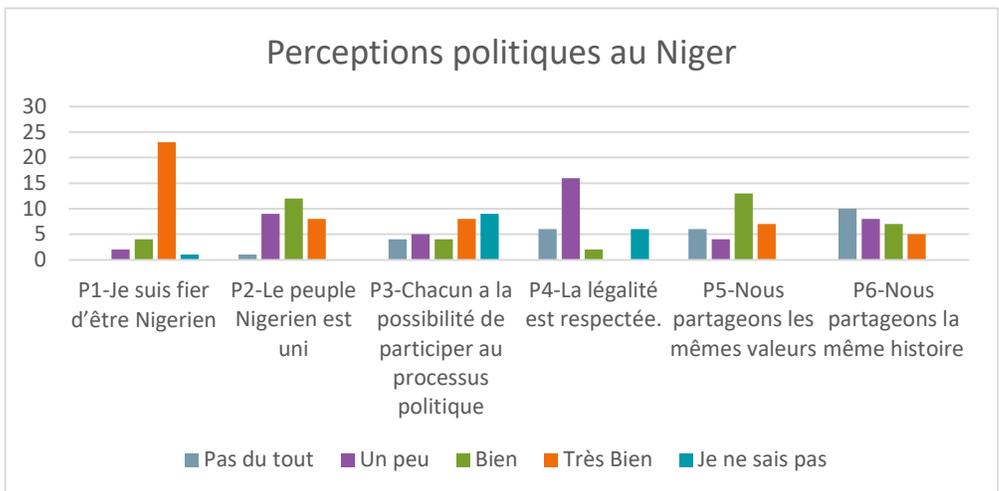
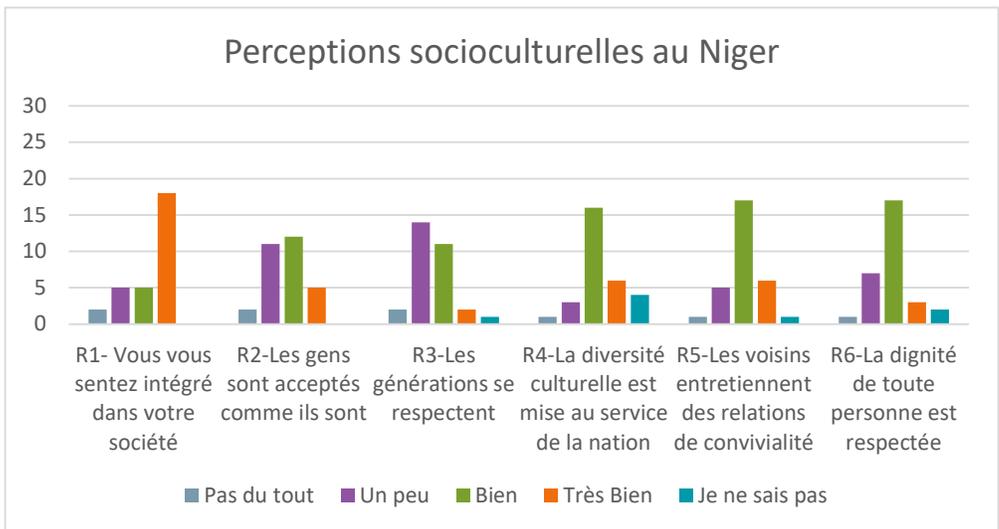
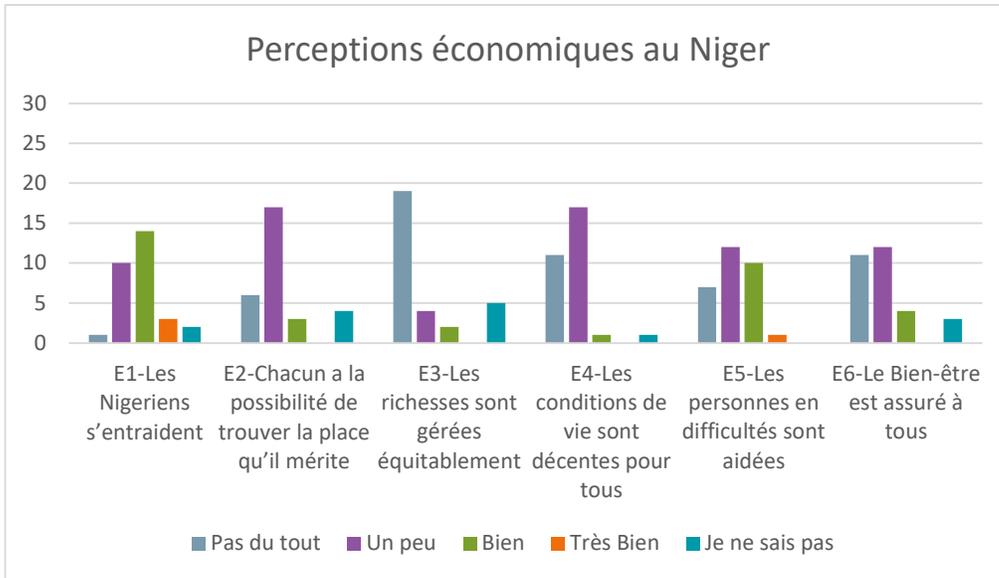
USAID (PELA). *Community Generated Indicators: Niger Report*, 6 novembre 2019.

World Nuclear Association. 2020. [Uranium in Niger](#).

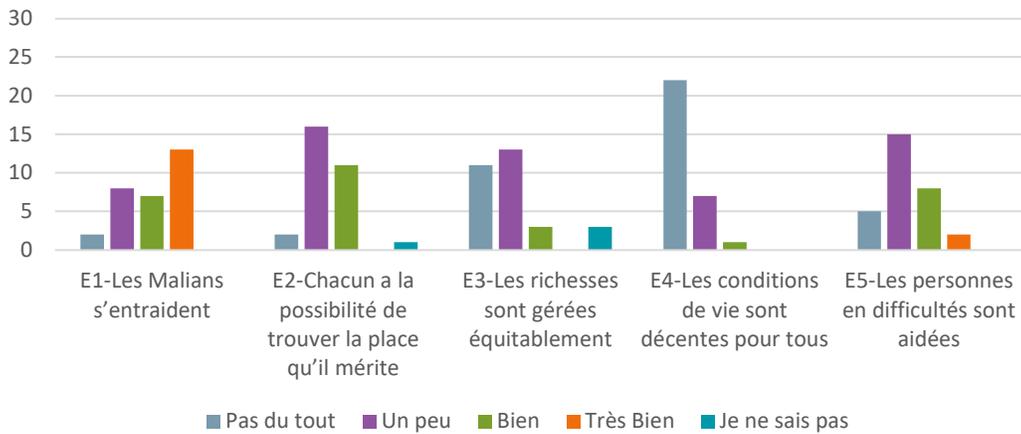
Wunsch, James S. et Dele Olowu, éd. *The Failure of the Centralized State: Institutions and Self-Governance in Africa* (San Francisco: ICS Press, 1995).

ANNEXE B : MINI-BAROMETRE DE LA COHESION SOCIALE

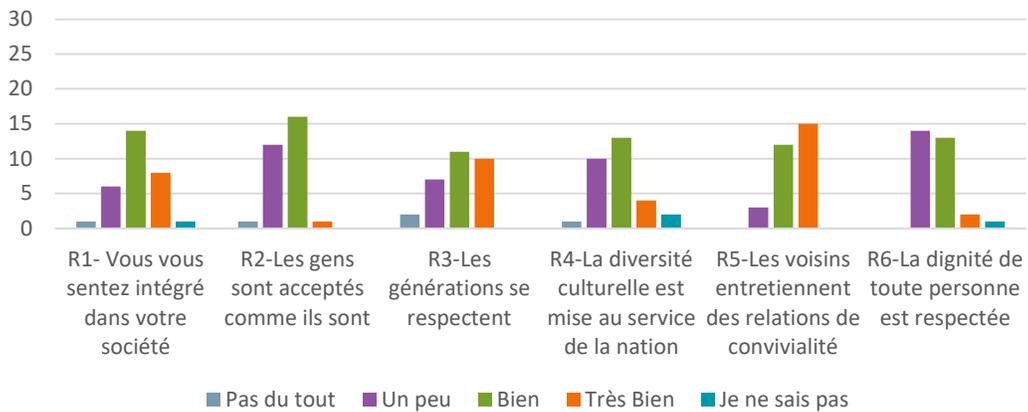




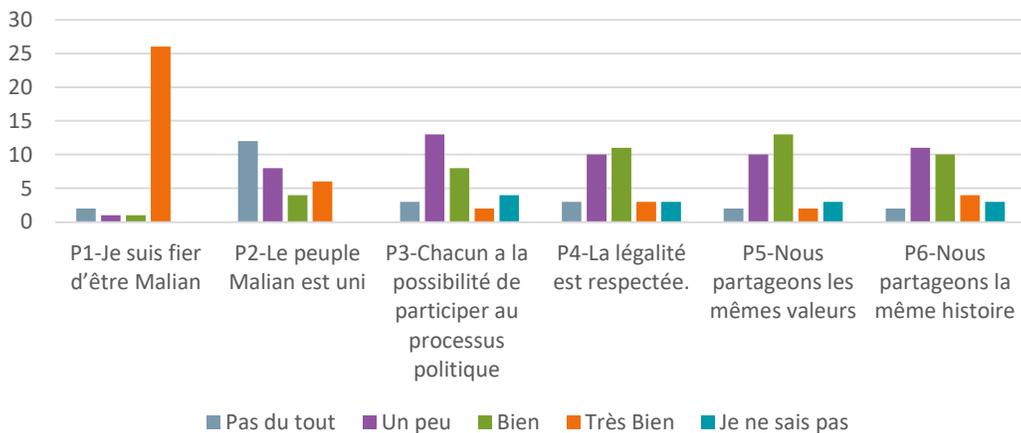
Perceptions économiques au Mali



Perceptions socioculturelles au Mali



Perceptions politiques au Mali



ANNEXE C : MATRICE D'ÉCHANTILLONNAGE.

Analyse des conflits de l'IPS Matrice d'échantillonnage

| Identifiant | Outil | Pays | | | | | | | | | Total |
|-------------|--|---------|-----------|-----------|---------|------|----------|---------|--------|--------|-------|
| | | Burkina | | | Mali | | | Niger | | | |
| | | Kaya | Kongoussi | Ouahigouy | Ansongo | Koro | Tominian | Ouallam | Ayorou | Torodi | |
| 1-INTEL | Anciens : Entrevues : 65-85 ans+ | 1 | 1 | | | 2 | 1 | | 1 | 1 | 7 |
| 2-FGY | Groupe de discussion de jeunes : Niger, Mali et Burkina Faso | 1 | | 1 | 1 | 1 | | 1 | 1 | | 6 |
| 3-FGPY | Groupe de discussion : Jeunes pauvres et sans travail | | 1 | | | | 1 | | | 1 | 3 |
| 4-FGDH | Groupe de discussion : Hommes adultes | 1 | | 1 | 2 | 1 | 1 | 1 | 1 | 2 | 10 |
| 5- FGDF | Groupe de discussion des femmes adultes : | 1 | | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 8 |
| 6-INTRM | Entretiens avec des rapatriés : Touaregs masculins au Mali | | | | | 1 | 1 | | | | 2 |
| 7-FGMR | Groupes de discussion de réfugiés maliens | | | | | | | | 2 | | 2 |
| 8-FGIDP | Groupe de discussion de PDIP | 1 | 1 | 1 | 2 | 2 | 1 | 2 | 3 | 1 | 14 |
| 9- FGCH | Groupe de discussion de communautés hôtes de PDIP | | 1 | 1 | | | | | 2 | | 4 |
| 10-FGSD | Organisation d'autodéfense villageoise | | 1 | 1 | | | | 2 | | | 4 |
| 11-INTPB | Entretien avec des groupes de construction de la paix interconfessionnels (un homme, une femme) | 1 | 1 | | | 2 | | | 2 | | 6 |
| 12-INTCV | Entretien : Chefs de village : | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 9 |
| 13-INTGOV | Entretiens avec des jeunes (hommes et femmes) et des adultes (hommes et femmes) sur des questions de gouvernance : | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 18 |

| | | | | | | | | | | | |
|--------------|--|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 14-INTH | Entretiens : Hommes adultes, agriculteurs et éleveurs, même village | 1 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | 5 |
| 15-INTF | Entretiens : Deux jeunes femmes : une d'une famille d'agriculteurs ; une d'une famille de pasteurs | 1 | | 1 | | 2 | | | 2 | | 6 |
| 16-INTM | Maître d'une école coranique ou imam : Village | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 9 |
| 17-FGCL | Groupe de discussion (ou entretien) : Chef-lieu de commune rurale | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | 1 | 5 |
| 18-FGOCL | Entretiens : Villages hors du chef-lieu | | 1 | | | 1 | | | 1 | | 3 |
| 19-INTP | Entretien avec le préfet du département/niveau du cercle | 1 | 1 | | 1 | | 1 | 1 | | 1 | 6 |
| | Entretiens au niveau national | 3 | | | 3 | | | 3 | | | 9 |
| Total | | 14 | 14 | 13 | 12 | 17 | 12 | 13 | 20 | 12 | 45 |

DONNÉES DÉMOGRAPHIQUES SUR LES RÉPONDANTS

| Pays | Zone | Hommes | Hommes | Femmes | Femmes | Minorités | Majorité | PDIP - | PDIP - | Responsa | Responsa | Chef | Chef | Éleveur | Agriculte | Autodéfe | Employé | Sans | Femme |
|---------|------------|----------|----------|----------|----------|-----------|----------|--------|--------|-----------|-----------|------|------|---------|-----------|----------|---------|------|-------|
| | | > 25 ans | < 25 ans | > 35 ans | < 35 ans | ethnique | ethnique | Femme | bia | tradition | spiritual | hir | ncea | travail | au foyer | | | | |
| Burkina | Kaya | 18 | 1 | 16 | 11 | 2 | 44 | 6 | 2 | 3 | 1 | 2 | 2 | 17 | 3 | 11 | | | 1 |
| | Kongoussi | 33 | 12 | 2 | | 3 | 44 | 8 | | 2 | 6 | 2 | 3 | 28 | 8 | | 8 | | |
| | Ouahigouya | 6 | 6 | 17 | 6 | 3 | 32 | | 6 | 4 | 1 | 1 | 1 | 16 | | 2 | | | |
| Mali | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Ansongo | 17 | 5 | 4 | 5 | 4 | 6 | 5 | 6 | | 1 | 1 | 9 | 1 | | 13 | | | 5 |
| | Koro | 25 | 7 | 17 | 14 | | 1 | 8 | 8 | 2 | 3 | | 1 | 20 | | 15 | | | 21 |
| | Tominian | 19 | 11 | 14 | 2 | 6 | 1 | 6 | | 6 | 1 | 1 | 8 | 11 | | 4 | 7 | | 8 |
| Niger | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Ouallam | 8 | 3 | | 6 | 3 | 14 | | | | 1 | | | 2 | 4 | | 5 | | 3 |
| | Ayorou | 11 | 6 | 2 | | 12 | 6 | | | | | 1 | | 3 | 2 | | 12 | | 1 |
| | Torodi | 13 | 3 | 2 | 4 | 14 | 8 | | | | 4 | | | 2 | 3 | 4 | 5 | 4 | |

